



Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI 18 NOVEMBRE 1933.

QUEBEC, SATURDAY, 18TH NOVEMBER, 1933.

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE
OFFICIELLE DE QUÉBEC".

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC
OFFICIAL GAZETTE".

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: \$1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: \$1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,
Rédempti Paradis.

Hôtel du Gouvernement.

6145—44-9

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House.

6146—44-9

Lettres patentes

Letters patent

"Chateau Inn, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour d'octobre 1933, constituant en corporation: Joseph de Villers Lafrance, agent d'assurance, Julien Dumont, comptable, Urbain Lamothe, commis, tous trois de la Ville d'Amos, dans les buts suivants:

Exercer le négoce de tenanciers d'hôtels, restaurants, cafés, tavernes, salles de rafraîchissements et auberges, victualliers licenciés, importateurs et manufacturiers d'eau gazeuse, minérale et artificielle et autres breuvages, pourvoyeurs, restaurateurs pour des lieux d'amusements publics en général, propriétaires de fiacres, de voitures et de véhicules-moteurs, louageurs et garagistes, cultivateurs, laitiers, marchands de glace, importateurs et courtiers de provisions, animaux sur pied et abattus et produits domestiques et étrangers de toute description, coiffeurs, parfumeurs, propriétaires de club, bains, vestiaires, buanderies, salles de lecture, d'écriture et de journaux, bibliothèques, terrains et lieux d'amusements, récréation, sport, divertissements et instruction de toutes sortes, marchands de tabac et de cigares, agents pour des compagnies de chemins de fer et de vaisseaux, et de voituriers, propriétaires de théâtres et d'opéras, entrepreneurs et agents généraux, et tout autre négoce qui peut être convenablement exercé en rapport avec le négoce susdit;

Acheter, prendre à bail ou autrement acquérir des terrains ou édifices, dans la Ville d'Amos et le district d'Abitibi, ou ailleurs; ériger sur ces terrains ou aucun de ces terrains un ou plusieurs hôtels, cottages et tous autres édifices et travaux nécessaires, et utiliser, convertir, attribuer et entretenir la totalité ou aucun des dits terrains, édifices et établissements pour des fins d'hôtellerie, avec les dépendances usuelles et nécessaires; les aménager et les meubler et exercer les négoce d'hôteliers et d'aubergistes, en général, en autant que les pouvoirs susdits ne sont pas limitatifs, sous le nom de "Chateau Inn, Limitée", avec

"Chateau Inn, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1933, incorporating: Joseph de Villers Lafrance, insurance agent, Julien Dumont, accountant, Urbain Lamothe, clerk, all three of the Town of Amos, for the following purposes:

To carry on business as hotel, restaurant, café, tavern, refreshment-room and inn keepers, licensed victuallers, importers and manufacturers of aerated, mineral and artificial waters and other beverages, purveyors, caterers for public amusement generally, cabs, carriages and motor-vehicle owners, livery stable, and garage keepers, farmers, milkmen, ice-merchants, importers and brokers of provisions, dead and live stock and domestic and foreign products of every description, hairdressers, perfumers, proprietors of clubs, baths, dressing rooms, laundries, reading, writing and newspaper rooms, libraries, grounds and places of amusements, recreation, sport, entertainment and instruction of all kinds; tobacco and cigar merchants, agents for railway and shipping companies and carriers, theatre and opera owners, contractors and general agents, and any other business which may conveniently be carried on in connection with the foregoing;

To purchase, take on lease, or otherwise acquire lands or buildings in the Town of Amos, or in the district of Abitibi, or elsewhere; to erect on such lands or on any of them one or several hotels, cottages, and any other necessary buildings and works, and to utilize, convert, adapt, maintain all or any of the said lands, buildings and establishments for hotel purposes, with the usual and necessary dependencies; to equip and furnish the same, and to carry on business as hotel and inn keepers in general, inasmuch as the foregoing powers are not limitative, under the name of "Chateau Inn, Limitée", with a total capital

un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en dix mille (10,000) actions de un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la Ville d'Amos, dans le district d'Abitibi.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trentième jour d'octobre 1933.

ALEX. DESMEULES,

6395-o

Sous-secrétaire de la Province.

stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into ten thousand (10,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be in the Town of Amos, in the District of Abitibi.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of October, 1933.

ALEX. DESMEULES,

Assistant Provincial Secretary.

"Club Mégantic, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour d'octobre 1933, constituant en corporation: Donat Desmarais, huissier, Edgar Séguin, marchand, tous deux de la cité de Hull, et Edouard Toutloff, boucher, de Pointe-Gatineau, tous du district de Hull, dans les buts suivants:

Procurer à ses membres des moyens de récréation et d'instruction pour l'esprit et de délasserment pour le corps;

Fonder, maintenir et gérer un club pour la commodité des membres de la compagnie et de leurs amis, se procurer une maison de club et généralement donner aux sociétaires tous les privilèges, avantages et commodités d'un club;

Exploiter des installations pour le cirage des chaussures, des salons de barbier, des salles de billards, de pool et de quilles, des dépôts de journaux et autres publications périodiques, des magasins de cigares, cigarettes, tabacs et bonbons, salles de danse et jeu de tennis;

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce de restaurateur y compris la vente de la bière, des vins et des autres boissons alcooliques dont la vente est actuellement ou pourra plus tard être permise par les lois de la province de Québec, de même aussi que des eaux gazeuses, minérales, artificielles et autres breuvages et obtenir, à ces fins, une licence de club ou toute autre licence qui sera jugée avantageuse pour les fins de l'entreprise;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger et aliéner les biens meubles et immeubles nécessaires et requis pour atteindre l'objet de la compagnie et disposer des dits biens de toutes façons; hypothéquer les immeubles de la compagnie et donner en gage ou nantissement les biens meubles de la dite compagnie;

Acheter, louer, détenir ou acquérir les biens ou les actions, bons ou débetures de toutes corporations faisant le même genre d'affaires que la présente compagnie et en disposer comme bon semblera à la compagnie;

Souscrire, accepter, endosser et négocier tous les chèques, billets promissaires, lettres de change et autres effets négociables;

Contracter des emprunts et en assurer le remboursement en la manière déterminée par les directeurs de la compagnie et en particulier par l'émission de débetures et d'obligations comportant hypothèque sur tous ou partie des immeubles de la compagnie;

Garantir, cautionner et se porter responsable du paiement de billets promissaires, lettres de change, comptes ou autres obligations d'aucune nature quelconque pour aucune autre corporation, société ou personne;

Émettre des actions libérées, des obligations, ou débetures en paiement total ou partiel du prix d'acquisition de propriétés mobilières ou immobilières, de droits, réclamations, privilèges, concessions ou autres avantages que la compagnie peut

"Club Mégantic, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1933, incorporating: Donat Desmarais, bailiff, Edgar Séguin, merchant, both of the city of Hull, and Edouard Toutloff, butcher, of Pointe-Gatineau, all of the district of Hull, for the following purposes:

To procure for its members means of recreation and instruction for the mind and relaxation for the body;

To found, maintain and manage a club for the accommodation of the members of the company and their friends, procure a club house and generally give members all the privileges, advantages and accommodation of a club;

To operate shoe shine stands, barber shops, billiard and pool rooms and bowling alleys, news stands, cigar, cigarette, tobacco and candy stores, dance halls and tennis courts;

To carry on in general and in all its branches the business of restaurant-keeper, including the sale of beer, wine and other alcoholic drinks the sale of which is now or may in the future be permitted under the laws of the Province of Quebec, and also aerated, mineral, artificial waters and other beverages, and obtain for such purposes a club license or any other license that may be deemed advantageous for the purposes of the undertaking;

To acquire, receive, own, lease, exchange and alienate the moveable and immoveable property necessary and required for the attainment of the objects of the company, and to dispose of the said property in any manner; to hypothecate the immoveables of the company and to mortgage or pledge the moveable property of the said company;

To purchase, lease, hold or acquire the shares, bonds and debentures of any corporations carrying on the same kind of business as the present company and to dispose thereof as the company may think fit;

To underwrite, accept, endorse and negotiate any cheques, promissory notes, bills of exchange or other negotiable instruments;

To contract loans and assure the repayment thereof in the manner determined by the directors of the company and in particular by the issue of bonds and debentures bearing a hypothec on all or any of the immoveables of the company;

To guarantee, give security for and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations of any kind whatsoever for any other corporation, firm or individual;

To issue paid up shares, bonds or debentures in full or part payment for the purchase price of movable or immovable property, rights, claims, privileges, concessions or other advantages which the company may lawfully acquire, and also

légalement acquérir, de même qu'en paiement de services rendus, soit en rapport avec la formation de la compagnie, soit au cours de ses opérations;

Adopter, faire et édicter des règlements, ordonnances ou règles, non incompatibles avec les lois d'ordre public de la province de Québec, pour l'administration et la régie générale des affaires et choses de la corporation et de ses membres, pour la discipline, la suspension et l'expulsion de ses membres, pourvu, cependant, que la corporation puisse de temps à autre amender, modifier, abroger et changer en tout ou en partie cette constitution, ces règlements, règles et ordonnances, selon que la corporation le jugera convenable;

Se faire un revenu au moyen d'honoraires d'entrée, de redevances annuelles, d'autres contributions et cotisations pour commodités et fournitures, l'usage d'aucune propriété du club, avec pouvoir d'établir différentes catégories de membres et déterminer leurs privilèges;

Accomplir tous actes, exercer tous pouvoirs et commerce se rattachant aux fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Club Mégantic, Limitée";

L'interprétation des clauses ci-dessus dans le cas d'ambiguïté devra être faite libéralement et de façon à ne pas restreindre les pouvoirs de la compagnie, sous le nom de "Club Mégantic, Limitée", avec un capital total de trois mille dollars (\$3,000.00), divisé en cent (100) actions de trente dollars (\$30.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à la Pointe-Gatineau, dans le district de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trentième jour d'octobre 1933.

ALEX. DESMEULES,

6397-o

Sous-secrétaire de la Province.

"Le Jeune Commerce des Trois-Rivières, Inc."

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour d'octobre 1933, constituant en corporation, sans capital-actions: Gérard Duval, comptable, Léon Girard, avocat, et Alphonse Lamy, notaire, demeurant tous trois aux Trois-Rivières, dans les buts suivants:

Grouper ses membres en association, dans un but national et patriotique, sans aucune intention de faire un gain pécuniaire, aux fins de promouvoir le divertissement, l'instruction et l'esprit d'initiative, de civisme et de patriotisme de ses membres en étudiant, en faisant étudier, en discutant et en faisant discuter les questions sociales et économiques, et en faisant donner des conférences sur tous ses sujets, sous le nom de "Le Jeune Commerce des Trois-Rivières, Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation pourra posséder est de cinq mille dollars (\$5,000.00).

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation pourra posséder est de deux cents dollars (\$200.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-sixième jour d'octobre 1933.

ALEX. DESMEULES,

6399-o

Sous-secrétaire de la Province.

in payment for services rendered, either in connection with the formation of the company on in the course of its operations;

To adopt, make and enact by-laws, rules and regulations not incompatible with the laws of public order of the Province of Quebec, and for the general administration and government of the business and operations of the corporation and its members, for the discipline, suspension and expulsion of its members, provided however that the corporation may from time to time amend, modify, repeal and change in whole or in part said by-laws, rules and regulations, as the corporation may deem fit;

To derive a revenue by means of entrance fees, annual dues, other contributions and assessments for accommodation and supplies, the use of any property of the club, with power to establish different classes of membership and determine their privileges;

To do any acts, exercise any powers or businesses relating to the purposes for which the company is incorporated;

The interpretation of the above clauses is to be made broadly in cases of ambiguity, and in such manner as shall not restrict the powers of company, under the name of "Club Mégantic, Limitée", with a total capital stock of three thousand dollars (\$3,000.00), divided into one hundred (100) shares of thirty dollars (\$30.00) each.

The head office of the company will be at Pointe Gatineau, in the district of Hull.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of October, 1933.

ALEX. DESMEULES,

6398

Assistant Provincial Secretary.

"Le Jeune Commerce des Trois-Rivières, Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of October, 1933, incorporating as a corporation without share-capital: Gérard Duval, accountant, Léon Girard, advocate, and Alphonse Lamy, notary, all three residing at Trois-Rivières, for the following purposes:

To group its members into an Association for a national and patriotic purpose without any intention of making a pecuniary gain, with a view to the entertainment, education and initiative, civic and patriotic spirit of its members by studying and causing the study, and discussing and causing the discussion of social and economy questions and by the giving of lectures on all these subjects, under the name of "Le Jeune Commerce des Trois-Rivières, Inc."

The amount to which is to be limited the value of the immovable property which the corporation may possess is five thousand dollars (\$5,000.00).

The amount to which are limited the annual revenues of the immovable property which the corporation may possess is two hundred dollars (\$200.00).

The head office of the company will be in the city and district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of October, 1933.

ALEX. DESMEULES,

6400

Assistant Provincial Secretary.

"L'Union des Propriétaires, Incorporée—The Landlords' Union, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour d'octobre 1933, constituant en corporation: Joseph-Edmond Lamothe, courtier, Paul Gauthier, notaire, J.-Raphael Charland, avocat, Germain Desrosiers, entrepreneur-électricien, Albert Longtin, rentier, Augustin Lamothe, entrepreneur-général, Germain Charland, avocat, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Promouvoir le développement physique, intellectuel et moral des membres;

Etudier les meilleurs moyens de mettre en valeur des propriétés immobilières des membres;

Etudier des plans de construction et de réparation, et activer la construction pour le bénéfice des membres;

Etudier et préparer des plans et projets de règlement pour dégrever de taxes les propriétés foncières;

Etudier et préparer des projets de lois et de règlements en conformité avec les meilleurs intérêts des propriétaires;

Etudier des projets concernant la représentation des propriétaires dans les charges publiques, administratives et municipales;

Etudier et préparer des projets de lois régissant la vente en général, l'échange, l'achat de biens-fonds, la vente pour taxes, en exécution de jugements, les bureaux d'enregistrement, les valeurs des titres et les certificats de recherches;

Donner des conférences pour instruire les propriétaires de leurs intérêts et les unir;

Etudier et adopter les meilleurs modes d'assurances contre l'incendie, les accidents sur les propriétés des membres, auditer et tenir à cette fin un bureau comme agence pour assurer les risques des propriétés des membres pour rapporter des profits suffisants pour défrayer les dépenses de l'union;

Voir à ce que les propriétaires reçoivent leur juste part de travaux d'amélioration et de construction des autorités administratives;

Posséder et maintenir des comités généraux spéciaux permanents ou temporaires pour les fins de l'union;

Obtenir pour l'union ou ses membres, des avantages spéciaux par l'action en commun, sous formes de primes, remises, boni ou escomptes, et à cette fin, agir comme principal ou agent;

Surveiller, provoquer, encourager et promouvoir toutes mesures légales et administratives favorables aux propriétaires en général, et à celles de l'union en particulier;

Obtenir, procurer, propager par l'écrit ou autrement, toute doctrine, documentation qui pourrait être d'intérêt général ou particulier, et à cette fin, posséder, aider, éditer, publier ou autrement distribuer toute revue, pamphlet, journal, ou autre organe jugé à propos;

Acheter, louer ou autrement acquérir et posséder des terrains, bâtisses et biens immobiliers quelconques, faire la collection de tous ou partie de ces immeubles, les vendre, échanger, aliéner, hypothéquer, ou donner en garantie;

Se procurer, exercer et exploiter toute industrie, commerce, manufacture, établissement financier ou commercial, corporation, occupation, art ou métier, négoce ou moyen de profit ou d'existence quelconque que la compagnie jugera nécessaire ou croira convenable;

Faire le commerce d'immeuble dans toutes ses spécialités, construction, développement, loca-

"L'Union des Propriétaires, Incorporée—The Landlords' Union, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of October, 1933, incorporating: Joseph Edmond Lamothe, broker, Paul Gauthier, notary, J. Raphael Charland, advocate, Germain Desrosiers, electrical contractor, Albert Longtin, annuitant, Augustin Lamothe, general contractor, Germain Charland, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To promote the physical, intellectual and moral development of its members;

To study the best means of enhancing the value of the immovable property of the members;

To study plans for building and repair work, to promote the building trade for the benefit of its members;

To study and prepare plans and projects of by-laws to relieve real estate of taxes;

To study and prepare projects of laws and by-laws in harmony with the best interests of the landlords;

To study projects respecting the representation of proprietors in public, administrative and municipal charges;

To study and prepare projects of laws regulating the general sale, exchange, purchase of real estate, the sale for taxes, in execution of judgments, registration offices, the value of titles and research certificates;

To give lectures to instruct proprietors in matters concerning their interests and to unite them;

To study and adopt the best methods of insurance against fire, or accidents on the properties of the members, to audit and conduct for such purposes an office as an agency to insure the properties of the members against all risks, and to derive sufficient profits therefrom to defray the expenses of the union;

To see that the proprietors receive their just share of improvement and construction work from the governing authorities;

To own and maintain general, special, permanent or temporary committees for the purposes of the union;

To obtain for the union or its members, special advantages by common effort, in the form of premiums, remittances, boni or discounts, and for such purpose to act as principal or agent;

To supervise, instigate, encourage and promote any legal and administrative measures favourable to proprietors in general, and in particular to those of the Union;

To obtain, procure, propagate by writing or otherwise, any doctrine, documentation which may be of general or particular interest, and for such purpose, to own, assist, edit, publish or otherwise distribute any review, pamphlet, journal, or other organ deemed expedient;

To purchase, lease or otherwise acquire and own lands, buildings and immovable properties whatsoever, to collect revenues from all or part of the said immovables, to sell, exchange, hypothecate or give same as security;

To purchase, exercise and operate any industry, business, factory, financial or commercial establishment, corporation, occupation, art or trade, enterprise or means of profit or livelihood whatsoever which the company may deem necessary or convenient;

To deal in real estate in all its branches, construction, development, leasing, repairing, manag-

tion, réparation, administration, contrôle de toute construction ou édifice d'aucune sorte;

Faire les affaires d'une agence de perception, prêter de l'argent, ou des valeurs, effectuer des prêts ou placements, agir comme agents pour l'achat ou la vente de n'importe laquelle ligne de marchandises jugée avantageuse et profitable à l'union;

Construire, louer et administrer une ou des maisons pour l'avantage des membres de l'union;

Organiser des comités d'embellissement, des œuvres paroissiales, et promouvoir les intérêts des membres de l'union de quelque nature qu'ils soient;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement et exercer, exécuter et jouir de toute licence, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droit ou privilège qu'un gouvernement, une autorité ou toute corporation ou corps public aurait le pouvoir d'accorder et les payer;

Aider et contribuer à les mettre en vigueur et affecter les actions, obligations et biens de la compagnie à en défrayer les frais, charges et dépenses nécessaires;

Se procurer les fonds nécessaires à ce but par contributions imposées aux membres;

Venir en aide aux membres et à toutes autres associations de bienfaisance qu'il jugera à propos;

Acquérir des propriétés immobilières, des membres de l'union qui demanderont de l'aide afin de les aider; à remplir leurs obligations à même les souscriptions perçues suivant les règlements de l'union avec pouvoir de vendre ces propriétés pour l'union de manière à réaliser des profits convenables pour la subsistance de l'union;

Passer généralement tout contrat et contracter tous engagements et obligations nécessaires ou utiles à l'administration de l'union;

Adopter tout règlement ou résolution dans les limites de la loi et particulièrement, mais sans limite, relativement aux conditions d'admission des membres, à la tenue des assemblées, au droit de voter aux assemblées, adoption, modification et abrogation des règlements, nomination et élection d'officiers et directeurs, remplacement, destitution et rémunération de tel directeur ou officier, pouvoir et devoir du bureau de direction et des officiers, nomination de vérificateurs, émission, suspension et exécution des membres, impositions de pénalités, établissement de différentes classes de membres, perception de cotisations, honoraires et pénalités, garde et collection de ses biens et fonds, et généralement à la régulation, administration et conservation de ses biens et intérêts, et exercer tous les pouvoirs conférés aux corporations par la loi des compagnies de Québec, sous le nom de "L'Union des Propriétaires, Incorporée—The Landlords' Union, Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires, de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt et unième jour d'octobre 1933.

ALEX. DESMEULES,

Sous-secrétaire de la Province.

6401-o

ing, controlling of any building or edifice of any sort;

To carry on the business of a collection agency, to loan money, or securities, to effect loans or investments, to act as agents for the purchase or sale of any line of merchandise deemed advantageous or profitable to the union;

To build, lease and manage one or more houses for the advantage of the members of the union;

To organize committees for town-planning or parochial works, and to promote the interest of any nature whatsoever, of the members of the union;

To apply for, obtain, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, execute and enjoy any license, power, authorization, franchise, concession, right or privilege which any government, authority, corporation or public body may have the power to grant, and to pay for same;

To contribute to and aid in carrying the same into effect and to appropriate the shares, bonds and assets of the company to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the funds necessary for the said purpose by contributions levied on the members;

To come to the assistance of the members and any other benevolent associations which they may deem expedient;

To acquire the immovable properties of the members of the union who may apply for aid for the purpose of assisting them; to fulfil their obligations out of the subscriptions received according to the by-laws of the union with power to sell the said properties for the union so as to realize suitable profits for the maintenance of the union;

Generally to make any contract and enter into any arrangements or contract any obligations necessary or useful for the management of the union;

To adopt any by-law or resolutions within the limits of the Law particularly, but without limit respecting the conditions of admission of its members, the holding of meetings, the right to vote at meetings, adoption, modification and revoking of by-laws, appointment and election of officers and directors, replacements, dismissal and remuneration of such director or officer, power and duty of the board of directors and the officers, appointment of auditors, the dismissal, suspension and resignation of members, levying of penalties, establishment of different classes of membership, collection of dues, fees and penalties, the safekeeping and collection of its assets and funds, and generally to the regulating, management and preservation of its assets and interests, and to exercise all the powers granted to corporations by the Quebec Companies' Act, under the name of "L'Union des Propriétaires, Incorporée—The Landlords' Union, Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares, of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of October, 1933.

ALEX. DESMEULES,

Assistant Provincial Secretary.

6402

"Northeastern Fisheries of Canada, Limited—
Les Pêcheries Nord-Est du Canada, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la pro-

"Northeastern Fisheries of Canada, Limited—
Les Pêcheries Nord-Est du Canada, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Prov-

vince de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour d'octobre 1933, constituant en corporation: Auguste Mathieu, avocat, George Noel, comptable, et Jean L'Ecuyer, commis, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter ou autrement acquérir, mariner, saler, frigorifier, fumer ou autrement préparer, emballer, emmagasiner, vendre et distribuer du poisson et tous autres produits de la mer, des rivières et des lacs, et en disposer de toute manière;

Posséder et exploiter des usines pour la réduction du poisson, des mammifères marins, algues marines, et manufacturer, acheter, vendre et distribuer de toute manière, tous les produits du poisson et des mammifères marins et algues marines, tels que l'huile de poisson, la farine de poisson et les engrais chimiques;

Exercer le commerce de pêcheurs et la préparation du poisson pour la fabrication, la vente et la distribution de nourriture pour bestiaux, engrais, agents fertilisants, matières grasses, huiles et autres dérivés ou sous-produits;

Manufacturer de la farine de poisson;

Cultiver la matière première nécessaire à la fabrication de nourriture pour bestiaux, agents fertilisants et engrais et faire l'essai et l'expérimentation de tous ces produits;

Manufacturer et vendre toutes sortes de nourritures pour les bestiaux, de spécialités et préparations;

Miner, extraire ou tirer des carrières les minéraux nécessaires à la composition de ces nourritures, agents, fertilisants et engrais;

Manufacturer et vendre toutes espèces de combustible;

Acheter, vendre, recueillir ou fabriquer tous matériaux nécessaires au mélange, à la raffinerie ou à la fabrication entière de nourritures, agents fertilisants et engrais, médecines et médicaments, matières grasses et sous-produits du poisson, de mammifères marins et algues marines;

Importer, exporter, fabriquer, acheter et vendre toutes marchandises nécessaires aux fins ci-dessus, y compris les agents fertilisants et engrais, le guano, la colle, l'huile, les os de baleine et leurs accessoires, et aussi les boîtes, récipients, jarres, barils, paquets et tous réceptacles nécessaires à la disposition, manutention, emballage, transport et préparation de tous produits que la compagnie est autorisée à produire;

Eriger, acquérir, exploiter et gérer des entrepôts frigorifiques ou autres, des élévateurs et des moulins;

Acheter, construire, acquérir et exploiter des navires, bateaux et vaisseaux de toutes sortes, des quais et débarcadères et des entrepôts de tous genres, séchoirs à poissons, magasins et tous autres genres d'édifices ou bâtiments;

Acheter ou acquérir d'autre façon et assumer tout ou partie de l'actif, affaires, biens, privilèges, contrats, droits, actions, stock, commun ou préférentiel, obligations et responsabilités de quelque compagnie, société, association ou personne faisant quelque partie des affaires que cette compagnie est autorisée à faire, et les garder, vendre, négocier ou en disposer de toute autre façon; acheter ou acquérir d'autre façon tous immeubles nécessaires à ces fins, et payer comptant ou en actions de cette compagnie, ou partie comptant et partie en actions;

Demander, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou acquérir d'autre façon, et avoir, posséder, utiliser, faire, introduire et vendre, transporter ou disposer autrement de toutes marques de com-

merce de Québec, bearing date the twenty seventh day of October, 1933, incorporating: Auguste Mathieu, advocate, George Noel, accountant, and Jean L'Ecuyer, clerk, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To purchase and otherwise acquire, to pickle, salt, freeze, smoke, and otherwise treat, pack, store, sell, distribute and otherwise dispose of fish and all other products of the seas, rivers and lakes;

To own and exploit plants for the reducing of fish, sea-mammals, sea-weed, and to manufacture, purchase, sell and distribute in any manner all the products of fish, sea-mammals and sea-weed, such as fish-oil, fish-meal and chemical fertilizers,

To carry on the business of fishermen and the curing of fish, for the manufacture, sale and distribution of cattle feed, fertilizers, fertilizing matter, greases, oils and other derivatives or by-products;

To manufacture fish-meal;

To cultivate any raw material required for the manufacturing of cattle feed, fertilizing matter and fertilizers and to test and experiment all these products;

To manufacture and sell all kinds of cattle-feed, specialties and preparations;

To mine, extract and draw from quarries the necessary minerals for the compounding of said feeds, fertilizing matter and fertilizers;

To manufacture and sell any kind of fuel;

To purchase, sell, collect or manufacture any materials required for the compounding, refining, or entire manufacturing of feeds, fertilizing matter and fertilizers, medicines or remedies, greases and by-products of fish, sea-mammals and sea-weed;

To import, export, manufacture, purchase and sell any merchandise required for the above purposes, including any fertilizing matter, fertilizers, guano, glue, whale-bones and the accessories thereof, and also any boxes, containers, jars, barrels, packages, and all necessary receptacles for the disposing, handling, packing, transportation and preparation of all the products which the company is authorized to produce;

To erect, acquire, operate and manage cold-storage or other warehouses, elevators and mills;

To purchase, build, acquire and operate ships, boats and vessels of every kind, wharves and landing-places and warehouses of every kind, fish-drying plants, stores and any other kind of structures or buildings;

To purchase or acquire in any other manner and take over the whole or part of the assets, business, properties, privileges, contracts, rights, shares, stock, either common or preferred, liabilities and responsibilities of any company, firm, association or person carrying on any part of the business which the said company is authorized to carry on, and to hold, sell, deal in or dispose of same in any other manner; to purchase or otherwise acquire any immovables necessary for such purposes, and to pay either in cash or in shares of the present company, or partly in cash and partly in shares;

To apply for, obtain, register, purchase, lease or otherwise acquire and have, own, utilize, make, introduce and sell, transfer or otherwise dispose of any trademarks, formulas, secret processes, trade-

merce, formules, procédés secrets, noms de commerce et marques distinctives, et toutes inventions, perfectionnements et procédés utilisés ou acquis en rapport avec les lettres patentes ou autrement, et utiliser, exercer, développer, accorder des licences et faire profiter autrement toute ou toutes telles marques de commerce, patentes, licences, concessions, procédés ou toute propriété, droits et informations acquis de cette façon, et, en vue de leur opération et de leur développement, faire toute affaire soit de mines, de manufacture, ou autres, que la compagnie peut juger de nature à réaliser directement ou indirectement ces fins;

Faire des actes de société ou des arrangements pour la participation dans les profits, l'association d'intérêts, la coopération, l'opération conjointe, la concession réciproque ou autres, avec toute personne ou compagnie faisant ou étant partie à, ou étant sur le point de faire ou d'être partie à toute affaire ou transaction que la compagnie est autorisée à faire, ou toute affaire ou transaction susceptible de rapporter, directement ou indirectement, un bénéfice à la compagnie: prêter de l'argent à telle personne ou compagnie, garantir ses contrats ou l'aider d'autre façon et prendre ou autrement acquérir les actions ou garanties de toute telle compagnie, et les vendre ou détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Placer et attribuer, de la manière qui sera déterminée par résolution du bureau de direction de la compagnie, les fonds de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis; en particulier, acheter des actions ou obligations de toute autre compagnie;

Payer à même les fonds de la compagnie toutes dépenses se rattachant à sa formation et à son organisation;

Rémunérer, soit en espèces, soit en actions libérées, soit en titres d'obligations (securities) de la compagnie, toute société ou compagnie, firme, association, syndicat ou personne, pour frais encourus ou services rendus ou à rendre à la compagnie touchant le placement ou la garantie de ses actions, obligations, actions-débetures ou autres titres, ou touchant sa formation, son organisation, sa mise en marche ou la poursuite de ses opérations;

Emettre des actions, des obligations, des débetures, des actions-débetures ou tous autres titres libérés, en paiement intégral ou partiel de propriétés mobilières ou immobilières, de réclamations, de privilèges, licences, concessions, droits d'exploitation ou autres avantages requis par la compagnie conformément à la loi, des services rendus à la compagnie, ou de travaux exécutés par elle; et aussi d'affecter de ces titres au paiement intégral ou partiel, par voie d'échange ou autrement, d'actions, d'obligations, de débetures, d'actions-débetures ou d'autres titres d'une autre compagnie;

Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes légalement déclarés à même le surplus ou le profit net de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, tous biens de la compagnie entre ses membres, et particulièrement toutes actions, obligations, débetures ou autres valeurs reçues en considération de la vente de toute ou d'aucune portion de la propriété de la compagnie ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer toutes ou aucune partie des biens ou responsabilités de cette compagnie;

names and distinctive marks, and any inventions, improvements and processes utilized or acquired in connection with Letters Patent or otherwise, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of and otherwise render profitable any or all such trademarks, patents, licenses, concessions, processes or any property, rights and information acquired in this manner, and, for their operation and development, carry on any business either mining, manufacturing or other, which the company may deem conducive, directly or indirectly, to the attainment of the said purposes;

To enter into partnership or into any arrangements for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the present company is authorized to carry on, or any business or transaction capable of directly or indirectly benefitting the company; to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire the shares or securities of any such company, and to sell, or hold same, or re-sell with or without security, or otherwise dispose of same;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in securities and in such manner as may from time to time be determined by resolution of the Board of Directors of the company and to vary such investments and sell or otherwise dispose of same, and in particular to purchase shares, or bonds of any other company;

To pay, out of the funds of the company, any expenses connected with the formation or organization thereof;

To remunerate either in specie, or in paid up shares or securities of the company, any partnership or company, firm, association, syndicate or person for costs incurred for or services rendered or to be rendered to the company respecting the placing or guarantee of its shares, bonds, debenture-stock or other securities or in connection with its formation, its organization, its operation or the conduct of its business;

To issue fully paid up shares, bonds, debenture stock or other paid up securities for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, claims, privileges, licenses, concessions, exploitation rights or other advantages which the company may lawfully acquire, and for the payment of services rendered or work performed for it, and also to effect such securities by means of exchange or otherwise to the payment or part payment or exchange for the shares, bonds or debenture stock or other securities of any other company;

To distribute, in specie or otherwise, by way of dividends legally declared out of the surplus or net profit of the company, or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of the present company;

Céder en tout ou en partie à une personne, société ou corporation, par voie d'affermage, de vente ou autrement, les biens de la compagnie, meubles ou immeubles, son fonds de commerce ou son entreprise, et recevoir en paiement total ou partiel les actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres titres de la compagnie;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, nantissements et autres titres de gage, en garantie de toute créance résultant de la vente totale ou partielle des biens de la compagnie ou autrement, et disposer de ces titres de gage par vente ou autrement;

Hypothéquer, nantir ou donner en gage tous les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, qu'elle pourra posséder, dans le but de garantir toutes obligations, débetures, actions-débetures que la loi l'autorise à émettre;

Acheter, souscrire, ou réserver, recevoir en échange ou acquérir de quelque autre façon, faire mettre en son nom, détenir, vendre, transporter, céder ou aliéner de quelque façon que ce soit, ou réaliser (turn to account), les actions, obligations, débetures, actions-débetures, billets et tous autres titres d'action et d'obligation ou reconnaissances de dette d'une entreprise par actions ou toute créance ou réclamation contre une personne, une firme, une association volontaire, un trust, une société ou corporation par actions, et, durant la possession de ces titres, effets et créances, exercer par l'entremise d'un agent ou d'agents à la nomination du bureau de direction les droits découlant de cette possession, y compris le vote, s'il y a lieu;

Négocier des prêts avec toute personne ou compagnie en affaires avec la compagnie, se porter garant de l'exécution de tout contrat, garanti ou non, ainsi que de toute autre obligation ou entreprise assumée par toute autre compagnie ou personne que ce soit et dans laquelle obligation ou entreprise la compagnie est intéressée, et accepter en sûreté de ces avances toutes garanties proposées par telle compagnie ou personne, tels que: titres, certificats d'actions, obligations, débetures, hypothèques, nantissements, privilèges ou autres valeurs des dites compagnies ou affectant la propriété des dites personnes ou compagnies;

Acquérir par achat, échange, bail ou par aucun titre légal, et posséder, détenir, améliorer, louer, sous-louer, vendre, échanger ou autrement trafiquer et disposer d'immeubles, bâtisses et droits en iceux, de toute catégorie et description;

Bâtir et construire, sur tout terrain que louera ou possèdera la compagnie ou dans lequel elle est d'aucune manière intéressée, des bâtisses pour tous objets, installer et exploiter des moulins, usines, machines et outillages de toute nature nécessaires ou appropriés à l'exercice adéquat de l'industrie de la compagnie;

D'exercer toute autre entreprise, manufacturière ou autre, qui peut sembler à la compagnie susceptible d'être exercée convenablement en relation avec son entreprise ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou à les rendre profitables;

D'acquérir ou d'entreprendre, en tout ou partie, l'industrie, les biens et obligations de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

De demander, acheter ou autrement acquérir des brevets d'invention, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclu-

To convey in whole or in part to any person, partnership or corporation, by way of lease, sale or otherwise, the property of the company, moveables or immoveables, its stock-in-trade or undertaking, and to receive in whole or part payment shares, bonds, debentures, debenture-stock or other securities of the company;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and other securities as guarantee for any claim resulting from the total or partial sale of the property of the company or otherwise, and to dispose of such securities by sale or otherwise;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immovable, present or future, which it may own, for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which it is by law entitled to issue;

To purchase, subscribe for or reserve, receive in exchange or acquire in any manner, have placed in its own name, hold, sell, transfer, convey or alienate in any manner whatever or turn to account the shares, bonds, debentures, debenture-stock, notes and any other stock and bond securities or evidences of indebtedness of any stock enterprise or any debt or claim against any person, firm, voluntary association, trust, partnership or stock corporation, and, while holding the said securities, liens and claims, to exercise through such agent or agents as the board of directors may appoint, the rights resulting from ownership, including the right to vote thereon, if necessary;

To negotiate loans, with any person or company having business dealings with the company, to guarantee the execution of any contract, whether guaranteed or not, and also any other obligation or undertaking assumed by any other company or person whatever, and in which obligation or undertaking the company may be interested, and to accept as security for such advances any guarantee proposed by such company or person, such as: stocks, share certificates, bonds, debentures, hypothecs, pledges, privileges or other securities of the said companies or affecting the property of the said persons or companies;

To acquire by purchase, exchange, lease or any legal title, and to own, hold, improve, lease, sublet, sell, exchange or otherwise deal in and with immovables, buildings and rights therein and that of every kind and description;

To erect and construct, upon any land owned by or leased by the company, or in which the company is in any way interested, buildings for any purposes, and to install and operate workshops, machinery and equipment of every kind, necessary or suitable for the due carrying on of the company's business;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or li-

sif ou non exclusif, ou limité, d'utiliser une invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, pouvant paraître susceptible d'être utilisé pour quelque une des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et d'utiliser, exercer, mettre en valeur ou faire valoir autrement les biens, droits ou renseignements ainsi acquis ou de mettre en valeur, ou d'accorder des permis à cet égard;

De s'associer ou conclure des conventions pour le partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute personne ou compagnie exerçant ou faisant ou sur le point d'exercer ou de faire une transaction que la compagnie est autorisée à exercer ou à faire, ou une industrie ou une transaction susceptible d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et de prêter des fonds à cette personne ou compagnie, de garantir ses contrats, ou d'autrement l'aider, et de prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute pareille compagnie, et de les vendre, détenir, rémettre avec ou sans garantie, ou d'autrement en disposer;

Promouvoir, organiser, développer, administrer et aider à promouvoir, organiser, développer et administrer toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou exploitation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, et, comme opérations connexes, entreprendre, administrer, contrôler, et autrement disposer du commerce et de l'entreprise de toute telle corporation, compagnie, firme ou individu, dans le but de protéger les valeurs émises par eux et de réaliser leur réclamation;

Etablir des agences et succursales;

De réaliser tout ou partie des objets de la compagnie à titre de commettants, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls, ou conjointement avec d'autres;

D'accomplir les autres choses qui se rattachent ou sont propres à la réalisation des objets de la compagnie, sous le nom de "Northeastern Fisheries of Canada, Limited—Les Pêcheries Nord-Est du Canada, Limitée".

Le capital-actions de la compagnie sera divisé en quatre mille (4,000) actions sans valeur au pair et en sept mille cinq cents (7,500) actions privilégiées d'une valeur au pair de dix dollars (\$10.00) chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de vingt-sept mille cinq cents dollars (\$27,500.00).

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties au prix qui sera fixé par les directeurs de la compagnie par simple résolution;

Les privilèges attachés aux dites actions privilégiées sont les suivants:

(a) Les dites actions privilégiées donneront droit à leurs détenteurs de recevoir, à même le surplus ou les bénéfices de la compagnie, un dividende fixe non-cumulatif au taux de six pour cent (6%) par an, payable semi-annuellement aux époques que déterminera le bureau de direction, avant que tout dividende ne soit déclaré sur les actions sans valeur au pair;

(b) Les dites actions privilégiées auront priorité tant à l'égard des dividendes que du capital sur toutes autres actions de la compagnie, mais ne confèrent pas d'autres droits de participation dans les profits ou l'actif de la compagnie;

(c) Les porteurs des dites actions privilégiées n'auront pas droit de voter à aucune assemblée des

mitted right to use, or any secret or other information as to any invention, which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire the shares or securities of any such company, and to sell, hold or re-issue, with or without guarantee or otherwise dispose of same;

To promote, organize, develop, manage or assist in the promotion, organization, development and management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking having objects similar in whole or in part to those of the company and, as incidental thereto, to undertake, manage, control or otherwise deal with the business and undertaking of any such corporation, company, firm or individual, for the purpose of protecting securities issued thereby and realizing upon the claims thereon;

To establish agencies and branches;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects of the company, under the name of "Northeastern Fisheries of Canada, Limited—Les Pêcheries Nord-Est du Canada, Limitée".

The capital stock of the company shall be divided into four thousand (4,000) shares without par value and into seven thousand five hundred (7,500) preferred shares of a par value of ten dollars (\$10.00) each, and the amount with which the company will begin its operations shall be twenty seven thousand five hundred dollars (\$27,500.00).

The shares other than the preferred shares shall be issued and allotted at a price to be determined by the directors by simple resolution;

The privileges attached to the preferred shares are as follows:

(a) The said preferred shares shall entitle the holders thereof to receive, out of the surplus or profits of the company, a dividend at the fixed and non-cumulative rate of six per cent (6%) per annum, payable semi-annually at such periods as may be determined by the Board of Directors, before any dividend may be declared on the shares without par value;

(b) The said preferred shares shall have priority, both as to capital and dividend, over any other of the company's shares, but shall not confer any other rights of participation in the profits or assets of the company;

(c) The holders of the said preferred shares shall not be entitled to vote at any meeting of the

actionnaires de la compagnie ni de recevoir avis de telle assemblée soit annuelle ou spéciale, ou d'y assister, à moins que et avant qu'il y ait trois dividendes semiannuels sur les dites actions privilégiées en souffrance et impayés, dans lequel cas, les porteurs des dites actions privilégiées auront le droit de voter à toutes assemblées des actionnaires de la compagnie sur la base d'un vote pour chaque action privilégiée détenue par eux, pourvu toutefois qu'après le paiement de tous les arrérages de dividende les dits droits de vote attachés à chaque action privilégiée cesseront, mais ils reviendront de temps à autre dans la suite en vigueur et cesseront dans de semblables circonstances;

(d) De plus, la compagnie n'aura pas le droit d'augmenter ou de réduire le capital-actions de la compagnie à moins qu'un règlement à cet effet ne soit préalablement soumis à et approuvé par une assemblée spéciale des actionnaires privilégiés de la compagnie dûment convoqués à cette fin;

(e) La compagnie aura le droit de temps à autre, à n'importe quelle date qu'un dividende sera payable, et à son gré, de racheter la totalité ou toute partie des dites actions privilégiées créées par les présentes, en payant aux porteurs d'icelles la valeur au pair de chaque action privilégiée entièrement libérée ou le montant payé sur chaque action privilégiée non encore entièrement libérée, avec tous les dividendes accrus et impayés, pourvu que, dans le cas où la compagnie rachèterait en aucun temps moins que la totalité des actions privilégiées alors en cours, les actions qui seront rachetées seront déterminées par tirage au sort, lequel tirage sera fait par des personnes responsables nommées par les directeurs de la compagnie, de la manière qui sera déterminée par le bureau;

Un avis d'au moins trente jours avant tel rachat sera envoyé par la poste à chaque porteur de telles actions privilégiées qui seront rachetées, à son adresse postale ou à sa dernière adresse telle qu'elle apparaît dans les livres de la compagnie, et à compter de la date fixée pour tel rachat, les dividendes sur les dites actions privilégiées au sujet desquelles avis de rachat a été donné, cesseront de courir, à moins que la compagnie fasse défaut de racheter les dites actions d'après les conditions de l'avis, et les porteurs respectifs d'icelles n'auront aucun autre droit, excepté de recevoir le paiement de leurs actions au dit prix de rachat, sur présentation et livraison de leurs certificats respectifs.

Le bureau principal de la compagnie sera à Grande-Rivière, comté de Gaspé.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour d'octobre 1933.

ALEX. DESMEULES,

6403-0

Sous-secrétaire de la Province.

"Northern Securities, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour d'octobre 1933, constituant en corporation: Garon Pratte, Stanislas Germain, avocats, et Hugues Lapointe, étudiant, tous trois de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des terrains, constructions, et autres propriétés mobilières ou immobilières, de tous genres et espèces, et aucun droit ou intérêt s'y rapportant, et les posséder, détenir, soit comme propriétaires absolus ou locataires, ou autrement, et les vendre, louer ou autrement en disposer ou

shareholders of the company nor to receive notice of such meeting, whether annual or special, nor to be present thereat, unless that and before there are three semi-annual dividends on the said preferred shares accrued and unpaid, in which case the holders of the said preferred shares shall be entitled to vote at all the meetings of the shareholders of the company, on the basis of one vote per each preferred share held by them, provided however that after the payment of all dividend arrears, the said voting rights conferred on the holders of preferred shares shall cease, but, shall come back into force from time to time afterwards and cease under the same circumstances;

(d) Moreover the company shall not be entitled to increase or reduce the capital stock of the company unless a by-law to that effect be previously submitted to and approved at a special meeting of the preferred shareholders of the company, duly called for this purpose;

(e) The company shall have the right from time to time, at any date which a dividend will be payable on, and at its option, to redeem the whole or any part of the said preference shares hereby created by paying the holders thereof the par value of each fully paid-up preferred share or the amount paid on each preferred share not fully paid-up, with all accrued and unpaid dividends thereon, provided that in the event of the company redeeming at any time less than the whole of the then outstanding preference shares, the shares to be so redeemed shall be determined by drawing lots, such drawing to be made by responsible persons appointed by the Directors of the company in such manner as may be determined by the Board of Directors;

At least thirty days' notice in advance of such redemption shall be mailed to each holder of such preference shares to be redeemed, at his post office address or at his address as last appears on the books of the company, and on and after the date fixed for such redemption, dividends on such preference shares in respect of which notice of redemption has been given, shall cease, unless the company shall fail so to redeem said shares in accordance with such notice, and the respective holders thereof shall have no further rights except to receive payment thereof at the said redemption price, upon presentation and surrender of their respective certificates;

The head office of the company will be at Grande Rivière, county of Gaspé.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of October, 1933.

ALEX. DESMEULES,

6404

Assistant Provincial Secretary.

"Northern Securities, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the thirtieth day of October, 1933, incorporating: Garon Pratte, Stanislas Germain, advocates, and Hugues Lapointe, student, all three of the city of Québec, for the following purposes.

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands, buildings and other moveable or immovable property of every sort and kind and any right or interest therein, and to hold same; to own, either as absolute proprietors or lessees or otherwise, and sell, lease or otherwise dispose thereof or deal therein, to acquire by

trafiquer, acquérir par achat, bail, échange ou autrement, et bâtir, construire, ériger, réparer, entretenir et améliorer des maisons-appartements, maisons-manufactures, fabriques, bâtisses et constructions en général et leurs dépendances, avec tous les droits et privilèges s'y rapportant, les vendre, louer, en disposer et trafiquer d'aucune manière, et pour atteindre cette fin, agir comme constructeurs, entrepreneurs, manufacturiers, commerçants de matériaux nécessaires à la construction;

En général, acheter, vendre à bail ou échange, louer ou autrement acquérir tous biens mobiliers ou immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables à ses fins;

Émettre des parts acquittées, actions, hypothèques, débentures, bons, ou autres valeurs de la compagnie en paiement total ou partiel d'aucune propriété mobilière ou immobilière, contrat, droit, qui peuvent être acquis par la compagnie ou pour services rendus, ou travail exécuté pour la compagnie et pour effectuer le paiement de ou acquitter les dettes et obligations de la compagnie;

Hypothéquer, grever ou engager, donner en gage, nantir, céder et transporter toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débentures, actions, hypothèques, ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'elles, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, ou par l'entremise de commissaires, agents ou autrement, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

Acquérir par achat, bail ou autrement, et assumer en tout ou en partie des entreprises, privilèges, contrats, l'actif et le passif de toute personne ou compagnie exerçant tout commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou qu'elle juge propre à ses fins, et payer en débentures, parts acquittées ou autrement;

Agir comme agents et courtiers d'immeubles et d'assurances, agents pour la vente et la location de biens meubles et immeubles et comme agents de publicité, et faire, en qualité de mandataires ou de principal, tout commerce jugé utile aux fins de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir les parts, débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou jugés utiles, acquérir, détenir, vendre et disposer des droits, hypothèques et gages dans et pour d'autres compagnies ou individus;

Se fusionner, partager les profits, ou s'unir avec d'autres personnes ou compagnies exerçant un commerce semblable, sous tels termes que la compagnie pourra fixer;

Faire tous les actes jugés nécessaires aux fins de la compagnie et avoir les pouvoirs généraux à cette fin, et prévus par la loi des compagnies de Québec, et amendements, sous le nom de "Northern Securities, Limited".

Le capital-actions de la compagnie sera divisé en deux mille actions privilégiées cumulatives, d'une valeur au pair de (\$100.00) cent dollars chacune, et trois mille huit cents actions "classe A" d'une valeur au pair de (\$5.00) cinq dollars chacune, et sans droit de vote, et douze cents actions ordinaires "classe B", sans valeur au pair et avec droit de vote.

Les dites actions privilégiées cumulatives com-

purchase, lease, exchange or otherwise, and build, construct, erect, repair, maintain and improve apartment houses, dwellings, factories, workshops, buildings and constructions generally and their dependencies, with all the rights and privileges attached thereto, to sell, lease, dispose of and deal therewith in any manner and to attain such purpose, act as builders, contractors, manufacturers, dealers in building requisites;

In general, to purchase, sell on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for its purposes;

To issue paid up shares, stock, hypothecs, debentures, bonds or other securities of the company, in full or part payment for any moveable or immovable property, contract, right which may be acquired by the company, or for services rendered or work done for the company, and to effect the payment of or settle the debts and liabilities of the company;

To hypothecate, mortgage or pledge, encumber, give as security, convey and transfer any moveable or immovable property, present or future, belonging to the company, as security for any bonds, debentures, stock, hypothecs or other securities which the company is lawfully authorized to issue or any sums of money borrowed for the purposes of the company;

To do all the aforesaid things or any of same as principals, agents, contractors or otherwise or through commissioners, agents or otherwise and either alone or jointly with others;

To acquire by purchase, lease or otherwise and assume in whole or in part the undertakings, privileges, contracts, assets and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or which it deems fit for its purposes and pay therefor with debentures, paid up shares or otherwise;

To act as real estate and insurance agents and brokers, agents for the sale and the leasing of moveable and immovable property, and as publicity agents, and to carry on in the quality of agents or principals any business deemed useful to the purposes of the company;

To purchase or otherwise acquire the shares, debentures or other securities of any other company having similar objects or deemed useful, to acquire, hold, sell and dispose of the rights, hypothecs and pledges in and for other companies or individuals;

To amalgamate, share profits or unite with other persons or companies carrying on a similar business under such conditions as the company may determine;

To do anything deemed necessary for the purposes of the company and to enjoy general powers for such purposes, provided by the Quebec Companies' Act, and amendments, under the name of "Northern Securities, Limited".

The capital stock of the company shall be divided into two thousand preferred cumulative shares of a par value (\$100.00) of one hundred dollars each, and three thousand eight hundred non voting class A shares of a par value of (\$5.00) five dollars each, and twelve hundred common voting class B shares, without par value.

The said preferred cumulative shares shall en-

porteront les privilèges et seront assujetties aux restrictions ci-après:

1. Les dites actions privilégiées conféreront aux détenteurs enregistrés d'icelles le droit à un dividende fixe, cumulatif et privilégié au taux de six pour cent par an, payable semi-annuellement aux dates qui seront fixées par résolution du conseil d'administration, sur le capital alors payé de ces actions, à même les fonds de la compagnie régulièrement utilisables pour le paiement de dividendes. Ces dividendes privilégiés et cumulatifs seront payables avant qu'aucun dividende ne soit déclaré, mis de côté ou payé pour les autres actions de la compagnie, et ils seront cumulatifs de manière que nuls dividendes ne soient déclarés, mis de côté ou payés sur les autres actions de la compagnie, à moins que tous les dividendes courus et accumulés sur les actions privilégiées aient été payés ou déclarés et mis de côté pour être payés, et que le versement de dividendes en cours sur les dites actions privilégiées ait été déclaré et mis de côté pour être payé;

2. Dans le cas de liquidation ou de dissolution de la compagnie, ou lors de toute distribution de capital, nulle somme quelconque ne sera payée, et il ne sera distribué aucune partie de l'actif entre les porteurs d'aucune autre classe d'actions, à moins que les porteurs d'actions privilégiées aient reçu le paiement de la valeur au pair des actions privilégiées détenues par eux (avec, en plus, mais seulement si cette liquidation, dissolution ou distribution de capital est volontaire, une somme égale à la prime payable sur icelles dans le cas de rachat), plus une somme égale à tous les arriérages, s'il y a lieu, des dividendes privilégiés accumulés sur leurs actions privilégiées jusqu'à la date du commencement de telle liquidation, dissolution ou distribution, que ces dividendes aient été déclarés ou non et qu'il y ait ou non des bénéfices disponibles pour ces dividendes; et les porteurs des actions privilégiées auront droit de recevoir ces divers montants à même l'actif de la compagnie, de préférence et avec priorité sur les porteurs de toutes autres classes d'actions de la compagnie;

3. La compagnie aura le droit, à son gré, sur résolution de son conseil d'administration passée à cet effet, de racheter la totalité ou partie des actions privilégiées en les achetant de gré à gré au plus bas prix auquel, dans l'opinion des directeurs, elle peut se les procurer, pourvu que ce prix n'exécède pas le prix de rachat spécifié ci-après;

4. La compagnie aura aussi le droit, sur résolution de son conseil d'administration passée à cet effet, de racheter à toute date de paiement de dividendes, la totalité ou partie des actions privilégiées, au prix de \$100.00 par action, plus une prime de (\$5.00) cinq dollars par action, avec en plus tous les dividendes courus et impayés jusqu'à la date du rachat;

Si la compagnie rappelle et rachète toutes les actions privilégiées, avis écrit de tel rachat devra être adressé aux détenteurs enregistrés des dites actions et mis à la poste au moins dix jours avant la date fixée pour le rachat. Si la compagnie ne rachète que partie des actions, les actions à être appelées pour rachat seront choisies par tirage au sort de la manière déterminée par le conseil d'administration, et avis du rachat devra être adressé aux détenteurs enregistrés des actions ainsi rappelées, et mis à la poste dix jours avant la date fixée pour le rachat.

Après la date fixée pour le rachat de tout ou de partie des actions privilégiées, et pourvu que la compagnie ait fait provision pour le paiement des actions rachetées, au lieu mentionné dans l'avis

joy the privileges and be subject to the restrictions hereinafter stated:

1. The said preferred shares shall entitle the holders of record thereof to a fixed, cumulative and preferred dividend at the rate of six per cent per annum, payable semi-annually at such dates as may be fixed upon by the Board of Directors, on the capital then paid on said shares, out of the funds of the company regularly available for the payment of dividends. Such preferred and cumulative dividends shall be payable before any dividend may be declared, laid aside or paid on the other shares of the company, and they shall be cumulative in such manner that no dividend may be declared, laid aside or paid on the other shares of the company, unless all the outstanding and accrued dividends on the preferred shares be paid, or declared or laid aside for payment, and that the instalment of the current dividends on the said shares be declared and laid aside for payment;

2. In the event of the liquidation or dissolution of the company or on any distribution of the capital, no sum whatsoever shall be paid, nor any part of the assets distributed among the holders of any other class of shares, unless the holders of the preferred shares have received full payment of the par value of the preferred shares held by them (with, moreover, but only if said liquidation, dissolution or distribution of capital be voluntary, a sum equal to the premium payable thereupon in case of redemption) with moreover, a sum equal to all the arrears, if any, of preferred dividends accrued on their preferred shares up to the date of the commencement of such liquidation, dissolution or distribution, whether said dividends have been declared or not, and whether or not there be any profits available for said dividends; and the holders of the preferred shares shall be entitled to receive these various amounts out of the assets of the company, in preference to and with priority over the holders of any other class of shares of the company;

3. The company shall have the right, at its option, upon resolution of its Board of Directors passed to that effect, of redeeming the whole or part of the preferred shares, by purchasing same by private agreement at the lowest price which, in the opinion of the Directors, such shares are obtainable, provided the said price does not exceed the redemption price hereinafter specified;

4. The company shall also have the right, upon resolution of its Board of Directors, passed to that effect, to redeem on any dividend date, the whole or part of the preferred shares, at a price of \$100.00 per share, plus a premium of (\$5.00) five dollars per share, with, moreover, all the accrued and unpaid dividends up to the date of redemption.

If the company should call for and redeem all the preferred shares, a written notice of such redemption must be addressed to the holders of record of the said shares and posted at least ten days before the date of redemption. If the company should redeem part only of the shares, the shares to be called for redemption shall be chosen by drawing lots in the manner fixed upon by the Board of Directors, and notice of redemption must be addressed to the holders of record of the shares thus called, and posted ten days before the date fixed upon for redemption.

After the date fixed upon for the redemption of the whole or part of the preferred shares, and provided the company has made due provision for the payment of the redeemed shares, at the

les détenteurs d'actions ainsi rachetées n'auront plus aucun droit contre la compagnie à raison des dites actions, sauf celui d'obtenir, contre remise des certificats d'actions rachetées, le prix des dites actions; l'intérêt ne courra pas sur le prix des actions après la date fixée pour le rachat.

5. Les dites actions privilégiées ne conféreront pas le droit de voter ou d'assister aux assemblées de la compagnie. Cependant, si la compagnie fait défaut de payer quatre dividendes semi-annuels consécutifs, les détenteurs des dites actions privilégiées auront alors le droit d'assister aux assemblées de la compagnie et de voter, et ils conserveront ce droit aussi longtemps que tous les dividendes accumulés n'auront pas été payés;

6. La compagnie pourra, en suivant les formalités requises par la loi, modifier, amender ou abroger les dispositions contenues aux paragraphes 1, 2, 3, 4 et 5 ci-dessus, et créer et émettre, si elle le désire, en suivant les formalités requises par la loi, d'autres actions jouissant de privilèges plus ou moins considérables que ceux accordés aux actions créées par les présentes lettres patentes.

Les actions "classe A" seront assujetties aux restrictions suivantes:

1. Les dites actions ordinaires "classe A" ne conféreront pas le droit d'assister ou de voter aux assemblées de la compagnie;

2. La compagnie aura le droit, à son gré, sur résolution de son conseil d'administration passée à cet effet, de racheter la totalité ou partie des dites actions "classe A", en les achetant de gré à gré, au plus bas prix auquel, dans l'opinion des directeurs, elle peut se les procurer, pourvu que ce prix n'exécède pas (\$5.00) cinq dollars par action;

3. La compagnie aura aussi le droit, sur résolution de son conseil d'administration passée à cet effet, de racheter en tout temps la totalité ou partie de ses actions "classe A", au prix de (\$5.00) cinq dollars par action.

Si la compagnie rappelle ou rachète toutes les actions "classe A", avis écrit de tel rachat devra être adressé aux détenteurs enregistrés des dites actions et mis à la poste au moins dix jours avant la date fixée pour le rachat. Si la compagnie ne rachète que partie des actions, les actions à être appelées pour rachat seront choisies par tirage au sort de la manière déterminée par le conseil d'administration, et avis du rachat devra être adressé aux détenteurs enregistrés des actions ainsi appelées, et mis à la poste dix jours avant la date fixée pour le rachat. Après la date fixée pour le rachat de tout ou de partie des dites actions "Classe A", et pourvu que la compagnie ait fait provision pour le paiement des actions rachetées au lieu mentionné dans l'avis, les détenteurs d'actions ainsi rachetées n'auront plus aucun droit contre la compagnie à raison des dites actions, sauf celui d'obtenir, contre remise des certificats d'actions rachetées, le prix des dites actions.

Sous tous autres rapports, les actions "classe A" comporteront les mêmes droits que les actions ordinaires "classe B".

Le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de (\$27,900.00), vingt-sept mille neuf cents dollars.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trentième jour d'octobre 1933.

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

place mentioned in the notice, the holders of the shares thus redeemed shall have no further claim against the company in respect of the said shares, save that of receiving, upon surrender of the certificates of the redeemed shares, the price of the said shares; no interest shall accrue on the price of the shares after the date fixed upon for redemption.

5. The said preferred shares shall not confer any voting right, nor that of assisting at the meetings of the company. However, should the company fail to pay four semi-annual consecutive dividends, the holders of the said preferred shares shall then be entitled to assist at the meetings of the company and to vote, and they shall keep said right as long as all the accrued dividends shall remain unpaid;

6. The company may, by complying with the formalities required by law, alter, amend or repeal the provisions contained in hereinabove paragraphs 1, 2, 3, 4 and 5, and create and issue, if it so desire, complying with the formalities required by law, other shares, enjoying privileges more or less considerable than those granted by the shares created by the present Letters Patent.

The Class A shares shall be subject to the following restrictions:

1. The said common Class A shares shall not confer the right of assisting nor of voting at the meetings of the company;

2. The company shall have the right, at its option, upon resolution of its Board of Directors, passed to that effect, of redeeming the whole or part of the said Class A shares, by purchasing the same by private agreement, at the lowest price which, in the opinion of the Directors, such shares are obtainable, provided the said price does not exceed (\$5.00) five dollars per share;

3. The company shall have the right, upon resolution of its Board of Directors, passed to that effect, to redeem the whole or part of the said Class A shares, at a price of (\$5.00) five dollars per share.

If the company should call for or redeem all the class A shares, a written notice of such redemption must be addressed to the holders of record of the said shares, and posted at least ten days before the date fixed upon for redemption. If the company should redeem part only of the shares, the shares to be called for redemption must be chosen by drawing lots, in the manner fixed upon by the Board of Directors, and notice of such redemption must be addressed to the holders of record of the shares thus called for redemption and posted ten days before the date fixed upon for redemption. After the date fixed upon for the redemption of the whole or part of the said Class A shares, and provided the company has made due provision for payment of the redeemed shares at the place mentioned in the notice, the holders of the shares thus redeemed shall have no further claim against the company in respect of the said shares, save that of receiving, against surrender of the certificates of the redeemed shares, the price of the said shares.

In all other respects, the Class A shares shall enjoy the same rights as the common Class B shares.

The amount of capital-stock with which the company will begin its operations is (\$27,900.00), twenty seven thousand, nine hundred dollars.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of October, 1933.

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

"Petroleum Income Distributors, Incorporated". "Petroleum Income Distributors, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour d'octobre 1933, constituant en corporation: Auguste Mathieu, avocat, George Noel, comptable, Jean L'Ecuier et Maurice Roy, tous deux commis, Yvette Martineau, sténographe, célibataire, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir des terrains miniers, champs pétroliers par achat, bail, échange ou autrement; de les vendre, d'en disposer autrement, et généralement d'acheter, vendre ou disposer pour du comptant ou au moyen d'hypothèque ou de toute autre manière;

Eriger des bâtisses, avec ou sans machineries, pour usage, mise en valeur, exploitation, exploration, vente ou autre disposition sur les propriétés acquises par la compagnie;

Acheter, vendre ou négocier, soit comme principal, soit comme agent, des actions, bons, débentures, royautés d'huile et de gaz (mineral deeds), hypothèques sur biens personnels, valeurs, billets, certificats ou obligations de toute nature; de collecter et disposer des intérêts, dividendes ou revenus provenant de tels actions, bons, débentures, royautés d'huile et de gaz (mineral deeds), hypothèques, valeurs, billets, certificats ou autres obligations de toute nature; offrir en vente au public des certificats de rentes pétrolières quant au nantissement de royautés ou redevances d'huile et de gaz (mineral deeds) en séries numérotées, en unité de \$10. et ses multiples;

Agir comme agents généraux, agents à commission, agents distributeurs, comme courtiers;

Exécuter toutes choses nécessaires à la protection, à la réalisation, au recouvrement de paiements, de tous biens achetés, acquis ou administrés par la compagnie;

Garantir ou autrement assister dans l'exécution de tous contrats de personnes, firmes ou corporations avec qui la compagnie peut transiger au cours de ses opérations et d'assumer tels contrats en défaut;

Souscrire à, soumissionner, acheter, détenir, posséder, vendre, nantir, transférer, négocier, disposer de toutes actions, bons, débentures, billets, certificats, royautés d'huile et de gaz (mineral deeds) ou autres valeurs, obligations, contrats, documents de créance, certificats de participation; prendre, détenir ou donner garantie collatérale de toutes natures pour l'exécution de ses opérations et émettre en échange de ses actions, bons, certificats, billets ou autres obligations; aider ou assister de toutes manières toutes personnes, firmes ou corporations ou associations avec qui la compagnie pourra être intéressée comme garante, actionnaire, distributrice, agent ou autrement;

De rémunérer en argent ou autrement toutes personnes, firmes ou corporations qui ont aidé ou qui pourront aider la compagnie dans l'exécution de ses opérations;

Faire des actes de société ou des arrangements pour la participation dans les profits, l'association d'intérêts, la coopération, l'opération conjointe, la concession réciproque ou autres, avec toute personne ou compagnie faisant ou étant partie à ou étant sur le point de faire ou d'être partie à toute affaire ou transaction que la compagnie est autorisée à faire, ou toute affaire ou transaction susceptible de rapporter, directement ou indirectement, un bénéfice à la compagnie; prêter de l'argent à telle personne ou compagnie, garantir ses

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty first day of October, 1933, incorporating: Auguste Mathieu, advocate, George Noel, accountant, Jean L'Ecuier, and Maurice Roy, both clerks, Yvette Martineau, stenographer, spinster, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To acquire mining lands, oil lands by purchase, lease, exchange or otherwise; to sell or otherwise dispose thereof, and generally to purchase, sell or dispose of the same for cash or by means of hypothec or in any other manner;

To erect buildings, with or without machinery, for use, improvement, exploitation, exploration, sale or other disposal, on the properties acquired by the company;

To purchase, sell or deal with, either as principal or as agent, any shares, bonds, debentures, oil and gas mineral deeds, hypothecs on personal property, securities, notes, certificates, or obligations of any kind; to collect and dispose of interests, dividends, or revenues derived from said shares, bonds, debentures, oil and gas mineral deeds, hypothecs, securities, notes, certificates or other obligations of any kind; to offer for sale to the public petroleum income certificates as pledge for oil and gas mineral deeds, numbered serially, in denominations of \$10.00 and multiples thereof;

To act as general, commission and distributing agents, and as brokers;

To do everything required for the protection, fulfilment or recovery of payments, of any property purchased, acquired or managed by the company;

To guarantee or otherwise aid in the carrying out of contracts by any persons, firms or corporations having business dealings with the company in the course of its operations, and to take over such contracts in default;

To subscribe for, tender, purchase, hold, own, sell, pledge, transfer, negotiate, dispose of any shares, bonds, debentures, notes, certificates, oil and gas mineral deeds, or other securities, obligations, contracts, notes of credit, participating shares; to take, hold or give collateral security of every kind for the carrying out of its operations and to issue, in exchange, its shares, bonds, certificates, notes or other obligations; to aid or assist in any manner, any persons, firms, corporations or associations wherein the company may be interested as guarantor, shareholder, distributor, agent or otherwise;

To remunerate in cash or otherwise any persons, firms or corporations having aided or who may aid the company in the carrying out of its operations;

To enter into partnership or into any arrangements for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on engage in any business or transaction which the present company is authorized to carry on, or any business or transaction capable of directly or indirectly benefitting the company; to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company and

contrats ou l'aider d'autre façon et prendre ou autrement acquérir les actions ou garanties de toute telle compagnie, et les vendre ou détenir, vendre de nouveau, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Placer et attribuer, de la manière qui sera déterminée par résolution du bureau de direction de la compagnie, les fonds de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis; en particulier, acheter des actions ou obligations de toute autre compagnie;

Payer à même les fonds de la compagnie toutes dépenses se rattachant à sa formation et à son organisation;

Émettre des actions, des obligations, des débentures, des actions-débentures ou tous autres titres libérés, en paiement intégral ou partiel de propriétés mobilières ou immobilières, de réclamations, de privilèges, licences, concessions, droits d'exploitation ou autres avantages requis par la compagnie conformément à la loi, des services rendus à la compagnie, ou de travaux exécutés par elle; et aussi d'affecter de ces titres au paiement intégral ou partiel, par voie d'échange ou autrement, d'actions, d'obligations, de débentures, d'actions-débentures ou d'autres titres d'une autre compagnie;

Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes légalement déclarés à même le surplus ou le profit net de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, tous biens de la compagnie entre ses membres, et particulièrement toutes actions, obligations, débentures ou autres valeurs reçues en considération de la vente de toute ou d'aucune portion de la propriété de la compagnie ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer toutes ou aucune partie des biens ou responsabilité de cette compagnie;

Céder en tout ou en partie à une personne, société ou corporation, par voie d'affermage, de vente ou autrement, les biens de la compagnie, meubles ou immeubles, son fonds de commerce ou son entreprise, et recevoir en paiement total ou partiel les actions, obligations, débentures, actions-débentures ou autres titres de la compagnie;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, nantissements et autres titres de gage, en garantie de toute créance résultant de la vente totale ou partielle des biens de la compagnie ou autrement, et disposer de ces titres de gage par vente ou autrement;

Hypothéquer, nantir ou donner en gage tous les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, qu'elle pourra posséder, dans le but de garantir toutes obligations, débentures, actions-débentures que la loi l'autorise à émettre;

Acheter, souscrire ou réserver, recevoir en échange ou acquérir de quelque autre façon, faire mettre en son nom, détenir, vendre, transporter, céder ou aliéner de quelque façon que ce soit, ou réaliser (turn to account), les actions, obligations, débentures, actions-débentures, billets et tous autres titres d'action et d'obligation ou reconnaissances de dette d'une entreprise par actions ou toute créance ou réclamation contre une personne, une firme, une association volontaire, un trust, une société ou corporation par actions, et, durant la possession de ces titres, effets et créances, exercer par l'entremise d'un agent ou d'agents à la nomination du bureau de direction, les droits découlant de cette possession, y compris le vote, s'il y a lieu;

to take or otherwise acquire the shares or securities of any such company, and to sell, or hold same, or re-sell with or without security, or otherwise dispose of same;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in securities and in such manner as may from time to time be determined by resolution of the Board of Directors of the company and to vary such investments and sell or otherwise dispose of same, and in particular to purchase shares, or bonds of any other company;

To pay, out of the funds of the company, any expenses connected with the formation or organization thereof;

To issue fully paid up shares, bonds, debenture stock or other paid up securities for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, claims, privileges, licenses, concessions, exploitation rights or other advantages which the company may lawfully acquire, and for the payment of services rendered or work performed for it, and also to affect such securities by means of exchange or otherwise to the payment or part payment or exchange for the shares, bonds or debenture stock or other securities of any other company;

To distribute, in specie or otherwise, by way of dividends legally declared out of the surplus or net profit of the company, or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of the present company;

To convey in whole or in part to any person, partnership or corporation, by way of lease, sale or otherwise, the property of the company, moveables or immovables, its stock-in-trade or undertaking, and to receive in whole or part payment shares, bonds, debentures, debenture-stock or other securities of the company;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and other securities as guarantee for any claim resulting from the total or partial sale of the property of the company or otherwise, and to dispose of such securities by sale or otherwise;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immovable, present or future, which it may own, for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which it is by law entitled to issue;

To purchase, subscribe for or reserve, receive in exchange or acquire in any manner, have placed in its own name, hold, sell, transfer, convey or alienate in any manner whatever or turn to account the shares, bonds, debentures, debenture-stock, notes and any other stock and bond securities or evidences of indebtedness of any stock enterprise or any debt or claim against any person, firm, voluntary association, trust, partnership or stock corporation, and, while holding the said securities, liens and claims, to exercise through such agent or agents as the board of directors may appoint, the rights resulting from ownership, including the right to vote thereon, if necessary;

Négocier des prêts avec toute personne ou compagnie en affaires avec la compagnie, se porter garant de l'exécution de tout contrat, garanti ou non, ainsi que de toute autre obligation ou entreprise assumée par toute autre compagnie ou personne que ce soit et dans laquelle obligation ou entreprise la compagnie est intéressée, et accepter en sûreté de ces avances toutes garanties proposées par telle compagnie ou personne, tels que: titres, certificats d'actions, obligations, débiteures, hypothèques, nantissements, privilèges ou autres valeurs des dites compagnies ou affectant la propriété des dites personnes ou compagnies;

Acquérir par achat, échange, bail ou par aucun autre titre légal, et posséder, détenir, améliorer, louer, sous-louer, vendre, échanger ou autrement troquer et disposer d'immeubles, bâtisses et droits en iceux, de toute catégorie et description;

Bâtir et construire, sur tout terrain que louera ou possèdera la compagnie ou dans lequel elle est d'aucune manière intéressée, des bâtisses pour tous objets, installer et exploiter des moulins, usines, machines et outillage de toute nature nécessaires ou appropriés à l'exercice adéquat de l'industrie de la compagnie;

Exercer toute autre entreprise, manufacturière ou autre, qui peut sembler à la compagnie susceptible d'être exercée convenablement en relation avec son entreprise ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou à les rendre profitables;

Acquérir ou entreprendre, en tout ou partie, l'industrie, les biens et obligations de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

Demander, acheter ou autrement acquérir des brevets d'invention, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité, utiliser une invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, pouvant paraître susceptible d'être utilisé pour quelque une des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et utiliser, exercer, mettre en valeur ou faire valoir autrement les biens, droits ou renseignements ainsi acquis ou de mettre en valeur, ou d'accorder des permis à cet égard;

Promouvoir, organiser, développer, administrer et aider à promouvoir, organiser, développer et administrer toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou exploitation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, et, comme opérations connexes, entreprendre, administrer, contrôler, et autrement disposer du commerce et de l'entreprise de toute telle corporation, compagnie, firme ou individu, dans le but de protéger les valeurs émises par eux et de réaliser leur réclamation;

Accomplir les autres choses qui se rattachent ou sont propres à la réalisation des objets de la compagnie, sous le nom de "Petroleum Income Distributors, Incorporated", avec un capital total de vingt-cinq mille dollars (\$25,000.00), divisé en mille (1,000) actions ordinaires d'une valeur nominale de vingt-cinq dollars (\$25.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trente et unième jour d'octobre 1933.

ALEX. DESMEULES,

Sous-secrétaire de la Province.

To negotiate loans with any person or company having business dealings with the company, to guarantee the execution of any contract, whether guaranteed or not, and also any other obligation or undertaking assumed by any other company or person whatever, and in which obligation or undertaking the company may be interested, and to accept as security for such advances any guarantee proposed by such company or person, such as: stocks, share certificates, bonds, debentures, hypothecs, pledges, privileges or other securities of the said companies or affecting the property of the said persons or companies;

To acquire by purchase, exchange, lease or any legal title, and to own, hold, improve, lease, sublet, sell, exchange or otherwise deal in and with immovables, buildings and rights therein and that of every kind and description;

To erect and construct, upon any land owned by or leased by the company, or in which the company is in any way interested, buildings for any purposes, and to install and operate workshops, machinery and equipment of every kind, necessary or suitable for the due carrying on of the company's business;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention, which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To promote, organize, develop, manage or assist in the promotion, organization, development and management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking having objects similar in whole or in part to those of the company and, as incidental thereto, to undertake, manage, control or otherwise deal with the business and undertaking of any such corporation, company, firm or individual, for the purpose of protecting securities issued thereby and realizing upon the claims thereon;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects of the company, under the name of "Petroleum Income Distributors, Incorporated", with a total capital stock of twenty five thousand dollars (\$25,000.00), divided into one thousand (1,000) common shares of a nominal value of twenty five dollars (\$25.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of October, 1933.

ALEX. DESMEULES,

Assistant Provincial Secretary.

"M. Fenster, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de novembre 1933, constituant en corporation: Philip Meyerovitch et Harry Batshaw, tous deux avocats, Mary Solomon, fille majeure, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le négoce de manufacturiers, détaillants, négociants, importateurs, exportateurs et agents de toutes sortes et descriptions d'effets, articles et marchandises;

Agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers ou représentants pour d'autres personnes, firmes ou corporations exerçant un commerce similaire en tout ou en partie à celui de cette compagnie;

Prendre, acquérir et détenir des valeurs de toute nature et espèces, réelles ou personnelles, pour dettes, responsabilités ou obligations de la compagnie encourues ou à être encourues se rapportant aux objets de la compagnie;

Placer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis dans tels placements, de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Avec l'approbation des directeurs, rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de toutes actions du capital de la compagnie, ou toutes débentures, capital-actions ou autres valeurs de la compagnie ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou la conduite de ses opérations, sous le nom de "M. Fenster, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatrième jour de novembre 1933.

ALEX. DESMEULES,

6411

Sous-secrétaire de la Province.

"M. Fenster, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1933, incorporating: Philip Meyerovitch, and Harry Batshaw, both advocates, and Mary Solomon, spinster, of the full age of majority, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, retailers, jobbers, importers, exporters and agents of all kinds and description of goods, wares and merchandise;

To act as agents, commission agents, commission merchants, brokers or representatives for other persons, firms or corporation carrying on business similar in whole or in part to that of this Company;

To take, acquire and hold securities of any nature or kind, real or personal, for debts, liabilities or obligations to the Company incurred or to be incurred in respect to the purposes and objects of the Company;

To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

With the approval of the shareholders, to remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any of the shares of the Company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the Company, or in or about the formation or promotion of the Company, or the conduct of its business, under the name of "M. Fenster, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of November, 1933.

ALEX. DESMEULES,

6412-0

Assistant Provincial Secretary.

"Verdun Hockey Club, Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour d'octobre 1933, constituant en corporation: Théodore Lamy, agent d'assurance, Walter Charland, dentiste, Arthur Therrien et Arthur Lapierre, tous deux commis, tous quatre de la cité de Verdun, district de Montréal, dans les buts suivants:

Exploiter tous genres de sport, notamment un Club de Hockey;

Acquérir et détenir toutes franchises faisant partie de toutes associations ou ligues sportives tant amateurs que professionnelles, et payer telles acquisitions ou détentions en argent, ou en bons, ou en actions acquittées de la compagnie;

Engager tous joueurs, athlètes, signer tous engagements ou franchises avec les ligues ou associations sportives ou athlétiques, amateurs ou professionnelles;

Acquérir par achat ou autrement, tous terrains vacants, arènes, terrains de jeu, ou autres immeubles pour fins sportives ou dans un but de spéculation et y ériger des arènes, patinoires ou autres constructions, et les payer en argent ou en bons ou actions acquittées de la compagnie;

"Verdun Hockey Club, Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1933, incorporating: Théodore Lamy, insurance agent, Walter Charland, dentist, Arthur Therrien and Arthur Lapierre, both clerks, all four of the city of Verdun, district of Montreal, for the following purposes:

To carry on all kinds of sports, particularly to form a Hockey Club;

To acquire and hold any franchises forming part of any associations or sporting leagues both amateur and professional, and to pay for such acquisitions or holdings in cash, bonds or paid up shares of the company;

To hire players, athletes, and to sign any contracts or franchises with sport leagues, associations or athletics either amateur or professional;

To acquire by purchase or otherwise any vacant lots, arenas, playgrounds or other immovables either for the purposes of sport or for speculation purposes and to erect thereon arenas, skating rinks or other buildings and to pay therefor in cash, or bonds or paid-up shares of the company;

Agir comme entrepreneurs en construction pour la construction de toutes bâtisses, fabriquer et vendre de la glace artificielle;

Acquérir par achat, échange ou autrement, et exploiter toutes arènes, patinoires, magasins ou commerce pour la vente de toutes marchandises, les payer en argent ou en bons ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat ou autrement détenir et louer tous terrains, arènes, patinoires ou autres immeubles et machines qui peuvent être jugés nécessaires ou utiles pour les fins de la compagnie, acquérir par achat ou autrement et posséder tous matériaux de construction tant pour ses fins que dans un but de commerce, et payer toutes telles acquisitions ou détentions en argent ou en bons ou en actions acquittées de la compagnie, agir comme agents d'immeubles à commission;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement, de tout individu, société ou compagnie, la totalité ou partie des biens et affaires, et tout commerce en tout ou en partie semblable à celui de cette compagnie, avec ou sans les terrains et les bâtisses destinés à son exploitation et tout son actif généralement et les payer en argent, ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger et louer tous ou aucun des biens meubles et immeubles de la compagnie, ou autrement les aliéner et en disposer, emprunter sur le crédit de la compagnie, émettre des bons et débetures, et affecter, hypothéquer et donner en gage les biens meubles et immeubles de la compagnie ou les deux, pour garantir tous tels bons, débetures et tous argents ainsi empruntés;

Acquérir, détenir, vendre et transporter toutes créances, mobilières et immobilières, actions, débetures et aussi toutes actions et débetures de toute compagnie ou corporation;

Et généralement faire et exécuter tous actes et choses qui peuvent être utiles et avantageux pour donner effet à tous et chacun des objets ci-dessus, sous le nom de "Verdun Hockey Club, Incorporated", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Verdun, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trentième jour d'octobre 1933.

ALEX. DESMEULES,

6409-o

Sous-secrétaire de la Province.

To act as building contractors for the construction of any buildings, to manufacture and sell artificial ice;

To acquire by purchase, exchange or otherwise and operate arenas, skating rinks, stores or any business for the sale of any merchandise and to pay therefor in cash or bonds or paid-up shares of the company;

To acquire by purchase or otherwise, hold or lease any lands, arenas, skating rinks or other immovables and machinery which may be deemed necessary or useful for the purposes of the company, acquire by purchase or otherwise and own any building materials, both for its own purposes and for commercial purposes and to pay for any such acquisition or holding with cash or bonds or paid up shares of the said company, to act as real estate commission agents;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any person, firm or company, the whole or part of the property and affairs of any business in whole or in part similar to that of the present company, with or without the lands and buildings intended for its exploitation and all its assets in general, and to pay therefor in cash or paid up shares of the company;

To sell, exchange or lease or otherwise alienate or dispose of all or any of the moveable and immovable property of the company, to borrow on the credit of the company, issue bonds or debentures and pledge, hypothecate or mortgage the moveable and immovable property of the company or both, to guarantee such bonds, debentures and any money thus borrowed;

To acquire, hold, sell and transfer any movable and immovable claims, shares, debentures, and also any shares, debentures of any company or corporation;

And generally, to do and perform any acts and things which may be useful or advantageous for the carrying out of all or any of the above purposes, under the name of "Verdun Hockey Club, Incorporated", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Verdun, district of Montreal, province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of October, 1933.

ALEX. DESMEULES,

6410

Assistant Provincial Secretary.

"Terroux Realities, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de novembre 1933, constituant en corporation: Joseph-William Weldon, avocat et Conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Victor-Martin Lynch-Staunton, avocat, et Inez-Elizabeth Howard, fille majeure, sténographe, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, pour les buts suivants:

Acquérir par achat, location, échange, concession, don, dation en paiement, ou autrement, des biens réels et personnels et des propriétés mobilières et immobilières de toute description, ou tous intérêts ou droits en iceux. Bâtir, détenir, posséder, maintenir, administrer, exploiter, mettre en valeur, vendre, nantir, hypothéquer, louer ou autrement en faire le commerce, mettre en service et disposer de toutes et d'aucunes telles propriétés, droits et intérêts, et négocier pour l'achat, la vente, l'échange, la mise en service ou location de biens réels et des propriétés immobilières.

"Terroux Realities, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of November, 1933, incorporating: Joseph William Weldon, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, Victor Martin Lynch-Staunton, advocate and Inez Elizabeth Howard, spinster, of the age of majority, stenographer, both of the city of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange, concession, donation, *dation en paiement*, or otherwise, real and personal estate and movable and immovable property of any description, or any interests or rights therein. To build upon, hold, own, maintain, manage, work, develop, sell, mortgage, hypothecate, lease or otherwise deal in, operate and dispose of any and all such property, rights and interests, and to negotiate for the purchase, sale, exchange, operation or lease of real estate and immovable property and for the construction, alteration and repair of buildings,

lières et pour la construction, la modification et la réparation d'édifices, et pour des prêts, hypothèques et assurances sur iceux, et généralement faire les opérations d'une compagnie d'immeubles et d'agents et courtiers en immeubles et en assurances;

Souscrire, garantir, acheter, prendre ou autrement acquérir, et détenir soit comme principal ou agent, et absolument comme propriétaire ou par aucun moyen de garantie collatérale, et jouir de, vendre, échanger, voter, ou autrement négocier les titres, obligations, débetures et autres valeurs de tout gouvernement, corporation, ou compagnie municipale, scolaire, industrielle, financière ou autre, et émettre des actions acquittées, débetures ou obligations en paiement total ou partiel du prix d'achat de tous titres, obligations, débetures ou autres valeurs acquis par la compagnie;

Promouvoir, organiser, développer, administrer et aider à promouvoir, organiser, développer et administrer toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou exploitation et assumer, administrer et disposer de toute manière quelconque, de toute industrie ou entreprise dans lesquelles la compagnie pourrait être intéressée, ou dans les valeurs desquelles elle pourrait avoir placé ses fonds;

Émettre des débetures, actions-débetures, obligations, bons et valeurs de toutes sortes, garantis ou non garantis, comme il sera jugé convenable, avec plein pouvoir de les faire transférables par livraison ou par acte de transfert ou autrement; et soit rachetables, convertibles ou autrement, les grever ou les garantir par acte de fiducie ou autrement sur l'entreprise de la compagnie ou sur toutes propriétés et droits spécifiques, présents et futurs, de la compagnie ou de toute autre manière quelconque;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'octroyer, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions quelconques de la compagnie, ses obligations, débetures et son actif, pour en payer les frais, charges et dépens nécessaires;

Agir en qualité d'agents et courtiers pour placer, manipuler, prêter, payer, transmettre et percevoir de l'argent pour aucune personne, corporation, firme ou cour de justice, aussi recevoir, prendre, détenir, transférer et céder toute propriété foncière ou personnelle qu'on pourra octroyer, céder ou confier à la présente compagnie;

Agir comme agents ou procureurs pour la transaction de toutes affaires, l'administration d'immeubles, la vente de propriétés, le placement et la perception de deniers, rentes, intérêts, hypothèques, obligations, comptes, billets et autres valeurs;

Établir et supporter ou aider à l'établissement ou soutien d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et commodités susceptibles de profiter aux employés actuels ou anciens de la compagnie ou aux personnes à charge ou aux parents de telles personnes, et accorder des pensions et allocations à telles personnes, et faire des paiements de leurs primes d'assurances, souscrire ou garantir de l'argent pour tous objets charitables ou éducationnels ou de bienfaisance, pour tout objet public, général ou utile, et établir et soutenir ou aider à

and for loans, hypothecs and assurances thereon and generally to carry on business as a land company and as real estate and insurance agents and brokers;

To subscribe for, underwrite, buy, take or otherwise acquire and to hold, either as principal or agent, and absolutely as owner or by way of collateral security, and to enjoy, sell, exchange, vote or otherwise deal in the stock, bonds, debentures and other securities of any government, municipal, school, industrial, financial or other corporation or company, and to issue paid up shares, debentures or bonds in payment or part payment of the purchase price of any stock, bonds, debentures or other securities acquired by the company;

To promote, organize, manage or develop or to assist in the promotion, organization, management or development of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking or to take over, manage and dispose of in any manner whatsoever any business or undertaking in which the company may be interested or in the securities of which it may have invested its funds;

To issue debentures, debenture stocks, bonds, obligations and securities of all kinds, secured or unsecured as may seem expedient, with full power to make the same transferable by delivery or by instrument of transfer or otherwise, and either redeemable, convertible or otherwise; to charge or secure the same by trust deed or otherwise on the undertaking of the company or upon any specific property and rights, present and future, of the company or otherwise howsoever;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds, debentures and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To act as agents and brokers for the investment, handling, loan, payment, transmission and collection of money for any individual, corporation, firm or court of law, and to take, receive, hold, transfer and convey all property, real or personal, which may be granted, conveyed or committed to this company;

To act as agents or attorneys for the transaction of any business, management of estate, the sale of property, the investment and collection of moneys, rents, interests, dividends, mortgages, bonds, bills, notes and other securities;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences, calculated to benefit servants or ex-servants of the company, of the dependants or connections of such persons, and to grant pensions and allowances to such persons, and to make payments towards their insurance, and to subscribe or guarantee money for any charity or educational or benevolent objects, or any public, general or useful objects and to establish and support or aid in the establish-

l'établissement et au soutien de toute association, institution, fonds ou fiducie pour la réalisation d'aucun des dits objets;

Exercer aucune autre industrie que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec le commerce de la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens, droits ou produits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Demander, acheter ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, dessins, droits d'auteur, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret, ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou accorder des permis au sujet de ou rendre profitables les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage ou les faire valoir autrement;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements et de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées, débetures ou obligations ou aucune d'elles en paiement du prix d'achat;

Promouvoir et devenir actionnaire dans une ou plusieurs compagnies aux fins d'acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucun autre objet qui semblera susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie, garantir aussi le paiement du capital, des dividendes et de l'intérêt des actions, parts, obligations, débetures et autres titres, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins semblables, avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds à, garantir les contrats de ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les négocier avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures, ou d'autres valeurs ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Tirer, faire, accepter, endosser et exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

ment and support of any association, institution, fund or trust for the attainment of any of such objects;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process, which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company, and to issue paid up shares, debentures or bonds or any of them for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies, for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal of and dividends and interests on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, dispose of, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

Louer, vendre, ou autrement disposer de l'industrie, des propriétés ou des entreprises de la compagnie, en tout ou en partie, pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débiteures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par fiduciaires, agents ou autres, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "Terroux Realities, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce septième jour de novembre 1933.

ALEX. DESMEULES,
6419 Sous-secrétaire de la Province.

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Terroux Realities, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares at par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of November, 1933.

ALEX. DESMEULES,
6420-o Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes Supplémentaires

"Universal Collection and Adjustment Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du quatrième jour de novembre 1933, changeant le nom de la compagnie "Universal Collection and Adjustment Company", en celui de "Universal Collection and Adjustment Company, Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatrième jour de novembre 1933.

ALEX. DESMEULES,
6421-o Sous-secrétaire de la Province.

Supplementary Letters Patent

"Universal Collection and Adjustment Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1933, changing the name of the company "Universal Collection and Adjustment Company", to that of "Universal Collection and Adjustment Company, Limited".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of November, 1933.

ALEX. DESMEULES,
6422 Assistant Provincial Secretary.

Demande à la Législature

Avis public est par les présentes donné que l'Association des Optométristes et Opticiens de la Province de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander que la Loi constituant en Corporation l'Association des Opticiens de la Province de Québec, (6 Édouard VII, chapitre 89) telle qu'amendée par les Statuts 9 Édouard VII, chapitre 130, 2 George V, chapitre 110, 4 George V, chapitre 120, 9 George V, chapitre 129, 16 George V, chapitre 87, 17 George V, chapitre 102 et 20 George V, chapitre 150, soit de nouveau amendée en ce qui concerne l'annonce pour la vente des verres ophtalmiques et aussi en ce qui concerne le recouvrement des amendes pour infraction à la dite Loi.

Montréal, le 10ième jour de novembre 1933.
L'Association des Optométristes et Opticiens
de la Province de Québec,
La Requérente.
MAURICE-R. DE MESLÉ,
6439-46-4-o Secrétaire.

Application to the Legislature

Public notice is hereby given that the Association of Optometrists and Opticians of the Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its coming session, to request that the Act incorporating the Association of Opticians of the Province of Quebec, (6 Edward VII, chapter 89), as modified by the Acts 9 Edward VII, chapter 130, 2 George V, chapter 110, 4 George V, chapter 120, 9 George V, chapter 129, 16 George V, chapter 87, 17 George V, chapter 102 and 20 George V, chapter 150, be further modified in reference to advertisements for the sale of ophthalmic glasses and also to the recovery of penalties for breach of the said Act.

Montreal, 10th day of November, 1933.
The Association of Optometrists and Opticians
of the Province of Quebec,
Petitioner.
MAURICE R. DE MESLÉ,
6440-46-4-o Secretary.

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]

H.-G. CARROLL.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le NEUF JANVIER prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. HENRY-GEORGE CARROLL, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce VINGT-SIXIÈME jour d'OCTOBRE, l'an de grâce mil neuf cent trente-trois, et de Notre règne le vingt-quatrième.

Par ordre,
Le greffier de la couronne en chancellerie à Québec,
L.-P. GEOFFRION.

6187—44-10-o

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]

H.-G. CARROLL.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, }
Assistant-Procureur- }
Général. } **A**TTENDU que l'Honorable Ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries de Notre province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions des Statuts Refondus de Québec, 1925, chapitre 261, article 2, un plan du cadastre du canton de Dorion, comté de Pontiac, compris dans la division d'enregistrement de Pontiac, lequel plan fait maintenant partie des archives de son bureau;

ATTENDU qu'une copie du dit plan a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Pontiac, avec une copie du livre de renvoi énonçant ce qui suit, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code Civil de Notre province de Québec, savoir:

Proclamations

Canada,
Province of Québec.
[L.S.]

H. G. CARROLL.

GEORGE V, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the NINTH day of JANUARY next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HENRY-GEORGE CARROLL, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this TWENTY SIXTH day of the month of OCTOBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty three and in the twenty fourth year of Our Reign.

By command,
L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery at Québec.
6188—44-10-o

Canada,
Province of Québec.
[L.S.]

H. G. CARROLL.

GEORGE V, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominion, beyond the Seas, KING, Defender of the Faiths Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, }
Deputy Attorney }
General. } **W**HEREAS the Honourable the Minister of Colonisation, Game and Fisheries of Our Province of Quebec, has caused to be prepared, under his superintendence, pursuant to the provisions of the Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 261, article 2, a plan of the cadastre of the township of Dorion, county of Pontiac, comprised in the registration division of Pontiac, which plan now forms part of the archives of his office;

WHEREAS a copy of the said plan has been deposited in the office of the registration division of Pontiac, with a copy of the book of reference setting forth the following, in conformity with the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec, to wit:

1. Une description générale de chaque lot de terre sur le plan;
2. Le nom du propriétaire de chaque lot autant qu'il est possible de s'en assurer;
3. Toutes remarques nécessaires pour faire comprendre le plan;

Chaque lot de terre sur le plan y est indiqué par un numéro d'une seule série, qui est inscrit dans le livre de renvoi pour y désigner le même lot;

Et vu les dispositions des articles 2168 et suivants du Code Civil de Notre Province;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif,

Nous donnons avis du dépôt au bureau de la division d'enregistrement de Pontiac, des plan et livre de renvoi préparés tel que susdit pour le cadastre du canton de Dorion, comté de Pontiac, et

Nous fixons au vingt-septième jour de novembre 1933, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 C. C. deviendront en force, dans la division d'enregistrement de Pontiac, relativement au territoire désigné ci-dessus, et

Nous invitons toutes personnes intéressées, à peine de perdre la priorité conférée par le Code Civil de Notre Province, à renouveler, dans les deux ans qui suivent le vingt-septième jour de novembre 1933, date fixée par la présente proclamation, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans le dit territoire, tel enregistrement devant être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168 C. C., en observant les autres formalités prescrites en l'article 2131 C. C., pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable HENRY-GEORGE CARROLL, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUÉBEC, de Notre province de Québec, ce SEPTIEME jour de NOVEMBRE, en l'année mil neuf cent trente-trois de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt-quatrième année.

Par ordre,

6417-o ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

1. A general description of each lot of land shown upon the plan;

2. The name of the owner of each lot, so far as it can be ascertained;

3. All remarks necessary to the right understanding of the plan;

Each lot of land is shown on the plan by a single serial number which is inscribed in the book of reference to designate the same lot;

And considering the provisions of articles 2168 and following of the Civil Code of Our Province;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council,

We give notice of the filing in the office of the registration division of Pontiac, of the plan and book of reference prepared such as aforesaid for the cadastre of the township of Dorion, county of Pontiac, and

We fix on the twenty seventh day of November, 1933, as the day on which the provisions of article 2168 C. C. shall come into force in the registration division of Pontiac, respecting the territory hereabove designated and

We call upon all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province, to renew, within the two years following the twenty seventh day of November, 1933, the date fixed by the present proclamation, the registration of any real right on any lot of land comprised in the said territory, such a registration to be renewed by transcribing, in a register kept for that purpose, a notice designating the immoveable affected in the manner prescribed in article 2168 C. C., upon observing the other formalities prescribed in article 2131 C. C., for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HENRY GEORGE CARROLL, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, in Our said Province, this SEVENTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty three and in the twenty fourth year of Our Reign.

By command,

6418 ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary

Député élu

Member elected

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY

Québec, le 9 novembre 1933.

Quebec, 9th November, 1933.

M. Alexandre Gaudet, négociant, de la paroisse de Saint-Raphaël d'Aston, a été élu député à l'Assemblée législative de Québec pour y représenter le district électoral de Nicolet en remplacement de Joseph-Alcide Savoie, décédé.

Mr. Alexandre Gaudet, of the parish of Saint Raphael of Aston, merchant, has been returned as a member of the Legislative Assembly of Quebec to represent therein the electoral district of Nicolet in the place of Joseph Alcide Savoie, deceased.

Le greffier de la couronne en chancellerie,
6415-o L.-P. GEOFFRION.

6416-o L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery.

Bills privés, Assemblée législative

Private bills, Legislative Assembly

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

NOTICE of the LEGISLATIVE ASSEMBLY

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 26 décembre 1933, et présentés avant le 30 janvier 1934, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 19 janvier 1934, et reçues avant le 24 janvier 1934, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 13 février 1934.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 26th December, 1933, and introduced before the 30th January, 1934, petitions for the introduction of private bills must be presented before the 19th January, 1934, and received before the 24th January, 1934; and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 13th February, 1934.

Québec, ce 26 octobre 1933.

Quebec, 26th October, 1933.

6185-44-10-o Le greffier,
L.-P. GEOFFRION.

6186-44-10-o L. P. GEOFFRION,
Clerk.

Arrêté en Conseil

Order in Council

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 2 novembre 1933, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 3 novembre 1933.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable the Executive Council, dated November 2, 1933, approved by the Lieutenant-Governor on November 3rd, 1933.

Concernant L'Union Catholique des Cultivateurs, Inc.

Respecting "L'Union Catholique des Cultivateurs, Inc."

2418

2418

L'honorable Secrétaire de la Province, dans un mémoire en date du 2 novembre (1933), expose:

The Honourable Provincial Secretary, in a memorandum dated November 2, 1933, sets forth:

Qu'à son Congrès général, tenu à Québec, les 9 et 10 novembre 1932, l'Union Catholique des Cultivateurs, Inc., a adopté les amendements suivants à ses règlements:

That at its general congress, held at Quebec, on the 9th and 10th of November, 1932, "L'Union Catholique des Cultivateurs, Inc.", adopted the following amendments to its by-laws:

1. Que l'article 45 de la Constitution soit amendé en remplaçant les mots "officiels des cercles locaux" par les mots: "des unions diocésaines";

1. That article 45 of the Constitution be amended by replacing the words "officers of local clubs" with the words: "of diocesan Unions";

2. Que l'article 21 soit amendé en remplaçant les deux premières lignes par ce qui suit: Le Cercle local nomme, conformément à l'article 34, son ou ses délégués pour le congrès de l'union diocésaine";

2. That article 21 be amended by replacing the first two lines by the following: "The local club appoints, pursuant to article 34, its delegate or delegates for the congress of the diocesan Union";

3. Que l'article 33 soit abrogé et remplacé par l'article suivant:

3. That article 33 be revoked and replaced by the following article:

"L'ASSEMBLÉE DÉLIBÈRE:

"THE MEETING DELIBERATES:

a) Sur les questions portées à l'ordre du jour, comme suggestions à être soumises au congrès général de l'U. C. C.;

a) On the questions bearing on the order of the day, as suggestions to be submitted at the general congress of "L'U. C. C.";

b) Sur les questions d'administration de l'Union diocésaine;

b) On the questions of management of the Diocesan Union;

c) N'ont droit de vote à ce congrès diocésain que les délégués des cercles locaux;

c) Only the delegates of the local clubs shall be entitled to vote at the said Diocesan Congress;

d) Cette assemblée procède à l'élection de ses officiers;

d) This meeting will proceed with the election of officers;

e) Le président élu est ex-officio membre directeur du bureau central de l'U. C. C. et un des délégués au congrès annuel de l'U. C. C.;

e) The president elected is ex-officio member director of the central board of the U. C. C. and one of the delegates to the annual congress of the U. C. C.;

f) Cette assemblée choisit parmi ses membres les délégués au congrès général annuel. Chaque

f) This meeting shall choose among its members the delegates to the general annual congress.

union diocésaine a droit, en plus de son président, à un délégué; et si l'union diocésaine possède plus de 200 membres, la représentation de cette Union sera augmentée d'un délégué supplémentaire pour chaque fraction de 200 membres additionnels";

Que la dite corporation "L'Union Catholique des Cultivateurs, Inc.", demande au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'approuver ces amendements et qu'il y a lieu, vu le rapport du Procureur-Général, en date du 26 octobre 1933, d'accorder cette demande;

En conséquence, l'honorable Secrétaire recommande:

Que les dits amendements aux règlements de "L'Union Catholique des Cultivateurs, Inc.", adoptés au congrès général tenu les 9 et 10 novembre 1932, soient approuvés conformément aux dispositions de l'article 207b de la Loi des compagnies de Québec, tel qu'édicte par 23 Geo. V, chap. 83.

Certifié,

6431-o A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

Each Diocesan Union is entitled, besides its president, to one delegate; and if the Diocesan Union has more than 200 members, the representation of the said Union shall be increased by one additional delegate for each fraction of 200 additional members";

That the said corporation "L'Union Catholique des Cultivateurs, Inc.", makes application to the Lieutenant-Governor in Council to approve the said amendments and that it is expedient, seeing the report of the Attorney General, dated October 26th, 1933, to grant this request;

Therefore, the Honourable Secretary recommends:

That the said amendments to the by-laws of "L'Union Catholique des Cultivateurs, Inc.", adopted at the general congress held on the 9th and 10th of November, 1932, be approved pursuant to the provisions of Article 207b of the Quebec Companies' Act, as enacted by 23 Geo. V, chap. 83.

Certified,

6432 A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Beauharnois, Cour Supérieure, No 6942. Dame Hermine Lafontaine, épouse commune en biens de Honoré Farmer, du village de Châteauguay, dans le district de Beauharnois, demanderesse; vs Honoré Farmer, instituteur, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur.

Valleyfield, 9 novembre 1933.

6425-o Les procureurs de la demanderesse,
ANGERS & DELAGE.

Canada, Province de Québec, district de Saint-François, Cour Supérieure, No 587. Dame Alice Morin, épouse commune en biens de Alfred Grégoire, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, demanderesse; vs Le dit Alfred Grégoire, aussi de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le huitième jour de novembre 1933.

Sherbrooke, ce 10 novembre 1933.

6427-o Les procureurs de la demanderesse,
FOREST, LEBLANC & DELORME.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No F-125684. Dame Vaslikee Vasiliadou, épouse commune en biens de Panagiotis *alias* Peter Vassalis, marchand, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Panagiotis *alias* Peter Vassalis, marchand, du même endroit, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 31 octobre 1933.

Montréal, le 8 novembre 1933.

6429 Les procureurs pour la demanderesse,
BERNSTEIN, ROHRICK & SPECTOR.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Beauharnois, Superior Court, No. 6942. Dame Hermine Lafontaine, wife common as to property of Honoré Farmer, of the Village of Châteauguay, in the district of Beauharnois, plaintiff; vs Honoré Farmer, teacher, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the defendant.

Valleyfield, November 9th, 1933.

6426-o ANGERS & DELAGE,
Attorneys for the plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis, in the Superior Court, No. 587. Dame Alice Morin, wife common as to property of Alfred Grégoire, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, plaintiff; vs The said Alfred Grégoire, also of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, defendant.

An action in separation as to property was instituted, in this cause, this eighth day of November, 1933.

Sherbrooke, November 10th, 1933.

6428-o FOREST, LEBLANC & DELORME,
Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. F-125684. Dame Vaslikee Vasiliadou, wife common as to property of Panagiotis *alias* Peter Vassalis, merchant, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Panagiotis *alias* Peter Vassalis, merchant, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 31st of October, 1933.

Montreal, November 8th, 1933.

6430-o BERNSTEIN, ROHRICK & SPECTOR,
Attorneys for plaintiff.

Avis divers

"MURRAY BAY PAPER COMPANY, LIMITED"*Extrait des règlements "D" et "E"*

Règlement "D":

Le nombre des directeurs de la "Murray Bay Paper Company, Limited", est par les présentes diminué de neuf à trois.

Règlement "E":

Le bureau-chef de la compagnie sera en la cité de Québec, à tel endroit qui semblera, de temps en temps avantageux, par le bureau de direction.

Québec, ce trentième jour d'octobre 1933.

Le secrétaire,
6433 LOUIS-PHILIPPE PIGEON,

Miscellaneous Notices

"MURRAY BAY PAPER COMPANY, LIMITED"*Extract from By-Laws "D" and "E"*

By-Law "D":

The number of Directors of "Murray Bay Paper Company, Limited", is hereby decreased from nine to three.

By-Law "E":

The head office of the Company shall be in the City of Quebec, at such place as may be, from time to time, deemed convenient by the Board of Directors.

Quebec, this thirtieth day of October, 1933.

LOUIS PHILIPPE PIGEON,
6434-o Secretary.

Bureaux-chefs

Chief Offices

Province de Québec, district de Montréal.
"PETROLEUM INCOME DISTRIBUTORS, INCORPORATED"

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Petroleum Income Distributors, Incorporated", incorporée par lettres patentes accordées par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, le 31 octobre 1933, et ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 10 rue Saint-Jacques-Ouest, chambre 102, Montréal.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 7 novembre 1933.

Le président,
6435-o GEORGES BEAUSOLEIL.

Province of Quebec, district of Montreal.
"PETROLEUM INCOME DISTRIBUTORS, INCORPORATED"

Notice is hereby given that "Petroleum Income Distributors, Incorporated", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on the 31st of October, 1933, and having its head office at the city of Montreal, has established its office at Room 102, 10 Saint James Street West, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 7th of November, 1933.

GEORGES BEAUSOLEIL,
6436-o President.

Province de Québec, district de Montréal.
"T. CARLI-PETRUCCI, LIMITEE"

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "T. Carli-Petrucchi, Limitée", incorporée par lettres patentes accordées par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, le 18 septembre 1933, et ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, a établi son bureau au No 408 de la rue Notre-Dame-Est, à Montréal.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 8 novembre 1933.

Le président,
6437-o NICOLAS PETRUCCI.

Province of Quebec, district of Montreal.
"T. CARLI-PETRUCCI, LIMITEE"

Notice is hereby given that "T. Carli-Petrucchi, Limitée", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on the 18th of September, 1933, and having its head office at the City of Montreal, has established its office at No. 408 Notre-Dame Street West, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being its head office.

Dated at Montreal, this 8th of November, 1933.

NICOLAS PETRUCCI,
6438-o President.

Compagnie autorisée à faire des affaires

Company authorized to do business

La Compagnie "Madawaska Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

The "Madawaska Company" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in the Province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Saint-Georges, Co. Beauce.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Adélard Gilbert, de Saint-Georges, Co. Beauce.

Québec, 4 novembre 1933.

ALEX. DESMEULES,
6413-0 Sous-secrétaire de la Province.

Its principal place of business, in the Province, is at Saint Georges, Co. of Beauce.

Its chief agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Adélard Gilbert, of Saint Georges, Co. of Beauce.

Quebec, November 4, 1933.

ALEX. DESMEULES,
6414 Assistant Provincial Secretary.

Minutes de notaire

Québec, le 23 octobre, 1933.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été transmise au Lieutenant-Gouverneur en conseil par M. Joseph-Pierre-Adrien Turenne, notaire, demeurant et pratiquant en la cité de Montréal, district de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index du notaire François-Georges Crépeau, demeurant en la cité de Montréal, district de Montréal, qui a cessé volontairement de pratiquer comme notaire.

ALEX. DESMEULES,
6039-43-5-0 Sous-secrétaire de la Province.

Notarial Minutes

Quebec, October 23, 1933.

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Joseph Pierre Adrien Turenne, notary, residing and practising in the City of Montreal, District of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of François Georges Crépeau, notary, residing in the city of Montreal, who has voluntarily ceased to practise as such.

ALEX. DESMEULES,
6040-43-5 Assistant Provincial Secretary.

Ordre de Cour

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No D-123228. Laporte Hudon Hébert, Limitée, demanderesse; vs F.-X. Gervais, défendeur; et J.-N. Godin, Limitée, opposante.

Sur ordre de l'honorable juge Surveyer, en date du 10 janvier 1933, les créanciers de F.-X. Gervais, marchand, de Saint-Narcisse, comté de Champlain, sont requis de produire leurs réclamations en cette cause au bureau du protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis.

Montréal, 10 novembre 1933.

Les procureurs de la demanderesse,
DUSSAULT, CADOTTE & LAFONTAINE.
6441-46-2-0

Rule of Court

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. D-123228. Laporte Hudon Hébert, Limited, plaintiff; vs F. X. Gervais, defendant; and J. N. Godin, Limited, opposant.

Upon Order of Honourable Justice Surveyer, dated January 10, 1933, the creditors of F. X. Gervais, merchant, of Saint Narcisse, county of Champlain, are called upon to file their claims in this cause at the office of the Prothonotary of the Superior Court of the district of Montreal, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice.

Montreal, November 10, 1933.

DUSSAULT, CADOTTE & LAFONTAINE,
Attorneys for the plaintiff.
6442-46-2

Chartes:—Abandon de

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Caughnawaga Quarry, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du premier jour de septembre 1932.

Avis est de plus donné qu'à compter du dix-huitième jour de novembre 1933, la compagnie "Caughnawaga Quarry, Limited", a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce treizième jour de novembre 1933.

ALEX. DESMEULES,
6423-0 Sous-secrétaire de la Province.

Charters:—Surrender of

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Caughnawaga Quarry, Limited", incorporated by letters patent dated the first day of September, 1932.

Notice is also given that from and after the eighteenth day of November, 1933, the company "Caughnawaga Quarry, Limited", shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of November, 1933.

ALEX. DESMEULES,
6424 Assistant Provincial Secretary.

"LA RENARDIÈRE LIZOTTE, LIMITÉE"

En vertu des dispositions de la "Loi des Compagnies de Québec", (S. R. Québec, chap. 223, section XIII, article 25), la Compagnie "La Renardièrre Lizotte, Limitée", donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en conseil de la province de Québec, pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte.

Daté en la ville de Roberval, ce quatorzième jour de novembre 1933.

"LA RENARDIÈRE LIZOTTE, LIMITÉE".

6469-o Le secrétaire,
FRS. McNICOLL.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de l'article 25 de la Loi des Compagnies de Québec, la compagnie "Roberge & Drolet, Limitée", s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil pour lui demander la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Québec, ce 10ème jour de novembre 1933.

6471-o Le président,
ODILON ROBERGE.

"LA RENARDIÈRE LIZOTTE, LIMITÉE"

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "La Renardièrre Lizotte, Limitée", hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec, to accept the surrender of its charter.

Dated in the Town of Roberval, this 14th day of November, 1933.

"LA RENARDIÈRE LIZOTTE, LIMITÉE".

6470-o FRS. McNICOLL,
Secretary.

Notice is hereby given that in virtue of Article 25 of the Quebec Companies' Act, the company "Roberge & Drolet, Limitée" will apply to the Lieutenant-Governor in Council for leave to surrender its charter.

Dated at Quebec, this 10th. day of November, 1933.

6472 ODILON ROBERGE,
President.

Ventes—Loi de faillite

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, en faillite, No 47. In re: Arthur Brière, failli, et J.-Albert Lejour, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement du registraire de la Loi de Faillite, district de Montréal, en date du 3 novembre 1933, sera vendu par encan public au bureau du shérif, Palais de Justice, à Montréal, le JEUDI, le VINGT ET UNIÈME jour de DECEMBRE 1933, à ONZE heures de l'avant-midi, l'immeuble ci-après désigné.

DÉSIGNATION

Un emplacement ayant front sur la rue Lanouette, dans la cité de Verdun, connu et désigné comme étant le lot numéro six cent cinquante-sept de la subdivision officielle du lot numéro trois mille quatre cent cinq (3405-657) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent douze pieds et six pouces de profondeur (25 x 112' et 6") mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison à trois étages, portant les numéros civiques 3616-3618-3620 et 3622 de la rue Lanouette, et autres bâtisses y érigées, avec droit de passage en commun à pied ou en voiture dans un passage de huit pieds de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur (8' x 75') pris sur le lot de terre connu et désigné sous le numéro six cent cinquante-huit de la subdivision officielle du lot numéro trois mille six cent cinq (3605-658) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

La dite vente sera faite en vertu de l'article 45 de la Loi de Faillite, paragraphes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 des Statuts Révisés du Canada, 1927, chap. 11, et aura l'effet du décret.

Sales—Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, Sitting in Bankruptcy, No. 47. In re: Arthur Brière, insolvent, and J. Albert Lejour, trustee.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that pursuant to a judgment of the Registrar of the Bankruptcy Act, district of Montreal, dated November 3, 1933, there will be sold by public auction, at the Sheriff's Office, Court House, Montreal, on THURSDAY, the TWENTY FIRST day of DECEMBER, 1933, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the immovable hereinafter designated.

DESCRIPTION

An emplacement fronting on Lanouette Street, in the city of Verdun, known and designated as being lot number six hundred and fifty seven of the official subdivision of lot number three thousand four hundred and five (3405-657) of the official plan and book of reference for the Municipality of the parish of Montreal, measuring twenty five feet in width by one hundred and twelve feet and six inches in depth (25 x 112' and 6") English measure and more or less—with a three story house bearing civic numbers 3616-3618-3620 and 3622 Lanouette Street, and other buildings thereon erected, with right of way in common on foot and with vehicle in the passage eight feet wide by seventy five feet deep (8' x 75') taken on the lot of land known and designated under number six hundred and fifty eight of the official subdivision of lot number three thousand six hundred and five (3605-658) of the official plan and book of reference for the parish of Montreal.

The said sale to be made pursuant to article 45 of the Bankruptcy Act, paragraphs 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the Revised Statutes of Canada, 1927, chap. 11, and shall have the effect of a Sheriff's sale.

Pour conditions de vente et autres informations s'adresser au soussigné.

Le syndic,
J.-ALBERT LEJOUR.
261 Sainte-Catherine-Ouest,
Montréal.
Tél. Lancaster 8253. 6443-46-2-o

For conditions of sale and other information apply to the undersigned.

J. ALBERT LEJOUR,
Trustee.
261 Sainte Catherine West,
Montreal.
Tel. Lancaster 8253. 6444-46-2

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, en faillite, No 47. In re: Arthur Brière, failli, et J.-Albert Lejour, syndic.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, sitting in Bankruptcy, No. 47. In re: Arthur Brière, insolvent, and J. Albert Lejour, trustee.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement du registraire de la Loi de Faillite, district de Montréal, en date du 3 novembre 1933, seront vendus par encan public au bureau du shérif, Palais de Justice, à Montréal, le JEU-DI, le VINGT ET UNIÈME jour de DECEMBRE 1933, à ONZE heures de l'avant-midi, les immeubles ci-après désignés.

DÉSIGNATION

a) Un lot de terre situé dans le quartier Hochelaga, dans la cité de Montréal, ayant front sur la rue Préfontaine, connu et désigné sous le numéro cent vingt-trois de la subdivision officielle du lot numéro soixante-seize (76-123) des plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, mesurant vingt-quatre pieds de largeur par cent quinze pieds de profondeur, mesure anglaise plus ou moins.

Avec une maison portant le numéro civique 1864 de la dite rue Préfontaine et autres bâtisses dessus érigées.

Avec aussi droit de passage dans la partie de ruelle en arrière portant le No 76-129 et dans continuation du côté nord-ouest et dans la ruelle portant le No 76-130 communiquant avec cette dernière;

b) Un lot de terre situé au même lieu, ayant front sur la rue Préfontaine, connu et désigné sous le numéro cent vingt-deux de la subdivision officielle du lot numéro soixante-seize (76-122) desdits plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga.

Avec un garage et autres bâtisses dessus construites et droit de passage en commun avec d'autres y ayant droit dans la ruelle en arrière dudit lot.

La dite vente sera faite en vertu de l'article 45 de la loi de Faillite, paragraphes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 des Statuts Révisés du Canada, 1927, chap. 11, et aura l'effet du décret.

Pour conditions de vente et autres informations s'adresser au soussigné.

Le syndic,
J.-ALBERT LEJOUR.
261, rue Sainte-Catherine-Ouest,
Montréal.
Tél. Lancaster 8253. 6445-46-2-o

Canada, Province de Québec, District de Montréal, No. 225. Dans l'affaire de Ellis Reinblatt, marchand, des cité et district de Montréal, y faisant affaires seul sous les nom et raison sociale de "Quality Trimming Cord & Tassel Co.", cédant autorisé.

Avis public est par les présentes donné que les immeubles suivants, à savoir:

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Registrar of the Bankruptcy Act, District of Montreal, dated November 3, 1933, the immovables hereinafter designated shall be sold by public auction at the Sheriff's Office, Court House, Montreal, on THURSDAY, the TWENTY FIRST day of DECEMBER, 1933, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

DESIGNATION

a) A lot of land situate in Hochelaga Ward, in the City of Montreal, fronting on Préfontaine Street, known and designated under number one hundred and twenty three of the official subdivision of lot number seventy six (76-123) on the official plan and book of reference for the Village of Hochelaga, measuring twenty four feet in width by one hundred and fifteen feet in depth, English measure, more or less.

With a house bearing civic number 1864 of said Préfontaine Street and other buildings thereon erected.

Also with right of way in part of the lane in the rear, bearing No. 76-129 and in the continuation on the Northwest side and in the lane bearing No. 76-130 communicating with the latter;

b) A lot of land situate in the same place, fronting on Préfontaine Street, known and designated under number one hundred and twenty two of the official subdivision of lot number seventy six (76-122) on said official plan and book of reference for the incorporated Village of Hochelaga.

With a garage and other buildings thereon erected, and right of way in the lane at the rear of said lot in common with others having rights therein.

The said sale shall be made pursuant to Article 45 of the Bankruptcy Act, Paragraphs 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the Revised Statutes of Canada, 1927, Chap. 11, and will have the effect of a Sheriff's sale.

For conditions of sale and further information apply to the undersigned.

J. ALBERT LEJOUR,
Trustee.
261, Sainte Catherine Street West,
Montreal.
Tel. Lancaster 8253. 6446-46-2

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, No. 225. In the matter of Ellis Reinblatt, merchant, of the city and district of Montreal, therein carrying on business alone under the firm name and style of "Quality Trimming Cord & Tassel Co.", authorized assignor.

Public notice is hereby given that the following immoveable property, to wit:

Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Urbain, en la cité de Montréal, mesurant vingt-cinq pieds et trois pouces de largeur par cent huit pieds et quatre pouces de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, composé du lot numéro cent vingt-six de la subdivision officielle du lot numéro onze (11-126), et le lot numéro un de la subdivision cent vingt-sept du lot primitif numéro onze (11-127-1) des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, quartier Laurier, en la cité de Montréal—avec les bâtisses sus-érigées, particulièrement celles portant les numéros 4913, 4915, 4917, rue Saint-Urbain, avec le droit de passage actif et passif tel que constitué et plus amplement spécifié, déterminé et restreint dans un acte de vente enregistré dans le bureau d'enregistrement de l'ancienne division des comtés d'Hochelaga et Jacques-Cartier, sous le numéro 325428 et ratifié dans un acte de vente enregistré dans la même division d'enregistrement sous les numéros 428700 et 428952 et aussi avec droit de vue tel que plus amplement déterminé dans l'acte susdit restreint et modifié dans un acte de convention enregistré dans la division d'enregistrement de Montréal, sous le numéro 303037, avec toutes les autres servitudes actives, passives, apparentes et occultes attachées à ladite propriété immobilière.

Sera vendu suivant un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, siégeant en matière de Faillite, rendu le vingt-troisième jour du mois d'août 1933, tel que modifié par un jugement rendu par la dite Cour Supérieure, le septième jour du mois de novembre 1933, ces jugements portant le No 225 des dossiers de la dite cour, par encaissement public, suivant les dispositions de l'article 45 de la Loi des Faillites, après avis donnés suivant les dispositions du Code de procédure civile pour la vente des immeubles dans la Province de Québec, et de manière à donner à la dite vente l'effet du décret, au bureau du shérif pour le district de Montréal, situé au Palais de Justice, en la cité de Montréal, MARDI, le DIX-NEUVIEME jour du mois de DECEMBRE mil neuf cent trente-trois, à ONZE heures du matin.

Chaque enchérisseur devra déposer en argent ou par chèque accepté, avec son enchère, un montant égal à 10% de l'évaluation municipale de ladite propriété immobilière, ladite évaluation municipale étant de \$9,800.00, lequel dépôt sera appliqué en acompte du prix d'achat dans le cas où il serait adjudicataire et la balance de tel prix sera payée lors de la signature de l'Acte de Vente, lequel Acte et son enregistrement seront payables par l'adjudicataire.

Immédiatement après l'adjudication, le montant déposé par chaque enchérisseur, à l'exception de l'adjudicataire, sera remboursé.

En plus du prix d'achat, l'adjudicataire devra payer les taxes du gouvernement.

Pour autres conditions et cahiers de charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic,
DAVID GROBSTEIN.

Montréal, le 8 novembre 1933.

Bureau: 107 rue Craig-Ouest, Montréal.

6447-46-2

LA LOI DE FAILLITE
—
VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Honorius Morin, contracteur, Trois-Pistoles, P. Q., cédant autorisé.

An emplacement fronting on Saint Urbain Street, in the city of Montreal, measuring Twenty five feet and three inches in width by one hundred eight feet and four inches in depth, English measure more or less, composed of lot number one hundred and twenty six of the official subdivision of lot number eleven (11-126), and lot number one of subdivision one hundred and twenty seven of the original lot number Eleven (11-127-1), on the official plan and book of reference of the Village of Côte Saint Louis, Laurier Ward, in the city of Montreal—with the buildings thereon erected, particularly those bearing numbers 4913- 4915, 4917 Saint Urbain Street, with the active and passive rights of passage as constituted and more fully specified, determined and restricted in a Deed of Sale registered in the Registry Office of the former division of the counties of Hochelaga and Jacques-Cartier under No. 325428, and ratified in the deeds of sale registered in the same registration division under No. 428700 and 428952 and also with the right of view as more fully determined in the deeds hereabove mentioned, restricted and modified in a deed of agreement registered in the registration division of Montreal under No. 303037, with all other active and passive servitudes apparent or unapparent attached to the said immoveable property.

Will be sold pursuant to a judgment of the Superior Court for the district of Montreal, sitting in bankruptcy, rendered the twenty third day of the month of August, 1933, as modified by a judgment rendered by the said Superior Court, the seventh day of the month of November 1933, those judgments bearing No. 225 of the records of the said Court, at public auction, pursuant to the provisions of article 45 of the Bankruptcy Act, upon giving the notices which are required by the Code of Civil Procedure for the sale of immoveables in the Province of Quebec, and in such a manner as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale, to the Sheriff's Office for the district of Montreal, situated in the Court House, in the city of Montreal, TUESDAY, the NINETEENTH day of the month of DECEMBER, nineteen hundred and thirty three, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Each bidder shall deposit in cash or by accepted cheque, with his bid, an amount equal to 10% of the municipal valuation of the said immoveable property, said municipal valuation being of \$9,800.00, which deposit shall be applied on account of the purchase price in the event of his becoming purchaser, and the balance of such price shall be paid at the signing of the deed of sale, which Deed and registration shall be payable by the purchaser.

Immediately after adjudication, the amount deposited by each bidder, with the exception of the actual purchaser, shall be refunded.

In addition to the purchase price the purchaser shall pay the Government taxes.

For other conditions and list of charges, apply to the undersigned.

DAVID GROBSTEIN,
Trustee.

Montreal, November 8th, 1933.

Office: 107 Craig St. West, Montreal.

6448-46-2-o

THE BANKRUPTCY ACT
—
AUCTION SALE

In the matter of Honorius Morin, contractor, Trois Pistoles, P. Q., Authorized Assignor.

Avis est par les présentes donné que MARDI le DIX-NEUVIEME jour de DECEMBRE, 1933, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Trois-Pistoles, l'immeuble suivant:

ITEM A.—Un emplacement situé au premier rang de Trois-Pistoles, contenant soixante-cinq pieds de front du côté nord et environ cinquante-neuf pieds et demi du côté sud sur cent dix-neuf pieds et demi de profondeur du côté est et cent vingt-deux pieds et demi du côté ouest, borné au nord au chemin public, à l'ouest à Eugène Boucher, au sud et à l'est aux représentants de l'honorable Thomas Pelletier, lequel terrain fait partie du numéro deux cent trente-quatre (pt. 234) du cadastre de Trois-Pistoles—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Cet item sera vendu au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles 716-717 C.P.C., et aussi à l'article 45 de la Loi de Faillite et équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Rivière-du-Loup, ce quatorze novembre, 1933.

Le syndic,

6467—46-2-o GEORGES COTÉ, N.P.

20, rue de la Cour,
Rivière-du-Loup.

6467—46-2-o

Notice is hereby given that on TUESDAY, the NINETEENTH day of DECEMBER, 1933, at TEN o'clock in the forenoon, will be sold by public auction, at the parochial church door of Trois Pistoles, the following property:

ITEM A.—An emplacement situated in the first range of Trois Pistoles, containing sixty five feet in front on the Northern side and about fifty nine feet and a half on the Southern side, by one hundred and nineteen feet and a half on the Eastern side and one hundred and twenty two feet and a half on the Western side, bounded to the North by the public road, to the West by Eugène Boucher, to the South and East by the heirs of Honourable Thomas Pelletier, which emplacement is a part of number two hundred and thirty four (pt. 234) of the cadaster of Trois Pistoles—with the buildings thereon erected, circumstances and dependances.

The titles and certificates may be examined at any time in applying to the office of the undersigned trustee.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 C.C.P., and also to article 45 of the Bankruptcy Act and has the same effect as a Sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.

Rivière du Loup, November fourteenth, 1933.

GEORGES COTÉ, N. P.,

Trustee.

20, rue de la Cour,
Rivière du Loup.

6468—46-2

Département de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries

Department of Colonization, Game and Fisheries

MINISTÈRE DE LA COLONISATION, DE LA CHASSE ET DES PÊCHERIES

DEPARTMENT OF COLONIZATION, GAME AND FISHERIES

Ordonnance pour la fermeture de cette partie du "Chemin Chapleau" à partir du cordon entre les rangs I et II du canton Marchand, sur le lot 11 du rang II et traversant le dit lot 11 dans toute sa longueur, traversant aussi les lots 11, 12 et 13 du rang III, les lots 13 à 3 inclusivement du rang IV et les lots 1 à 7 du rang V du dit canton, dans le comté de Labelle.

Attendu que le conseil municipal du canton Marchand dans le comté de Labelle, par un règlement portant le No 134, en date du 3 octobre, 1932, demande la fermeture de cette partie du chemin Chapleau, à partir du cordon entre les rangs I et II du canton Marchand, sur le lot 11 du rang II et traversant le dit lot 11 dans toute sa longueur, traversant aussi les lots 11, 12 et 13 du rang III, les lots 13 à 3 inclusivement du rang IV et les lots 1 à 7 du rang V du dit canton, copie du dit règlement ayant été déposée dans les archives du ministère de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries, sous le numéro 1-450 des lettres reçues pour l'année 1933-34;

Attendu que les intéressés demandent la fermeture comme chemin public de cette partie du chemin Chapleau, pourvu que les chemins leur servant de sortie pour aller aux villages de Labelle et de l'Annonciation continuent à être maintenus et entretenus comme par le passé comme chemin public, à savoir:

1. Cette partie du chemin Chapleau à partir du cordon séparant le rang V du canton Marchand du rang XI du canton de La Minerve et

Order for the closing of that part of the "Chapleau Road", from the divisional line between ranges I and II of the Township of Marchand, on lot 11 of range II and crossing said lot 11 on the whole length thereof, also crossing lots 11, 12 and 13 of range III, lots 13 to 3 inclusively of range IV and lots 1 to 7 of range V of said Township, in the County of Labelle.

Whereas the Municipal Council of the Township of Marchand, in the County of Labelle, by a by-law bearing No. 134, dated October 3, 1932, prays for the closing of that part of the Chapleau Road, from the divisional line between ranges I and II of the Township of Marchand, on lot 11 of range II and crossing said lot 11 on the whole length thereof, also crossing lots 11, 12 and 13 of range III, lots 13 to 3 inclusively of range IV and lots 1 to 7 of range V of said township, copy of the said by-law having been filed in the archives of the Department of Colonization, Game and Fisheries, under number 1-450 of Letters Received for the year 1933-34;

Whereas the interested parties pray for the closing, as a public road, of that part of the Chapleau Road, provided that the roads used to communicate with the Villages of Labelle and l'Annonciation continue to be maintained and kept, as in the past, as a public road, to wit:

1. That part of the Chapleau Road from the divisional line separating range V of the Township of Marchand from range XI of the Township of

continuant à travers le canton Joly, jusqu'à la route nationale allant vers le village de Labelle et;

2. Le chemin partant du chemin Chapleau sur le lot 12 du rang IV du canton Marchand et passant le long des lacs Bois-Franc et Castor et conduisant au village de l'Annonciation;

Attendu que ce dit règlement a été accepté par le conseil municipal du comté de Labelle, le 14 juin 1933;

Attendu que les intéressés à la fermeture du chemin en question se chargent de l'entretien de leurs propres chemins, ce qui représente un parcours de cinq milles de chemin comme chemin privé, et que pour cette raison la municipalité a aussi résolu qu'aucun autre chemin à titre de chemin de front ne leur soit attribué à raison des lots qu'ils possèdent dans les rangs II, III, IV et V du dit canton Marchand, sous prétexte qu'ils n'auraient aucun chemin de front à entretenir;

Attendu que les raisons alléguées à l'appui de cette demande sont que ce chemin est devenu inutile, ayant été remplacé par un autre et que la circulation publique de cette partie du chemin Chapleau entraîne des responsabilités pour la municipalité;

Attendu qu'il y a lieu d'accéder à cette demande et qu'en vertu du paragraphe 16, chapitre 76 des S.R.P.Q., 1925, ce chemin ne peut être fermé sans une ordonnance du ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries, des deniers de colonisation y ayant été dépensés;

En conséquence, pour me conformer au désir du conseil municipal du canton Marchand, dans le comté de Labelle, en ma qualité de sous-ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries, j'autorise cette municipalité à fermer le chemin plus haut mentionné selon les conditions incluses dans le règlement susdit décrétant la fermeture, et à remettre les terrains qu'il occupe à leurs propriétaires ou successeurs.

Le sous-ministre,
L.-A. RICHARD.

6495—o

Québec, le 13 novembre, 1933.

La Minerve, and continuing through the Township of Joly as far as the National Highway leading to the Village of Labelle and;

2. The road starting from the Chapleau Road on lot 12 of range IV of the Township of Marchand and running along Lakes Bois-Franc and Castor and leading to the Village of l'Annonciation;

Whereas the said by-law was accepted by the Municipal Council of the County of Labelle on June 14, 1933;

Whereas the parties interested in the closing of the road in question, will take charge of their own roads, representing a distance of five miles of road, as a private road, and that for such reason, the Municipality has also resolved that no other road, as a front road, shall be attributed to them, on account of the lots which they own in Ranges II, III, IV and V of the said Township of Marchand, under pretext that they have no front road to maintain;

Whereas the reasons alleged in support of the said application are that the said road has become useless having been replaced by another, and that public traffic in this part of the Chapleau Road involves responsibilities for the Municipality;

Whereas it is expedient to grant the said application, and that, in virtue of paragraph 16 of chapter 76, of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1925, the said road cannot be closed without an Order from the Minister of Colonization, Game and Fisheries, Government moneys having been expended thereon;

Therefore, to comply with the desire of the Municipal Council of the Township of Marchand, in the County of Labelle, in my quality of Deputy Minister of Colonization, Game and Fisheries, I authorize the Municipality to close the above mentioned road according to the conditions contained in the above by-law enacting the closing of said road and to revert the lands which it occupies to their proprietors or successors.

L. A. RICHARD,
Deputy Minister.

Quebec, November 13, 1933.

6496

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 7 novembre 1933.

MM. J.-A. Fillion, de Saint-Hubert-de-Spaulding, et Alphonse Mercier, de Saint-Gédéon, comté de Fontenac, cultivateur: juges de paix pour le district de Beauce.

MM. Gédéon Labrecque, rentier, et Edmond Cloutier, cultivateur, de Ham-Nord; juges de paix pour le district de Saint-François.

MM. Robert Poisson, de Québec-Ouest, L.-Henri Verret, de Saint-Cœur-de-Marie, Lac-Saint-Jean et Sylvio Drouin, de Saint-Joseph-d'Alma, tous délégués de la Commission Municipale: juges de paix avec juridiction sur la province de Québec, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358, chapitre 145, Statuts Refondus de Québec, 1925.

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, November 7, 1933.

Messrs J. A. Fillion, of Saint Hubert de Spaulding, and Alphonse Mercier, de Saint Gédéon, county of Frontenac, farmer: to be Justices of the Peace for the district of Beauce.

Messrs Gédéon Labrecque, annuitant, and Edmond Cloutier, farmer, of Ham-Nord: to be Justices of the Peace for the district of Saint Francis.

Messrs Robert Poisson, of Quebec West, L. Henri Verret, of Saint Cœur de Marie, Lake Saint John, and Sylvio Drouin, of Saint Joseph d'Alma, all delegates of the Municipal Commission: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the Province of Quebec, for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358, chapter 145, Revised Statutes of Quebec, 1925.

Québec, le 8 novembre 1933.

Quebec, November 8, 1933.

MM. Josaphat Isabelle, de la cité de Hull, W.-J. Costello, de Buckingham, Joseph-Albert Cléroux, de Cheneville, et E.-A. Mulligan, de Maniwaki, tous médecins: conjointement coroner pour le district de Hull.

Messrs Josaphat Isabelle, of the City of Hull, W. J. Costello, of Buckingham, Joseph Albert Cléroux, of Cheneville, and E. A. Mulligan, of Maniwaki, all physicians: to be joint coroner for the district of Hull.

Québec, le 9 novembre 1933.

Quebec, November 9, 1933.

M. Régis Bédard, de Saint-Placide, comté de Deux-Montagnes: juge de paix pour le district de Terrebonne.

Mr. Régis Bédard, of Saint Placide, county of Two Mountains: to be a Justice of the Peace for the district of Terrebonne.

M. J.-Ulric Courteau, de Shawinigan Falls, 130 Avenue des Cèdres: juge de paix pour le district des Trois-Rivières. 6497-o

Mr. J. Ulric Courteau, of Shawinigan Falls, 130 Avenue des Cèdres: to be Justice of the Peace for the district of Trois-Rivières. 6498

Proclamations

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L.S.] H.-G. CARROLL.

Canada,
Province of Québec.
[L.S.] H. G. CARROLL.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

GEORGE V, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que l'Honorable Ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries de Notre province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions des Statuts Refondus de Québec, 1925, chapitre 261, article 2, un plan du cadastre d'une partie du canton de Massé, comté de Rimouski, comprenant les lots Nos 1 à 33 du rang IX, 1 à 15 du rang X, 1 à 11 du rang XI et 1 à 11 du rang XII, compris dans la division d'enregistrement de Rimouski, lequel plan fait maintenant partie des archives de son bureau;

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS the Honourable the Minister of Colonization, Game and Fisheries of Our Province of Québec, has caused to be prepared, under his superintendence, pursuant to the provisions of the Revised Statutes of Québec, 1925, chapter 261, article 2, a plan of the cadastre of part of the township of Massé, county of Rimouski, comprising lots Nos. 1 to 33 of range IX, 1 to 15 of range X, 1 to 11 of range XI and 1 to 11 of range XII, comprised in the registration division of Rimouski, which plan now forms part of the archives of his office;

ATTENDU qu'une copie du dit plan a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Rimouski, avec une copie du livre de renvoi énonçant ce qui suit, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code Civil de Notre province de Québec, savoir:

WHEREAS a copy of the said plan has been deposited in the office of the registration division of Rimouski with a copy of the book of reference setting forth the following, in conformity with the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Québec, to wit:

1. Une description générale de chaque lot de terre sur le plan;
2. Le nom du propriétaire de chaque lot autant qu'il est possible de s'en assurer;
3. Toutes remarques nécessaires pour faire comprendre le plan;

1. A general description of each lot of land shown upon the plan;
2. The name of the owner of each lot, so far as it can be ascertained;
3. All remarks necessary to the right understanding of the plan;

Chaque lot de terre sur le plan y est indiqué par un numéro d'une seule série, qui est inscrit dans le livre de renvoi pour y désigner le même lot;

Each lot of land is shown on the plan by a single serial number which is inscribed in the book of reference to designate the same lot;

Et vu les dispositions des articles 2168 et suivants du Code Civil de Notre Province;

And considering the provisions of articles 2168 and following of the Civil Code of Our Province;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, Nous donnons avis du dépôt au bureau de la division d'enregistrement de Rimouski, des plan et livre de renvoi préparés tel que susdit pour le cadastre d'une partie du canton de Massé, comté de Rimouski, comprenant les lots Nos 1 à 33 du rang IX, 1 à 15 du rang X, 1 à 11 du rang XI et 1 à 11 du rang XII, et

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, We give notice of the filing in the office of the registration division of Rimouski, of the plan and book of reference prepared such as aforesaid for the cadastre of part of the township of Massé, county of Rimouski, comprising lots Nos. 1 to 33 of range IX, 1 to 15 of range X, 1 to 11 of range XI and 1 to 11 of range XII, and

Nous fixons au onzième jour de décembre 1933, le jour auquel les dispositions de l'article 2168

We fix on the eleventh day of December, 1933, as the day on which the provisions of article 2168

C. C. deviendront en force, dans la division d'enregistrement de Rimouski, relativement au territoire désigné ci-dessus, et

Nous invitons toutes personnes intéressées, à peine de perdre la priorité conférée par le Code Civil de Notre Province, à renouveler, dans les deux ans qui suivent le onzième jour de décembre, 1933, date fixée par la présente proclamation, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans le dit territoire, tel enregistrement devant être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168 C. C., en observant les autres formalités prescrites en l'article 2131 C. C., pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable HENRY-GEORGE CARROLL, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUÉBEC, de Notre province de QUÉBEC, ce QUATORZIÈME jour de NOVEMBRE, en l'année mil neuf cent trente-trois de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt-quatrième année.

Par ordre,

6499-o ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
H.-G. CARROLL.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU qu'une requête Nous a été
Assistant-Procureur- } présentée, demandant
Général-Suppléant. }
de détacher de la municipalité de Templeton-Ouest, dans le comté municipal de Hull, le territoire ci-après décrit, et de l'ériger en municipalité distincte sous le nom de la municipalité du village de Gatineau, dans le même comté;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet égard ont été remplies, que ledit territoire est dans les conditions exigées par la loi pour former une municipalité, et qu'il restera à la municipalité de Templeton-Ouest, après cette érection, une population de plus de trois cents âmes.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif exprimés dans un décret en date du 9 novembre 1933, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Tout le territoire situé dans le district électoral de Papineau, dans le comté municipal de Hull, comprenant dans le canton de Templeton:

C. C. shall come into force in the registration division of Rimouski, respecting the territory hereabove designated and

We call upon all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province, to renew, within the two years following the eleventh day of December, 1933, the date fixed by the present proclamation, the registration of any real right on any lot of land comprised in the said territory, such a registration to be renewed by transcribing, in a register kept for that purpose, a notice designating the immoveable affected in the manner prescribed in article 2168 C. C., upon observing the other formalities prescribed in article 2131 C. C., for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HENRY GEORGE CARROLL, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, in Our said Province, this FOURTEENTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty three and in the twenty fourth year of Our Reign.

By command,

6500 ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
H. G. CARROLL.

GEORGE V, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS a applica-
Deputy Attorney- } tion has been
General. } made to Us, to detach
from the municipality of West Templeton, in the Municipality County of Hull, the territory hereinafter described and to erect the same into a separate municipality under the name of the Municipality of the Village of Gatineau, in the same county;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code on that behalf have been observed, that the said territory is within the conditions required by law to form a municipality, and that there will remain in the Municipality West Templeton, after this dismemberment, a population of over three hundred souls;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order dated the 9th of November, 1933, and in accordance with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

All the territory situate in the electoral district of Papineau, in the municipal county of Hull, comprising, in the township of Templeton:

1. Dans le rang I les lots 15, 16a, le lot 16b et ses subdivisions, les lots 17a, 17b, 18a, le lot 18b et ses subdivisions, les lots 18c, 18d, le lot 18e et ses subdivisions, le lot 18f, les lots 19a, 19b, 19c, 19d, 20a, et leurs subdivisions, les lots 20b, 20c, 20d, 21a, 21b, 21c, 21d, 21e, 21f, 21g, 21h, 21i, la partie du lot 22b au sud du droit de voie du chemin de fer Pacific-Canadien, les lots 22c, 22d, 22f, 22g, la partie du lot 47 — droit de voie du chemin de fer Pacific-Canadien — comprise entre la ligne ouest du lot 21b, et la ligne est du lot 15;

2. Dans l'île Kettle, le lot 1, le lot 2 et ses subdivisions, les lots 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, le lot 19 et ses subdivisions, tous du cadastre officiel pour le canton de Templeton, ensemble avec les chemins, rues, avenues, boulevards, ruelles, et le lit de la rivière Ottawa compris dans les limites suivantes: au nord, le côté sud du droit de voie du chemin de fer Pacific-Canadien sur la largeur du lot 22b, la ligne séparative des rangs I et II; à l'est, la ligne est du lot 15 du rang I et son prolongement jusqu'à la limite interprovinciale dans la rivière Ottawa; au sud, la dite limite interprovinciale; à l'ouest, la partie de la ligne ouest du lot 21b, du rang I au nord du droit de voie du chemin de fer Pacific-Canadien et son prolongement à travers le dit droit de voie, la ligne ouest du lot 22b du rang I, au sud du dit droit de voie, la ligne ouest du lot 22g, du rang I et son prolongement jusqu'à la limite interprovinciale dans la rivière Ottawa, est détaché de la municipalité de Templeton-Ouest et érigé en une municipalité distincte sous le nom de "la municipalité du village de Gatineau" dans le comté municipal de Hull, à compter de la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette Officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos fœux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre Province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable HENRY-GEORGE CARROLL, lieutenant-gouverneur de Notre Province de Québec.

En l'Hôtel du gouvernement, en Notre Cité de QUÉBEC, dans Notre dite Province, ce QUINZIÈME jour de NOVEMBRE, en l'année mil neuf cent trente-trois de l'ère chrétienne et de Notre règne la vingt-quatrième année.

Par ordre,

ALEX. DESMEULES,
6513—0 Sous-secrétaire de la Province.

1. In range I, lots 15, 16a, lot 16b and its subdivisions, lots 17a, 17b, 18a, lot 18b and its subdivisions, 18c, 18d, lot 18e and its subdivisions, lot 18f, lots 19a, 19b, 19c, 19d, 20a, and their subdivisions, lots 20b, 20c, 20d, 21a, 21b, 21c, 21d, 21e, 21f, 21g, 21h, 21i, the part of lot 22b South of the Canadian Pacific Railway right of way, lots 22c, 22d, 22f, 22g, the part of lot 47—Canadian Pacific Railway right of way—comprised between the West line of lot 21b, and the East line of lot 15;

2. In Kettle Island, lot 1, lot 2 and its subdivisions, lots 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, lot 19 and its subdivisions, all of the official cadastre for the township of Templeton, together with the roads, streets, avenues, boulevards, lanes, and the Ottawa River bed, comprised within the following limits: on the North, the South side of the Canadian Pacific Railway right of way for the width of lot 22b, the divisional line of ranges I and II; on the East, the eastern line of lot 15 of range I and its prolongation to the interprovincial limit in the Ottawa River; on the South, the said interprovincial limit; on the West that part of the western line of lot 21b, of range I North the Canadian Pacific Railway right of way and its prolongation across the said right of way, the West line of lot 22b range I, South of the said right of way, the western line of lot 22g, of range I, and its prolongation up to the interprovincial limit in the Ottawa River, is detached from the Municipality of West Templeton and erected into a separate Municipality under the name of "The Municipality of the Village of Gatineau" in the municipal county of Hull, on and from the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HENRY GEORGE CARROLL, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, in Our said Province, this FIFTEENTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty three, and in the twenty fourth year of Our Reign.

By command,

ALEX. DESMEULES,
6514 Assistant Provincial Secretary.

Ventes—Loi de faillite

Canada, Province de Québec, District de Montréal, No 4. Dans l'affaire de "Prolac, Limited", corps politique légalement constitué, faisant affaires en la cité de Lachine, comme manufacturier de produits d'amiante.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un emplacement situé dans la Ville de Lachine, mesurant quatre cent vingt pieds dans sa ligne de l'est à l'ouest, et sept cent quinze pieds dans sa ligne du nord au sud, mesure anglaise, étant par-

Sales—Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 4. In the matter of "Prolac, Limited", a body politic and corporate, duly incorporated, carrying on business in the city of Lachine, as manufacturers of asbestos products.

Public notice is hereby given that the immovable designated as follows:

An emplacement situate in the Town of Lachine, measuring four hundred and twenty feet in its line from East to West, and seven hundred and fifteen feet in its line from North to South,

tie des lots numéros deux cent cinquante-quatre et deux cent soixante-deux (P. 254 et 262) sur les plan et livre de renvoi officiels pour le cadastre de la Ville de Lachine, les dites parties plus spécialement décrites comme suit, savoir:

a) Cette partie du lot numéro deux cent cinquante-quatre (P. de 254) du dit cadastre officiel étant toute la largeur du dit lot sur une profondeur de sept cent quinze pieds, mesure anglaise, et bornée en front par une rue de quatre-vingts pieds de largeur, la propriété de M. J.-A. Descarries ou représentants, en arrière par une autre partie du dit lot numéro deux cent cinquante-quatre (254), la propriété du dit J.-A. Descarries, ou représentants, du côté est par une partie du dit lot numéro deux cent soixante-deux, ci-après décrit, et du côté ouest par le lot numéro deux cent trente-six du dit cadastre et,

b) Cette partie du dit lot numéro deux cent soixante-deux (p. de 262) du dit cadastre, d'une profondeur de sept cent quinze pieds, mesure anglaise, et bornée en front vers le sud par la dite rue projetée de quatre-vingts pieds de large, en arrière vers le nord par une autre partie du dit lot numéro deux cent soixante-deux, la propriété de M. J.-A. Descarries, ou ses représentants, du côté est par une autre partie du dit lot numéro deux cent soixante-deux, étant une rue d'environ soixante-dix pieds de large, mesure anglaise, la propriété de M. J.-A. Descarries, ou ses représentants, et du côté ouest par la partie du dit lot numéro deux cent cinquante-quatre ci-haut décrite—avec le droit d'usage des dites rues ci-haut mentionnées, la dite rue de quatre-vingts pieds de large s'étendant le long de la limite nord de "The Grand Trunk Railway", à la limite est du lot numéro deux cent quatre-vingt-treize et la dite rue, de soixante-six pieds de large, s'étendant au nord au terrain vendu par le dit J.-A. Descarries à la Communauté des Sœurs de Sainte-Anne.

Avec les bâties y érigées et les machineries ci-après énumérées qui sont immeubles par destination.

- 1 presse hydraulique spéciale de 4 pieds par 14,
- 2 presses hydrauliques (extra pesantes),
- 3 malaxeurs à pulpe spéciaux de 8 pieds,
- 2 malaxeurs à amiante (beaters),
- 1 machine à bosseler,
- 1 pompe horizontale combinée à pistons plongeurs,
- 1 pompe à vapeur "Deane",
- 1 pompe à vapeur à succion "Darling Bros.",
- 1 aube en spirale pour malaxeur à pulpe,
- 1 engin automatique 6" x 8" avec poulies "E. Leonard & Sons",
- 1 chauffefer 500 H.P. "Cochrane",
- 1 batterie à bouilloire tubulaire horizontale complète,
- 1 pompe combinée à pistons plongeurs 8" x 5" x 10" "Canton Hughes Pump",
- 1 régulateur d'humidité,
- 15 bouilloires,
- 3 réservoirs en fer,
- 3 réservoirs en fer (settling tanks)
- 1 réservoir de trop-plein,
- 1 réservoir avec extrémités en forme de dômes,
- 2 machines à finir les feuilles d'amiante,

Sur le toit: Un réservoir de réserve pour l'eau d'une capacité de 15 mille gallons.

Seront vendus suivant un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, en matière de faillite, rendu le 27 octobre 1933, portant le

English measure, being part of lots numbers two hundred and fifty four and two hundred and sixty two (Pt. 254 and 262) of the official cadastral plan and book of reference for the Town of Lachine, the said parts being more particularly described as follows, to wit:

a) That part of lot number two hundred and fifty four (Pt. of 254) of said official cadastre being all the width of said lot by a depth of seven hundred and fifteen feet, English measure, and bounded in front by a street eighty feet wide, the property of Mr. J. A. Descarries or representatives, in rear by another part of said lot number two hundred and fifty four (254), the property of said J. A. Descarries, or representatives, on the East side by a part of said lot number two hundred and sixty two, hereinafter described, and on the West side by lot number two hundred and thirty six of said cadastre, and,

b) That part of said lot number two hundred and sixty two (Pt. of 262) of said cadastre, of a depth of seven hundred and fifteen feet, English measure, and bounded in front towards the South by said projected street eighty feet wide, in rear towards the North by another part of said lot number two hundred and sixty two, the property of Mr. J. A. Descarries, or his representatives, on the East side by another part of said lot number two hundred and sixty two, being a street about seventy feet wide, English measure, the property of Mr. J. A. Descarries, or his representatives, and on the West side by that part of said lot number two hundred and fifty four hereinabove described—with right of use of the said streets hereinabove mentioned, the said street of eighty feet in width extending along the Northern limit of The Grand Trunk Railway to the Eastern limit of lot number two hundred and ninety three and the said street, sixty six feet in width, extending Northerly to the land sold by the said J. A. Descarries to the Communauté des Sœurs de Sainte-Anne.

With buildings thereon erected and the machinery hereinafter enumerated which are immovable by destination.

- 1 special Hydraulic press 4 ft. x 14 ft.
- 2 extra heavy Hydraulic Presses,
- 3 special pulp mixers 8 ft. bucket wheel spiral agitators,
- 2 asbestos beaters,
- 1 corrugating machine,
- 1 horizontal Duplex Plunger Pump 10" x 12",
- 1 Deane Steam Pump size 16" x 9 1/4" x 10",
- 1 Darling Bros. Simplex Steam Vacuum Pump 6" x 8",
- 1 Pulp mixer spiral agitator,
- 1 automatic engine 6" x 8" and pulleys "E. Leonard & Sons",
- 1 Cochrane 500 H.P. Heater,
- 1 battery of 4-72" dia. x 16 ft. long horizontal tubular Boilers,
- 1 Canton Hughes Pump Co 8" x 5" x 10" duplex Plunger Pump,
- 1 damper regulator,
- 15 thick boiler iron punched & rivetted tanks,
- 3 boiler iron tanks,
- 3 deep boiler iron settling tanks,
- 1 long blow-off tank,
- 1 tank of dome-shape ends,
- 2 special asbestos board machines angle iron frame,
- On roof: 1 water storage tank, 15,000 gal.

Will be sold in virtue of a judgment of the Superior Court for the district of Montreal, sitting in Bankruptcy, rendered the 27th of October,

No 4 - des dossiers de la dite Cour, aux enchères publiques, suivant les dispositions de l'article 45 de la Loi de Faillite, après les avis requis pour la vente des immeubles par le shérif, de manière à donner à la dite vente l'effet du décret, au bureau du shérif du district de Montréal, situé au Palais de Justice, en la cité de Montréal, MERCREDI, le VINGTIÈME jour de DECEMBRE mil neuf cent trente-trois, à ONZE heures de l'avant-midi.

Tout enchérisseur devra déposer en argent ou par chèque accepté avec son enchère, un montant égal à 10 % de son enchère, lequel dépôt sera appliqué en acompte du prix d'achat dans le cas où il serait adjudicataire et la balance de tel prix sera payée lors de la signature de l'acte de vente, lequel acte et son enregistrement seront payables par l'adjudicataire.

Immédiatement après l'adjudication, le montant déposé par chaque enchérisseur, à l'exception de l'adjudicataire, sera remboursé.

Pour autres conditions et cahier des charges, s'adresser aux soussignés.

Les syndics,

ALBERT LAMARRE et THE SUN TRUST CO., LTD.
Montréal, le 15 novembre 1933.
Albert Lamarre, du bureau de:
Lamarre, Lamarre & Inns,
19 Est, rue Saint-Jacques.
The Sun Trust Co., Ltd.,
10 ouest, rue Saint-Jacques, 6501-46-2-o

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, en faillite, No 73. In re: Dame Erna Victoria Schleich, épouse séparée de biens de Walter Stein, Lac Pilon, comté de Terrebbonne, P. Q., débitrice, et J.-Albert Lejour, syndic.

-AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné, qu'en vertu d'un jugement du registraire de la Loi de Faillite, District de Montréal, en date du 13ième jour de novembre 1933, sera vendu par encan public à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marguerite, comté de Terrebbonne, VENDREDI, le VINGT-DEUXIÈME jour de DECEMBRE 1933, à DEUX heures de l'après-midi, l'immeuble ci-après désigné:

DÉSIGNATION

Une bâtisse érigée sur le lot numéro quinze (No 15) dans le troisième rang du Canton Wexford, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Marguerite, comté de Terrebbonne, tel que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

La dite vente sera faite en vertu de l'article 45 de la loi de Faillite, paragraphes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 des Statuts Révisés du Canada, 1927, chap. 11, et aura l'effet du décret.

Un dépôt en argent de \$500.00 ou par chèque accepté à l'ordre du soussigné sera exigible de chaque enchérisseur à la vente.

Pour autres conditions de vente et informations s'adresser au soussigné.

Le syndic,
J.-ALBERT LEJOUR.

261 rue Sainte-Catherine-Ouest,
Montréal.
Tél. Lancaster 8253. 6503-46-2-o

1933, bearing No. 4 of the records of the said Court, at public auction, pursuant to the provisions of article 45 of the Bankruptcy Act, after notice required for the sale of immovables by Sheriff, in such a manner as to give the said sale the effect of a sheriff's sale, at the Sheriff's office for the district of Montreal, situate in the Court House, in the City of Montreal, on WEDNESDAY, the TWENTIETH day of DECEMBER, nineteen hundred and thirty three, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Every bidder must deposit in cash or by accepted cheque with his bid, an amount equal to 10 % of his bid, which deposit will be applied on account of the purchase price in the case he becomes purchaser, and the balance of such price to be paid at the signing of the deed of sale, said deed and its registration to be payable by the purchaser.

Immediately after adjudication, the amount deposited by each bidder, with the exception of the purchaser, will be returned to its owner.

For other conditions and list of charges, apply to the undersigned.

ALBERT LAMARRE and THE SUN TRUST CO., LTD.,
Trustees.
Montreal, November 15, 1933.
Albert Lamarre, of the office of:
Lamarre, Lamarre & Inns,
19 Saint James Street East.
The Sun Trust Co., Ltd.,
10 Saint James Street West. 6502-46-2

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, in Bankruptcy, No. 75. In re: Dame Erna Victoria Schleich, wife separate as to property of Walter Stein, of the Town of Lac Pilon, county of Terrebbonne, P.Q., debtor, and J. Albert Lejour, trustee.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Registrar of the Bankruptcy Court, district of Montreal, rendered under the date of November 13th, 1933, will be sold by public auction at the door of the Church of the parish of Sainte Marguerite, county of Terrebbonne, on FRIDAY, the TWENTY SECOND day of DECEMBER, 1933, at TWO (2) o'clock in the afternoon, the immovable hereinafter designated:

DESIGNATION

A building erected on lot number fifteen (No. 15) in the third range of Township of Wexford, of the official plan and book of reference of the Parish of Sainte Marguerite, county of Terrebbonne, as the whole appears presently with servitudes active or passive, apparent or otherwise, annexed to the said immovable.

The said sale will be made in virtue of article 45 of the Bankruptcy Act, paragraphs 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the Revised Statutes of Canada, 1927, chapter 11, and will have the effect of a sheriff's sale.

A deposit in cash of \$500.00 or by an accepted cheque to the order of the undersigned will be required from each tenderer at the sale.

For other conditions of sale and information, apply to the undersigned.

J. ALBERT LEJOUR,
Trustee.

261 Sainte Catherine West,
Montreal.
Tel. Lancaster 8253. 6504-46-2-o

Action en séparation de biens

Action for separation as to property

Canada, Province de Québec, District de Montmagny, Cour Supérieure, No. ... Dame Elise Gagnon, de la paroisse de Sainte-Apolline, épouse commune en biens de Edmond Mercier, cultivateur, du même lieu, demanderesse; vs le dit Edmond Mercier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le huitième jour de novembre 1933.

Québec, 14 novembre 1933.

Les procureurs de la demanderesse,
BOULANGER, MARQUIS & LESSARD.

6515-o

Canada, Province of Quebec, District of Montmagny, Superior Court, No. ... Dame Elise Gagnon, of the parish of Sainte Apolline, wife common as to property of Edmond Mercier, farmer, of the same place, plaintiff; vs the said Edmond Mercier, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the eighth day of November, 1933.

Quebec, November 14, 1933.

BOULANGER, MARQUIS & LESSARD,
Attorneys for the plaintiff.

6516

Action en séparation de corps et de biens

Action for separation as to bed and board

Canada, Province de Québec, District de Beauce, Cour Supérieure, No. ... Dame Marie-Adeline Poulin, épouse commune en biens par contrat de mariage de Louis-Philias Fortin, cultivateur, de Saint-Joseph, dûment autorisée à ester en justice demanderesse; vs le dit Louis-Philias Fortin, cultivateur, Saint-Joseph, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le 15ième jour de novembre 1933.

Saint-Joseph, Beauce, ce 15 novembre 1933.

Le procureur de la demanderesse,
ROSAIRE BEAUDOIN.

6517-o

Canada, Province of Quebec, District of Beauce, Superior Court, No. ... Dame Marie Adeline Poulin, wife common as to property by marriage contract of Louis Philias Fortin, farmer, of Saint Joseph, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Louis Philias Fortin, farmer, of Saint-Joseph, defendant.

An action for separation as to bed and board has been instituted in this cause on the 15th day of November, 1933.

Saint Joseph, Beauce, November 15, 1933.

ROSAIRE BEAUDOIN,
Attorney for the plaintiff.

6518

Compagnie autorisée à faire des affaires

Company authorized to do business

La Compagnie "Lamont, Corliss & Company", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la Province, est à Montréal, 4131 Chemin Côte des Neiges.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. W.-D. Shelmerdine, de Montréal, 4131 Chemin Côte Des Neiges.

Québec, 14 novembre 1933.

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

6529-o

The company "Lamont, Corliss & Company", has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in the Province.

Its principal place of business, in the Province, is at Montreal, 4131 Côte des Neiges Road.

Its chief agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. W. D. Shelmerdine, of Montreal, 4131 Côte des Neiges Road.

Quebec, November 14, 1933.

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

6530

Département de l'Instruction publique

Department of Education

No 1350-33.

Québec, le 15 novembre 1933.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire d'Aylmer, comté de Frontenac, en celui de "La municipalité scolaire de Saint-Sébastien", comté de Frontenac.

6519-46-2-o

No. 1350-33.

Quebec, November 15, 1933.

Application is made to change the name of the School Municipality of Aylmer, county of Frontenac, to that of "The School Municipality of Saint Sébastien", county of Frontenac.

6520-46-2

ERRATUM

Québec, le 10 novembre 1933.

Dans l'avis concernant la municipalité scolaire de la ville de Lachine, publié dans la *Gazette officielle* des 28 octobre et 4 novembre 1933, dans la 3e ligne, après les mots "en celui de", il faut lire: "La municipalité scolaire de la cité de Lachine". 6531-o

ERRATUM

Quebec, November 10, 1933.

In the notice respecting the School Municipality of the town of Lachine, published in the *Official Gazette* of October 28 and November 4, 1933, in the 3rd line, after the words "to that of", please read: The School Municipality of the city of Lachine". 6532

Nomination

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire la nomination suivante:

Québec, le 1er juin 1933.

M. Amédée Thouin, de la cité de Montréal, avocat, recorder de la cité de Montréal: recorder en chef de la Cour du recorder de la cité de Montréal.

6531a-o

Appointment

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointment:

Quebec, June 1st, 1933.

Mr. Amédée Thouin, of the city of Montreal, advocate, Recorder of the City of Montreal: to be Chief Recorder of the Recorder's Court of the city of Montreal.

6532a

Arrêté en Conseil

COPIE DU RAPPORT D'UN Comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 9 novembre 1933, approuvé par le lieutenant-gouverneur, le 9 novembre 1933.

Concernant la défense de chasser le castor dans certaines parties de la Province

2500

L'honorable Ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries, dans un mémoire en date du 9 novembre (1933), expose:

Que la défense de chasser le castor dans certaines parties de la Province, depuis quelques années, n'a pas encore produit les résultats qu'on en attendait et qu'il convient de prolonger cette défense encore quelques années;

En conséquence, l'honorable Ministre recommande qu'en vertu du paragraphe 1 de l'article 48, chapitre 86 des Statuts refondus, 1925, il soit statué comme suit:

1. Il est défendu en tout temps de trapper, chasser, tuer, prendre ou avoir en sa possession le castor, ou aucune partie d'icelui, durant la période de trois ans qui se terminera le 31 décembre 1935. Cependant, les Indiens résidant dans cette partie de la Province située au nord de la ligne du Canadien National, autrefois le Transcontinental, à partir de la ligne frontière de la province d'Ontario jusqu'à son intersection avec la ligne est du comté Abitibi et en suivant cette ligne vers le nord jusqu'à son intersection avec la ligne ouest du comté Lac-Saint-Jean, puis suivant cette dernière ligne vers le nord-est, jusqu'à son intersection avec la ligne cinquante et unième de latitude, enfin suivant cette dernière ligne vers l'est jusqu'à la limite est de la Province, pourront obtenir du Ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries, un permis pour trapper, chasser et prendre le castor, du 15 décembre jusqu'au 31 mars suivant. Avec chacun de ces permis seront émis des coupons que

Order in Council

COPY OF THE REPORT of a Committee of the Honourable the Executive Council, dated November 9, 1933, approved by the Lieutenant-Governor on November 9, 1933.

Respecting the prohibition to hunt beaver in certain parts of the Province

2500

The Honourable Minister of Colonization, Game and Fisheries, in a memorandum dated November 9, 1933, sets forth:

That the prohibition to hunt beaver in certain parts of the Province, for some years, has not yet given the desired results and that it is expedient to prolong the said prohibition for several years longer;

Therefore, the Honourable Minister recommends that pursuant to paragraph 1 of article 48, chapter 86 of the Revised Statutes, 1925, it be enacted as follows:

1. It is forbidden at any time to trap, hunt, kill, take or have in his possession beaver, or any part thereof, during a three year period ending December 31, 1935. However, Indians residing in that part of the Province situate North of the Canadian National Railway Line, formerly the Transcontinental Railway, starting at the boundary line of the Province of Ontario up to its intersection with the Eastern line of the county of Abitibi and following the said line Northerly to its intersection with the West line of the county of Lake Saint John, then, following the latter line Northeasterly to its intersection with the fifty one degree latitudinal line, finally following the latter line easterly to the Eastern limit of the Province, may obtain from the Minister of Colonization, Game and Fisheries, a permit to trap, hunt and catch beaver, from the 15th of December to the 31st of March following. With each of the said permits will be issued coupons which the Indian must attach to each

l'Indien devra attacher à chacune des peaux de castor qu'il aura prise, en vertu de son permis pendant la saison de chasse;

Tout officier autorisé à étamper et collecter la royauté sur ces peaux devra détacher ces coupons lorsque les peaux auront été estampées, et les retourner au département, en même temps que l'argent collecté de la royauté, et devra faire rapport de la quantité de peaux prises par chaque Indien.

2. Il est défendu à toute personne d'avoir en sa possession les peaux ou aucune partie du castor, durant la saison de prohibition, excepté sous l'autorité d'un permis dont il est fait mention au paragraphe précédent et durant la saison permise, les marchands de fourrure licenciés et les tanneurs ne pourront avoir aucune peau de castor si elles ne sont estampées ou si à chacune d'elles n'est attaché un coupon portant le numéro de la licence émise par le Ministre en faveur de l'Indien autorisé à trapper, chasser ou prendre des castors;

3. Il est défendu, en tout temps, de briser ou défaire, d'aucune façon, les huttes de castor ou de tendre des pièges à moins de vingt pieds de distance de ces huttes;

4. Il est défendu, en tout temps, à tous les Indiens qui ne résident pas depuis douze mois consécutifs dans cette partie de la Province située au nord de la ligne, telle que décrite au paragraphe 1, d'avoir en leur possession des peaux de castor ou aucune partie d'icelui excepté sous l'autorité d'un permis spécial émis par le Ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries;

5. Toute personne qui enfreint ou aide une autre à enfreindre les présents règlements est passible, en outre de la confiscation des peaux et du paiement des frais, de l'amende telle que prévue à l'article 57, chapitre 86 des Statuts refondus de Québec, 1925.

Certifié,
Le greffier du Conseil exécutif,
A. MORISSET.

6527-o

of the beaver skins caught by him under his permit, during the hunting season;

Every officer authorized to stamp and collect the royalty on the said skins must detach the said coupons once the skins have been stamped, and return same to the Department, with the money collected from the royalty, and must make a report of the quantity of skins caught by each Indian;

2. No one shall have in his possession skins or any part of a beaver, during the closed season, except under the authority of a permit as mentioned in the preceding paragraph and during the open season, licensed fur merchants and tanners are not allowed to have any beaver skins if they are not stamped or if a coupon is not attached to each skin bearing the number of the license issued by the Minister in favour of the Indian authorized to trap, hunt or catch beaver;

3. It is forbidden, at all times, to break or demolish, in any manner the beaver lodges, or to set traps within less than twenty feet of the said lodges;

4. It is forbidden, at all times, to the Indians who have not resided for twelve consecutive months in the said part of the Province situate North of the line, as described in paragraph 1, to have in their possession beaver skins or any part thereof except under the authority of a special permit issued by the Minister of Colonization, Game and Fisheries;

5. Every person contravening or helping another to contravene the present by-laws is liable, in addition to the confiscation of the skins and the payment of costs, to the fine prescribed in article 57, chapter 86 of the Revised Statutes of Quebec, 1925.

Certifié,
A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

6528

VENTES PAR LE SHÉRIF ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

No 117600. } HENRY - GIFFARD BICKS
et al., de Montréal, deman-
deurs; vs MABELL MINES, LIMITED, de
Montréal, défenderesse, à savoir:

Comme appartenant à la dite défenderesse, les droits sur les claims miniers du canton Clericy, compris dans les licences numéros 4749, 2631 et 2634, les droits sur les claims miniers du canton Vauquelin, compris dans la licence numéro 6911 et les droits sur les claims miniers du canton Louvicourt, compris dans la licence numéro 6912. Le tout dans le district d'Abitibi, lesquels droits, seront vendus au bureau d'enregistrement d'Abitibi, à Amos, MARDI, le DIX-NEUVIEME jour de DECEMBRE 1933, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,
Amos, 16 novembre 1933.
[Première publication, le 18 novembre 1933]

Le shérif,
J.-U. DUMONT.
6521-46-2-o

SHERIFF'S SALES ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Superior Court.—District of Montreal.

No. 117600. } HENRY GIFFARD BICKS
et al., of Montreal, plaintiffs;
vs MABELL MINES, LIMITED, of Montreal,
defendant, to wit:

As belonging to the said defendant, the rights on the mining claims of the Township of Clericy, comprised in the licenses numbers 4749, 2631 and 2634, the rights on the mining claims of the Township of Vauquelin, comprised in the license number 6911 and the rights on the mining claims of the Township of Louvicourt, comprised in the license number 6912. The whole in the District of Abitibi, said rights to be sold at the Registry Office of Abitibi, at Amos, on TUESDAY, the NINETEENTH day of DECEMBER, 1933, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,
Sheriff's Office,
Amos, November 16, 1933.
[First publication, November 18th, 1933]

6522-46-2

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: { DAME CAROLINE
No 924. { DEMERS, deman-
deresse; vs ALEXANDRE MARTEL et LOUIS
LAFRANCE, défendeurs.

1. Comme appartenant aux défendeurs Alexan-
dre Martel et Louis Lafrance:

Une terre située dans la paroisse de Saint-
Félix de Kingsey, connue et désignée comme
étant le lot numéro quatorze-B du septième
rang du cadastre officiel du canton de Kingsey,
comté de Drummond—avec toutes les bâtisses
y érigées;

2. Comme appartenant au défendeur Alexan-
dre Martel:

Le lot numéro seize-B, du neuvième rang du
cadastre officiel ci-dessus mentionné, contenant
environ soixante et six acres en superficie, circon-
stances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale
de Saint-Félix de Kingsey, le TRENTIEME
jour de NOVEMBRE 1933, à DIX heures de
l'avant-midi.

Le shérif,
J.-E. GIROUARD.
Bureau du shérif,
Arthabaska, 25 octobre 1933.
[Première publication, 28 octobre, 1933]
6135—43—2—o

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: { DAME CAROLINE
No. 924. { DEMERS, plain-
tiff; vs ALEXANDRE MARTEL and LOUIS
LAFRANCE, defendants.

1. As belonging to both defendants:

A piece of land situated in the parish of Saint
Félix de Kingsey, known and designated as being
the lot No. 14-B of the 7th range of the official
plan and book of reference for the township of
Kingsey—with the buildings thereon erected.

2. As belonging to the defendant, Alexandre
Martel:

The lot No. 16-B, of the 9th range of the offi-
cial plan above mentioned containing about 66
acres in superficies, circumstances and depen-
dencies.

To be sold at the parochial church door of
Saint Félix de Kingsey, on the THIRTIETH
day of NOVEMBER 1933, at TEN o'clock
in the forenoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's Office,
Arthabaska, October 25, 1933.
[First publication, October 28th., 1933]
6136—43—2—o

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: { ETIENNE LACOURCIE-
No 13821. { RE, demandeur; contre
JOSEPH CHAMPAGNE, défendeur.

Avis public est par le présent donné que la
vente des immeubles saisis en la présente cause,
qui devait avoir lieu à dix heures de l'avant-midi,
le quatorze septembre 1933, à la porte de l'église
de la paroisse de Saint-Victor, aura lieu le DIX-
NEUVIEME jour de DECEMBRE 1933, au
même endroit.

Le shérif,
GUSTAVE GARANT.
Bureau du shérif,
Saint-Joseph, Beauce, 10 novembre 1933.
6449—o

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: { ETIENNE LACOURCIE-
No. 13821. { RE, plaintiff; against
JOSEPH CHAMPAGNE, defendant.

Public notice is hereby given that the sale of
the immovables seized in the present cause,
which was to have taken place at ten o'clock in the
forenoon on the fourteenth of September, 1933,
at the church door of the parish of Saint Victor,
will be held on the NINETEENTH day of
DECEMBER, 1933, at the same place.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's Office,
Saint Joseph, Beauce, November 10, 1933.
6450

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: { DAME EDMIRE DE-
No 13690. { VEAULT, deman-
deresse; contre JOSEPH BADEAU, défendeur.

L'immeuble portant le numéro quinze (15) du
deuxième rang (2ième rang) sur les plan et livre
de renvoi officiels du canton de Ditchfield—avec
bâtisses et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
paroisse de Sainte-Agnès du Lac Mégantic, le
TRENTIEME jour de NOVEMBRE prochain,
1933, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
GUSTAVE GARANT.
Bureau du shérif,
Saint-Joseph Beauce, 18 octobre 1933.
[Première publication, le 28 octobre 1933]
6059—43—2—o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: { DAME EDMIRE DE-
No. 13690. { VEAULT, plaintiff;
against JOSEPH BADEAU, defendant.

That immovable bearing number fifteen (15)
in the second range (2nd range), on the official
plan and book of reference for the township of
Ditchfield—with buildings and dependencies.

To be sold at the church door of the parish
of Sainte Agnès du Lac Mégantic, on the THIR-
TIETH day of NOVEMBER next, 1933, at
ELEVEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's Office,
Saint Joseph Beauce, October 18, 1933.
[First publication, October 28th., 1933]
6060—43—2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } **ROGER POULIN**, de-
No 13873. } mandeur; contre **ADE-
LARD TARDIF**, défendeur.

1. Le lot numéro dix-neuf-A et un arpent de largeur sur le lot numéro dix-huit-B (19-A et 18-B) du cadastre officiel pour le dixième rang du canton Adstock, borné comme suit: des deux bouts aux lignes rectangulaires du dit rang, d'un côté au terrain de Napoléon Mathieu, père, et de l'autre côté à celui de Napoléon Mathieu, fils—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le comté de Beauce, comme faisant partie du lot numéro dix-sept (17) dans le rang dix du canton d'Adstock, cette dite terre étant les quatre arpents, plus ou moins, en largeur du côté sud du dit lot numéro dix-sept, sur toute la profondeur du lot, et ainsi borné: En front au chemin public, en arrière par les terres du neuvième rang, d'un côté par Joseph Bolduc, du côté nord, et de l'autre côté par Adolphe Gilbert—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

3. Les droits et prétentions que le défendeur a sur la demie nord du lot numéro dix-neuf (1/2 nord-19) du cadastre officiel pour le rang cinq du canton Adstock—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Méthode d'Adstock, le VINGT-NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain 1933, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, **GUSTAVE GARANT**,
Saint-Joseph, Beauce, 23 octobre 1933.

[Première publication, le 28 octobre 1933]

6061—43-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } **ROGER POULIN**, plain-
No. 13873. } tiff; against **ADE-
LARD TARDIF**, defendant.

1. Lot number nineteen-A and one arpent in width on lot number eighteen B (19-A and 18-B), of the official cadastre for the tenth range of the township of Adstock, bounded as follows: at both ends by the rectangular lines of said range, on one side by the land of Napoléon Mathieu, Sr., and on the other side by that of Napoléon Mathieu, Jr.—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A farm known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the county of Beauce, as forming part of lot number seventeen (17) in range ten of the township of Adstock, the said farm being the four arpents, more or less, in width, on the South side, of said lot number seventeen, by the whole depth of the lot, and bounded as follows: In front by the public road, in rear, by the lands of the ninth range; on one side by Joseph Bolduc, on the North side and the other side by Adolphe Gilbert—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. The rights and pretensions which the defendant has on the Northern half of lot number nineteen (North 1/2-19) of the official cadastre for range five of the township of Adstock—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Méthode d'Adstock, on the TWENTY NINTH day of NOVEMBER next, 1933, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,

Sheriff's Office, **Sheriff.**
Saint Joseph Beauce, October 23, 1933.

[First publication, October 28th, 1933]

6062—43-2

BEAUHARNOIS

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.

Province de Québec, } **LES** COMMIS-
District de Beauharnois, } **SAIRES D'É-**
No 3229. } **COLES** dans et pour

la Municipalité du canton de Godmanchester, demandeurs; vs **WILFRID KIERNAN et al.**, défendeurs.

Saisir comme appartenant aux dits défendeurs, savoir:

Une terre sise et située dans le canton de Godmanchester, connue et désignée sous le numéro officiel 11 du dit canton—avec les bâties dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Huntingdon, comté de Huntingdon, district de Beauharnois, VENDREDI, le VINGT-DEUXIEME jour de DECEMBRE 1933, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, **DOMINA CREPIN**,
Salaberry de Valleyfield, ce huitième jour de novembre 1933.

[Première publication, le 18 novembre 1933]

6451—46-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.

Province of Quebec, } **THE** SCHOOL
District of Beauharnois, } **COMMISSION-**
No. 3229. } **ERS** in and for the

Municipality of the Township of Godmanchester, plaintiffs; vs **WILFRID KIERNAN et al.**, defendants.

Seized as belonging to said defendants, to wit:

A farm being and situate in the Township of Godmanchester, known and designated under official number 11 of said township—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Huntingdon, County of Huntingdon, district of Beauharnois, on FRIDAY, the TWENTY SECOND day of DECEMBER, 1933, at TWO o'clock in the afternoon.

DOMINA CREPIN,

Sheriff's Office, **Sheriff.**
Salaberry de Valleyfield, this eighth day of November, 1933.

[First publication, November 18th, 1933]

6452—46-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } LUCIEN DAN-
 District de Beauharnois, } DURAND *et al.*,
 No 6933. } demandeurs; vs J.-
 ARMAND BENOIT, défendeur; et PAMPHILE
 LAPLANTE, *es-qualité*, mis-en-cause.

Saisir comme appartenant au dit défendeur,
 savoir:

Le lot de terre No quarante-trois (43) de la
 subdivision du lot No huit cent quarante-deux
 (842) des plan et livre de renvoi officiels de la
 ville de Salaberry de Valleyfield—avec les bâtisses
 dessus construites.

Pour être vendu au bureau du shérif, dans le
 Palais de Justice, en la cité de Salaberry de Valley-
 field, VENDREDI, le VINGT-DEUXIEME
 jour de DECEMBRE, à DIX heures de l'avant-
 midi.

Bureau du shérif, DOMINA CREPIN,
 Salaberry de Valleyfield, ce huitième jour de
 novembre 1933.

[Première publication, le 18 novembre 1933]
 6453—46-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Magistrat.

Province de Québec, } DAME MARTI-
 District de Beauharnois, } NE BERGE-
 No 3277. } VIN, demanderesse;
 vs DOLAR SAUVÉ, *es-qualité*, défendeur.

Saisir comme appartenant au dit défendeur,
 savoir:

La moitié indivise d'un emplacement consistant
 dans le lot de terre connu et désigné sous le
 numéro six cent cinquante et un (651) des plan
 et livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry-
 de-Valleyfield, ayant front sur la rue Sainte-Mar-
 guerite mesurant environ 50 pieds de largeur
 plus ou moins—avec les bâtisses dessus construi-
 tes.

Pour être vendue au bureau du shérif, dans le
 Palais de Justice, en la cité de Salaberry-de-
 Valleyfield, JEUDI, le TRENTIEME jour de
 NOVEMBRE 1933, à DIX heures de l'avant-
 midi.

Bureau du shérif, DOMINA CREPIN,
 Salaberry-de-Valleyfield, ce vingt-troisième
 jour d'octobre 1933.

[Première publication, le 28 octobre 1933]
 6063—43-2-o

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, } LA CAISSE POPU-
 Province de Québec, } LAIRE DE WA-
 District de Bedford, } TERLOO, demande-
 Cour Supérieure, } resse; vs JOSEPH LAN-
 No 766. } GEVIN, défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

Un certain terrain connu comme étant le lot
 numéro cent (100), du cadastre officiel du Canton
 de Roxton, district de Bedford, de la contenance
 qu'il peut avoir—avec les bâtisses dessus et décrit
 comme suit: de forme irrégulière, formant partie
 du lot numéro 28 du deuxième rang de l'arpen-
 tage primitif du Canton de Roxton, borné au
 nord par le chemin de ligne entre ce lot et les lots
 Nos 146 et 147, au sud par le No 53, à l'est par la
 grande ligne du Canton d'Ely, et à l'ouest par le

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } LUCIEN DANDU-
 District of Beauharnois, } RAND *et al.*,
 No. 6933. } plaintiffs; vs J.
 ARMAND BENOIT, defendant; and PAM-
 PHILE LAPLANTE, *es-qualité*, mis-en-cause.

Seized as belonging to the said defendant, to
 wit:

That lot of land number forty three (43) of the
 subdivision of lot number eight hundred and forty
 two (842) on the official plan and book of reference
 for the Town of Salaberry de Valleyfield—with
 the buildings thereon erected.

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court
 House, in the City of Salaberry de Valleyfield,
 on FRIDAY, the TWENTY SECOND day
 of DECEMBER, at TEN o'clock in the fore-
 noon.

Sheriff's Office, DOMINA CREPIN,
 Salaberry de Valleyfield, this eighth day of
 November, 1933.

[First publication, November 18th, 1933]
 6454—46-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Magistrate's Court.

Province of Quebec, } DAME MARTI-
 District of Beauharnois, } NE BERGE-
 No. 3277. } VIN, plaintiff; vs
 DOLAR SAUVÉ, *es-qualité*, defendant.

Seized as belonging the said defendant, to wit:

The undivided half of an emplacement consisting
 in the lot of land known and designated under
 number six hundred and fifty one (651) of the
 official plan and book of reference for the town
 of Salaberry de Valleyfield, fronting on Sainte
 Marguerite street, measuring about 50 feet in
 width, more or less—with the buildings thereon
 erected.

To be sold at the sheriff's office, in the Court
 House, of the city of Salaberry de Valleyfield, on
 THURSDAY, the THIRTIETH day of NOV-
 EMBER, 1933, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, DOMINA CREPIN,
 Salaberry de Valleyfield, this twenty third
 day of October, 1933.

[First publication, October 28th., 1933]
 6064—43-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, } LA CAISSE POPU-
 Province of Quebec, } LAIRE DE WA-
 District of Bedford, } TERLOO, plaintiff; vs
 Superior Court, } JOSEPH LANGEVIN,
 No. 766. } defendant.

As belonging to the defendant.

A certain lot of land known as being lot number
 one hundred (100) of the official cadastre for
 the township of Roxton, district of Bedford,
 whatever the contents may be—with the build-
 ings thereon erected and described as follows:
 of irregular figure, forming part of lot number 28
 of the second range of the original survey of the
 township of Roxton, bounded on the North by
 the line road between the said lot and lots Nos.
 146 and 147, on the South by No. 53, on the East

No 99, et contenant cent quarante et une acres et soixante-sept centièmes en superficie.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joachim de Shefford, à Saint-Joachim de Shefford, dit district, le TRENTIEME jour de NOVEMBRE, 1933, à DIX heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,
Bureau du shérif, A.-C. JAMESON.
Sweetsburg, 19 octobre, 1933. 6065-43-2-o
[Première publication, 28 octobre, 1933]

by the "Grande Ligne" of the township of Ely, and on the West by No. 99, and containing one hundred and forty one acres and sixty seven hundredths in area.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Joachim de Shefford, at Saint Joachim de Shefford, said district, on the THIRTIETH day of NOVEMBER, 1933, at TEN o'clock in the forenoon.

A. C. JAMESON,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Sweetsburg, October 19, 1933. 6066-43-2
[First publication, October 28th., 1933]

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: } VICTOR CHABOT,
No 1722. } et PHILIPPE POTHIER,

tous deux avocats, des cité et district de Saint-Hyacinthe, et y ayant pratiqué ensemble leur profession d'avocat, sous les nom et raison légale de "Chabot et Pothier", distrayants; vs FERDINAND ROBERT, ci-devant hôtelier, de Saint-Jean-Baptiste de Rouville, district de Saint-Hyacinthe et maintenant de Saint-Grégoire-le-Grand, district d'Iberville, demandeur; et OSIAS CHABOT, de Saint-Jean-Baptiste de Rouville, district de Saint-Hyacinthe, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit demandeur:

Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand, bornée vers le nord-est par le lot numéro cent vingt-six (126), vers le sud-ouest par le lot numéro cent vingt-quatre (124), vers le nord-ouest par le chemin du Grand-Bois, et vers le sud-est par la ligne entre la deuxième et la troisième concession, mesurant en front, un arpent, neuf perches et demie, sur vingt-neuf arpents, huit perches et demie, contenant en superficie, cinquante-huit arpents et vingt perches, connue comme étant le lot numéro cent vingt-cinq (125) du cadastre de la paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand—avec bâtisses.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand, le DIX-NEUVIEME jour de DECEMBRE 1933, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ADELARD FORGET.
Saint-Jean, Qué., ce treizième jour de novembre 1933.
[Première publication, le 18 novembre 1933]
6465-46-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, Qué., à savoir: } EMILE MERIZ-
No 1568. } ZI, avocat; de

Napierville, district d'Iberville, demandeur; vs ERNEST PICARD, de la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, district d'Iberville, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur.

Une terre, connue et désignée sous le numéro six cent cinquante-sept (657) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, district d'Iberville, de la contenance de quatre arpents de largeur, par vingt-huit arpents de profondeur, plus ou moins—avec maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, district

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint Johns, to wit: } VICTOR CHABOT
No. 1722. } and PHILIPPE POTHIER,

both lawyers, of the City and District of Saint Hyacinthe, and having practised together their lawyers profession, under the name and legal firm of "Chabot et Pothier", distracting; vs FERDINAND ROBERT, heretofore, inn keeper, of Saint Jean Baptiste de Rouville, district of Saint Hyacinthe, and now of Saint Grégoire le Grand, district of Iberville, plaintiff; and OSIAS CHABOT, of Saint Jean Baptiste de Rouville, district of Saint Hyacinthe, defendant.

Seized as belonging to said plaintiff:

A farm lying and situated in the parish of Saint Grégoire le Grand, limited toward the North-East side, by lot number one hundred and twenty six (126), toward the South-West side, by lot number one hundred and twenty four (124), toward the North-West side, by the Grand Bois road, and toward the South-East side, by the line between the second and third concessions, measuring in front, one arpent, and nine perches and a half, by twenty nine arpents and eight perches and a half, containing in superficies, fifty eight arpents and twenty perches, known as being the lot one hundred and twenty five (125) of the cadastre of the parish of Saint Grégoire le Grand—with buildings.

To be sold at the church door of the parish of Saint Grégoire le Grand, the NINETEENTH day of DECEMBER, 1933, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADELARD FORGET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, Que., this thirteenth day of November, 1933.
[First publication, November 18th, 1933]
6466-46-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint Johns, Que., to wit: } EMILE MERIZ-
No. 1568. } ZI, lawyer, of

Napierville, district of Iberville, plaintiff; vs ERNEST PICARD, of the parish of Saint Bernard of Lacolle, district of Iberville, defendant.

Seized as belonging to the said defendant.

A farm, known and designated under the number (657) six hundred and fifty seven of the official plan and book of reference of the parish of Saint Bernard of Lacolle, district of Iberville, containing four arpents in width, by twenty eight arpents in depth, more or less—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Bernard of Lacolle, district of Iberville,

d'Iberville, le VINGT-NEUVIEME jour de NOVEMBRE 1933, à ONZE heures de l'avant-midi.

Un dépôt de (\$200.00) deux cents piastres sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Louis Cousineau, en date du sept février 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, ADÉLARD FORGET.
Saint-Jean, Qué., ce vingt-troisième jour d'octobre 1933.

[Première publication, le 28 octobre 1933]
5665—43-2-o

JOLIETTE

Cour de Magistrat à Laurentides.

Province de Québec, } LA CIE. D'ASSURAN-
District de Joliette, } CE MUTUELLE
No 50. } CONTRE LE FEU DE
LA PAROISSE DE SAINT-LIN, demanderesse;
vs MAJORIQUE LATENDRESSE, défendeur.

Un lopin de terre à distraire du numéro 358 (Pt. 358) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Lin, contenant un arpent et demi de front où il tient au chemin public, sur trois arpents de profondeur, et tenant aussi en front, au sud, au chemin public, à l'ouest à Hector Pelletier, No 359, au nord et à l'est à M. Wilfrid Morin, balance du No 358—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Lin, district de Joliette, le VINGT-HUITIEME jour du mois de NOVEMBRE 1933, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEORGE DES ROCHES.
Joliette, ce 20ième jour du mois d'octobre 1933.

[Première publication, le 28 octobre 1933]
6067—43-2-o

Cour Supérieure.

District de Joliette, } J.-BTE RENAUD, de-
No 4423. } mandeur; vs THÉO-
DORE LAFOND, défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Thomas, connue et désignée comme étant le lot numéro cinq cent soixante-trois (No 563) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Thomas—avec maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendues à la porte de l'église de Saint-Thomas, le TRENTIEME jour du mois de NOVEMBRE 1933, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEORGE DES ROCHES.
Joliette, ce 21ième jour du mois d'octobre 1933.

[Première publication, le 28 octobre 1933]
6071—43-2-o

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir: } MOISE BELAN-
No 4314. } GER, cultivateur,
de Saint-Aubert, comté de l'Islet, demandeur;

the TWENTY NINTH day of NOVEMBER next, 1933, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of (\$200.00) two hundred dollars shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Louis Cousineau, dated February 7, 1933.

ADÉLARD FORGET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, Que., this twenty third day of October, 1933.

[First publication, October 28th, 1933]
5666—43-2-o

JOLIETTE

Magistrate's Court at Laurentides.

Province of Quebec, } LA CIE. D'ASSURAN-
District of Joliette, } CE MUTUELLE
No 50. } CONTRE LE FEU DE
LA PAROISSE DE SAINT LIN, plaintiff; vs
MAJORIQUE LATENDRESSE, defendant.

A parcel of land to be deducted from number 358 (Pt. 358) on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Lin, measuring one and one half arpent in front, where it fronts on the public road, by three arpents in depth, and also bounded in front on the South, by the public road, on the West by Hector Pelletier, No. 359, on the North and East by Mr. Wilfrid Morin, residue of No. 358—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Lin, district of Joliette, on the TWENTY EIGHTH day of the month of NOVEMBER, 1933, at TEN o'clock in the forenoon.

GEORGE DES ROCHES,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, this 20th. day of the month of October, 1933.

[First publication, October 28th., 1933]
6068—43-2

Superior Court.

District of Joliette, } BTE RENAUD,
No. 4423. } J. plaintiff; vs THEO-
DORE LAFOND, defendant.

A farm situate in the parish of Saint Thomas, known and designated as being lot number five hundred and sixty three (No. 563) on the official cadastral plan and book of reference for the said parish of Saint Thomas—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Thomas, on the THIRTIETH day of the month of NOVEMBER, 1933, at TEN o'clock in the forenoon.

GEORGE DES ROCHES,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, this 21st. day of the month of October 1933.

[First publication, October 28th., 1933]
6072—43-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: } MOISE BELANGER,
No. 4314. } farmer, of Saint
Aubert, county of l'Islet, plaintiff; against AMÉ-

contre AMÉDÉE FORTIN, cultivateur, de Saint-Jean-Port-Joli, défendeur.

Une terre située sur le second rang de Saint-Jean Port-Joli, ayant deux arpents et demi de front sur la profondeur du rang, tenant est à Dame veuve Pierre Pelletier et ouest à Joseph Fortin—avec les constructions dessus érigées, appartenances et dépendances, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Jean-Port-Joli, sous le numéro cinq cent dix-neuf (519).

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean-Port-Joli, MARDI, le DIX-NEUVIÈME jour du mois de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-C. LISLOIS.
Montmagny, 13 novembre, 1933.
[Première publication, 18 novembre, 1933]
6455—46—2-o

DÉE FORTIN, farmer, of Saint Jean Port Joli, defendant.

A farm situate in the second range of Saint Jean Port Joli, measuring two and one half arpents in front by the depth of the range, bounded on the East by Dame widow Pierre Pelletier, and on the West by Joseph Fortin—with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Jean Port Joli, under number five hundred and nineteen (519).

To be sold at the parochial church door of Saint Jean Port Joli, on TUESDAY, the NINETEENTH day of the month of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. C. LISLOIS,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, November 13, 1933.
[First publication, November 18th., 1933]
6456—46—2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure de Québec.

Montmagny, à savoir: } NAPOLEON GOD-
No 25615. } BOUT, de Saint-
Nérée, dans le comté de Bellechasse, deman-
deur; contre GEORGES ASSELIN, du même
lieu, cultivateur, défendeur.

Le lot de terre connu au cadastre officiel de Saint Lazare, paroisse de Saint Nérée, sous le numéro six cent soixante et quatorze (674).

Le lot de terre connu au cadastre officiel de Saint-Lazare, paroisse de Saint-Nérée, sous le numéro six cent soixante et quinze (675).

Le lot de terre connu au cadastre officiel de Saint Lazare, paroisse de Saint-Nérée, sous le numéro six cent soixante et seize (676).

Avec bâtisses dessus érigées circonstances et dépendances.

Pour être vendus en un seul lot (en bloc), à la porte de l'église de Saint-Nérée, LUNDI, le VINGT-SEPTIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain (1933), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-C. LISLOIS.
Montmagny, 25 octobre 1933. 6073—43—2-o
[Première publication, le 28 octobre 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court of Quebec.

Montmagny, to wit: } NAPOLEON GOD-
No. 25615. } BOUT, of Saint
Nérée, in the county of Bellechasse, plaintiff;
against GEORGES ASSELIN, of the same place,
farmer, defendant.

That lot of land known on the official cadastre for Saint Lazare, parish of Saint Nérée, under number six hundred and seventy four (674).

That lot of land known on the official cadastre for Saint Lazare, parish of Saint Nérée, under number six hundred and seventy five (675).

That lot of land known on the official cadastre for Saint Lazare, parish of Saint Nérée, under number six hundred and seventy six (676).

With buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold as one single lot ("en bloc") at the church door of Saint Nérée, on MONDAY, the TWENTY SEVENTH day of the month of NOVEMBER next, (1933), at TEN o'clock in the forenoon.

J. C. LISLOIS,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, October 25, 1933. 6074—43—2
[First publication, October 28th, 1933]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } PHILIAS CHAR-
No 121396. } TRAND, deman-
deur; vs DAME JOSÉPHINE CHARTRAND,
épouse séparée de biens de Félix Clermont, due-
ment autorisée par son dit époux, défenderesse;
et RENÉ CHARTRAND, curateur au délaissement.

Un emplacement situé dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro mille quatre-vingt-dix-huit de la subdivision officielle du lot numéro quinze (15-1098) aux plan et livre de renvoi officiels du village Saint-Jean-Baptiste, dans le comté d'Hochelaga—avec les bâtisses dessus érigées ayant front sur l'avenue Laval.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT ET UNIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } PHILIAS CHARTRAND,
No. B-121396. } plaintiff; vs DAME JO-
SEPHINE CHARTRAND, wife separate as to
property of Felix Clermont, duly authorized by
her said husband, defendant; and RENÉ CHAR-
TRAND, curator to the surrender.

An emplacement situate in Saint Jean Baptiste ward of the city of Montreal, known and designated under number ten hundred and ninety eight of the official subdivision of lot number fifteen (15-1098) of the official plan and book of reference for the village of Saint Jean Baptiste, in the county of Hochelaga—with the buildings thereon erected fronting on Laval Avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

MONTREAL

Un dépôt de \$530.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. Juge Surveyer, daté le 4 novembre 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 14 novembre, 1933.
[Première publication, 18 novembre, 1933]
6473-46-2-o

A deposit of \$530.00 will be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated November 4, 1933.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, November 14, 1933.
[First publication, November 18th., 1933]
6474-46-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { LES COMMISSAIRES
No 24178. { L'ÉCOLE pour la
municipalité scolaire de Saint-Léon de West-
mount, demandeurs; vs DAME ALICE-MAUD
REDMOND, veuve de Patrick-Thomas McGold-
rick, défenderesse.

Un emplacement borné en front par la rue Claremont en la cité de Westmount, composé du lot numéro deux de la resubdivision du lot "B" de la resubdivision du lot numéro vingt et un, de la subdivision du lot numéro deux cent huit (208-21-B-2), du lot numéro deux de la resubdivision du lot "B" de la resubdivision du lot numéro vingt-deux de la subdivision du lot numéro deux cent huit (208-22-B-2) et du lot numéro un de la resubdivision du lot numéro vingt-neuf de la subdivision du lot numéro deux cent huit (208-29-1) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT ET UNIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$505.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'hon. Juge Surveyer, daté le 31ème jour d'octobre 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 14 novembre 1933.
[Première publication, 18 novembre, 1933]
6475-46-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { THE SCHOOL COM-
No. 24178. { MISSIONERS of
the school municipality of Saint Leon de West-
mount, plaintiffs; vs DAME ALICE MAUD
REDMOND, widow of Patrick Thomas McGold-
rick, defendant.

An emplacement bounded in front by Claremont street in the city of Westmount, composed of lot number two of the resubdivision of lot "B" of the resubdivision of lot number twenty one of the subdivision of lot number two hundred and eight (208-21-B-2), of lot number two of the resubdivision of lot "B" of the resubdivision of lot number twenty two of the subdivision of lot number two hundred and eight (208-22-B-2) and of lot number one of the resubdivision of lot number twenty nine of the subdivision of lot number two hundred and eight (208-29-1) of the official cadastral plan and book of reference for the parish of Montreal—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$505.00 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated the 31st day of October, 1933.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, November 14, 1933.
[First publication, November 18th., 1933]
6476-46-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { DAME ANGELINA
No B-121375. { DUMOUCHEL,
épouse contractuellement séparée de biens de Joseph-Alfred Julien, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, demanderesse; vs ALEXANDRE MAGEAU, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la 14e avenue, à Rosemont, en la cité de Montréal—avec maison et autres bâtisses y érigées, portant les numéros civiques 5663 à 5667 de ladite 14e avenue, Rosemont, Montréal, composé:

a) De la partie nord-ouest du lot numéro six cent quinze de la subdivision officielle du lot originaire cent soixante-dix-sept (No 177-Pt. N. O. 615) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Visitation, contenant cette partie de lot, quinze pieds de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins et bornée: en front vers le sud-ouest par la 14e avenue, en arrière au nord-est par la ruelle 177-604, d'un côté au sud-est par le résidu dudit lot 177-615 et de l'autre côté au nord-ouest par la partie sud-est du lot 177-616 ci-après décrite, et

b) De la partie sud-est du lot numéro six cent seize de la subdivision officielle du lot originaire cent soixante-dix-sept (No 177-Pt. S. E.-616) des plan et livre de renvoi officiels susdits, contenant

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { DAME ANGELINA
No. B-121375. { DUMOUCHEL,
wife separate as to property by marriage contract of Joseph Alfred Julien, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, plaintiff; vs ALEXANDRE MAGEAU, defendant.

An emplacement fronting on 14th Avenue, at Rosemont, in the City of Montreal—with a house and other buildings thereon erected, bearing civic numbers 5663 to 5667 of the said 14th Avenue, Rosemont, Montreal, composed of:

a) The Northwest part of lot number six hundred and fifteen of the official subdivision of original lot one hundred and seventy seven (No. 177-N. W.-Pt. 615) of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Visitation, the said part of lot measuring fifteen feet in width by seventy five feet in depth, English measure, and more or less and bounded: in front on the Southwest by 14th Avenue, in rear on the Northeast by the lane 177-604, on one side to the Southeast by the residue of said lot 177-615 and on the other side to the Northwest by the Southeast part of lot 177-616 hereinafter described, and

b) Of the Southeast part of lot number six hundred and sixteen of the official subdivision of original lot number one hundred and seventy seven (No. 177-S. E.-Pt. 616) of the aforesaid offi-

cette partie de lot, quinze pieds de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée: en front vers le sud-est par la 14e avenue, en arrière vers le nord-est par la ruelle 177-604, d'un côté au sud-est par la partie nord-ouest du lot 177-615 ci-dessus décrite et de l'autre côté au nord-ouest par le résidu du dit lot No 177-616.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT ET UNIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 14 novembre 1933. 6477-46-2-o
[Première publication, le 18 novembre 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: { WENCESLAS GAU-
No A-120374. } VI, tant en sa qua-
lité de chef de la communauté de biens existant
entre lui et son épouse que pour autoriser sa dite
épouse aux fins des présentes, et DAME AURO-
RE TREMBLAY, épouse commune en biens du
dit Wenceslas Gauvin, demandeurs; vs ROU-
VILLE-D. MESSIER, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Sicard, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro huit cent vingt-six de la subdivision officielle du lot numéro deux (2-826) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga—avec la maison y construite portant les nos 1454 et 1456 de la dite rue Sicard, et autres dépendances dessus érigées, avec tous droits et servitudes y attachés.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 14 novembre 1933.
[Première publication, le 18 novembre 1933]
6479-46-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: { NATHAN MENDELS-
No 122438. } SOHN, demandeur;
vs ARTHUR TAYLOR et al., défendeurs.
Comme appartenant à Arthur Taylor, l'un des
défendeurs en cette cause.

Un emplacement connu et désigné comme étant les subdivisions numéro deux cent quatorze (214) et la ré-subdivision un de la subdivision deux cent quinze du lot originaire du numéro quatorze (14-214, 215-1) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec les bâtisses sus-érigées, portant les numéros civiques 256-258, Boulevard Saint-Joseph, ouest, en la cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 14 novembre 1933.
[Première publication, 18 novembre, 1933]
6481-46-2

cial plan and book of reference, said part of lot measuring fifteen feet in width by seventy five feet in depth, English measure and more or less and bounded: in front on the Southeast by 14th Avenue, in rear to the Northeast by the lane 177-604, on one side to the Southeast by the Northwest part of lot 177-615 hereinabove described and on the other side to the Northwest by the residue of said lot No. 177-616.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY FIRST day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, November 14, 1933. 6478-46-2
[First publication, November 18th, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: { WENCESLAS GAU-
No. A-120374. } VI, both in his
quality of head of the community of property
existing between him and his wife and to author-
ize his said wife for the purposes hereof, and
DAME AURORE TREMBLAY, wife common
as to property of the said Wenceslas Gauvin,
plaintiffs; vs ROUVILLE D. MESSIER, defend-
ant.

An emplacement fronting on Sicard Street, in the city of Montreal, known and designated under number eight hundred and twenty six of the official subdivision of lot number two (2-826) on the official plan and book of reference for the incorporated Village of Hochelaga—with the house thereon erected, bearing nos. 1454 and 1456 of said Sicard Street and other dependen-
cies thereon erected, with all rights and servitu-
des attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of DECEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, November 14th., 1933.
[First publication, November 18th., 1933]
6480-46-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: { NATHAN MENDELS-
No. 122438. } SOHN, plaintiff; vs
ARTHUR TAYLOR et al., defendants.
As belonging to Arthur Taylor, one of the
defendants herein.

An emplacement known and designated as being subdivisions number two hundred and fourteen (214) and resubdivision one of subdivision two hundred and fifteen of the original lot number fourteen (14-214, 215-1) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis—with the building thereon erected bearing civic Nos. 256-258 Saint Joseph Boulevard West, in the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, November 14th, 1933.
[First publication, November 18th., 1933]
6482-46-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **PEOPLE'S THRIFT & INVESTMENT COMPANY**, demanderesse; vs **DAME EMILIA LENOIR**, épouse commune en biens de Armand Aubry, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défenderesse.

Un immeuble ayant front sur la rue Delinelle dans le quartier Saint-Henri, dans la cité de Montréal, et composé de deux lots de terre connus et désignés sous les Nos 59 et 60 de la subdivision officielle du lot 1707 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant chacun 24 pieds de largeur par 184 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec maisons et bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, **OMER LAPIERRE**.
Montréal, 14 novembre 1933.
[Première publication, 18 novembre, 1933]
6483—46-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **THE COMMERCIAL LOAN CO., LTD.**, demanderesse; vs **G. M. PRICE**, défendeur.

Un emplacement situé en la cité de Montréal, ayant front sur l'avenue Beaconsfield, connu et désigné comme étant le lot numéro quatre-vingt-seize de la subdivision du lot originaire numéro cent soixante-quatre (164-96) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec bâtisses dessus construites.

Avec toutes les servitudes actives et passives attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$700.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, en date du 6 novembre 1933.

Bureau du shérif, **OMER LAPIERRE**.
Montréal, le 14 novembre 1933.
[Première publication, le 18 novembre 1933]
6485—46-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA**, demanderesse; vs **AIMÉ AMIOT**, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la Sixième Avenue, en la cité de Verdun, mesurant quarante pieds en largeur par quatre-vingt-treize pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison portant les numéros civiques 693-695-697-699-701 et 703 de la dite Sixième Avenue, dont les deux murs de pignon sont mitoyens, et autres édifices sus-érigés et avec le droit de passage en commun avec tous les autres dans la ruelle conduisant au dit emplacement, lequel emplacement est composé:

1. De la partie nord-ouest de la subdivision numéro quatre cent sept, du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante et onze (4671-Ptie

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **PEOPLE'S THRIFT & INVESTMENT COMPANY**, plaintiff; vs **DAME EMILIA LENOIR**, wife common as to property of Armand Aubry, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, defendant.

An immovable fronting on Delinelle street, in Saint Henri Ward, in the city of Montreal, and composed of two lots of land known and designated under Nos. 59 and 60 of the official subdivision of lot 1707 of the official plan and book of reference for the parish of Montreal, each measuring 24 feet in width by 184 feet in depth, English measure, more or less—with the houses and buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, **OMER LAPIERRE**, Sheriff.
Montreal, November 14, 1933.
[First publication, November 18th., 1933]
6484—46-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE COMMERCIAL LOAN CO., LTD.**, plaintiff; vs **G. M. PRICE**, defendant.

An emplacement situate in the city of Montreal, fronting on Beaconsfield Avenue, known and designated as being lot number ninety six of the subdivision of original lot number one hundred and sixty four (164-96) of the official plan and book of reference for the Municipality of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected.

With all the active and passive servitudes attached to the said immovable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$700.00 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated November 6th., 1933.

Sheriff's Office, **OMER LAPIERRE**, Sheriff.
Montreal, November 14th., 1933.
[First publication, November 18th., 1933]
6486—46-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA**, plaintiff; vs **AIMÉ AMIOT**, defendant.

An emplacement fronting on Sixth Avenue, in the City of Verdun, measuring forty feet in width by ninety three feet in depth, English measure and more or less—with a house bearing the civic numbers 693-695-697-699-701 and 703 of the said Sixth Avenue, whereof both gable walls are mitoyens, and other buildings thereon erected, and with the right of passage in common with all others in the lane leading to the said emplacement, which said emplacement is composed:

1. Of the Northwest part of subdivision number four hundred and seven of the original lot number four thousand six hundred and seventy

N. O.-407) aux plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant dix pieds en largeur par quatre-vingt-treize pieds en profondeur, et bornée en front par la dite Sixième Avenue, en arrière par une ruelle, au nord-ouest par le lot No 4671-408 ci-après décrit et au sud-est par le résidu du dit lot No 4671-407;

2. De la subdivision numéro quatre cent huit du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante et onze (4671-408) des dits plan et livre de renvoi officiels, mesurant vingt-cinq pieds en largeur par quatre-vingt-treize pieds en profondeur;

3. De la partie sud-est de la subdivision numéro quatre cent neuf du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante et onze (4671-Ptie S. E.-409) aux plan et livre de renvoi officiels susdits, mesurant cinq pieds en largeur par quatre-vingt-treize pieds en profondeur, et bornée en front par la dite Sixième Avenue, en arrière par une ruelle, au nord-ouest par le résidu du dit lot No 4671-409 et au sud-est par le lot No 4671-408 ci-dessus décrit.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT ET UNIÈME jour de DÉCEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$1,205.00 sera exigé de tout offrand ou enchérisseur suivant jugement de l'hon. Juge Curran, en date du 13ème jour de novembre 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 14 novembre 1933. 6487-46-2
[Première publication, le 18 novembre 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITÉ D'OUTRE-
No 34356. } MONT, demanderesse; vs JOSEPH - PHILIBERT - ROCH DROUIN, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Durocher, en la cité d'Outremont, connu et désigné comme étant la moitié nord-ouest du lot No 34 de la redivision du lot No 5 de la subdivision officielle du lot No 32 aux plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant 25 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; borné, ledit emplacement, en front au sud-ouest, par la rue Durocher, en arrière au nord-est par une ruelle, d'un côté au nord-ouest par le lot No 32-5-33 des dits plan et livre de renvoi officiels, et de l'autre côté au sud-est par le résidu ou moitié sud-est du dit lot No 32-5-34—avec bâtisses y érigées et droit de passage dans la ruelle en arrière en commun avec les autres y ayant droit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIÈME jour de DÉCEMBRE 1933, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 15 novembre 1933.
[Première publication, le 18 novembre 1933]
6505-46-2-o

Cour Supérieure.

Montréal, } DAME YVONNE LA-
Province de Québec, } ROSE et al., deman-
District de Montréal, } deresses; vs THE
No A-108703. } MOUNT ROYAL
BRICK CO., LTD. et al., défendeurs; et ARIS-
TIDE LAROSE, curateur au délaisement.

one (4671-N.W.-Pt. 407) on the official plan and book of reference of the Municipality of the parish of Montreal, measuring ten feet in width by ninety three feet in depth, and bounded in front by said Sixth Avenue, in rear by a lane, to the Northwest by the hereinafter described lot No. 4671-408 and to the Southeast by the remainder of said lot No. 4671-407;

2. Of subdivision number four hundred and eight of the original lot number four thousand six hundred and seventy one (4671-408) on the aforesaid official plan and book of reference, measuring twenty five feet in width by ninety three feet in depth;

3. Of the South-East part of subdivision number four hundred and nine of the original lot number four thousand six hundred and seventy one (4671-S. E.-Pt. 409) on the aforesaid official plan and book of reference measuring five feet in width by ninety three feet in depth and bounded in front by said Sixth Avenue, in rear by a lane, to the North-West by the remainder of said lot No. 4671-409 and to the Southeast by the hereinabove described lot No. 4671-408.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of DECEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$1,205.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Curran, dated the 13th of November, 1933.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, November 14, 1933. 6488-46-2-o
[First publication, November 18th, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF OUTRE-
No. 34356. } MONT, plaintiff; vs JOSEPH PHILIBERT ROCH DROUIN, defendant.

An immovable fronting on Durocher street, in the city of Outremont, known and designated as being the Northwestern half of lot No. 34, of the redivision of lot No. 5, of the official subdivision of lot No. 32 of the official plan and book of reference for the Municipality of the parish of Montreal, measuring 25 feet in width by 100 feet in depth, English measure and more or less; bounded, the said emplacement, in front on the Southwest by Durocher street, in rear on the Northeast by a lane, on the Northwest side by lot No. 32-5-33 of said official plan and book of reference, and on the other side to the Southeast by the residue or Southeastern half of said lot No. 32-5-34—with the buildings thereon erected and right of way in the lane in rear in common with the others having a right thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of DECEMBER, 1933, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, November 15th., 1933.
[First publication, November 18th., 1933]
6506-46-2

Superior Court.

Montréal, } DAME YVONNE LA-
Province of Québec, } ROSE et al., plain-
District of Montreal, } tiffs; vs THE MOUNT
No. A-108703. } ROYAL
LTD. et al., defendants; and ARISTIDE LA-
ROSE, curator to the surrender.

Une terre située en la paroisse de Varennes, ayant front sur le fleuve Saint-Laurent, contenant cent soixante-cinq arpents en superficie, plus ou moins, et étant connue sous le numéro cinquante-cinq (55) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Varennes, dans le comté de Verchères, circonstances et dépendances, à distraire de ladite terre:

1. La portion d'icelle appartenant à la Compagnie du Chemin de Fer "Quebec, Montreal & Southern", représentant la Compagnie du Chemin de Fer de Montréal et Sorel, mesurant une largeur de cinquante pieds sur une longueur d'environ mille quatre-vingt-dix-huit pieds, mesure anglaise (1098) formant une superficie totale d'un arpent et demi, mesure française, telle qu'occupée par la dite Compagnie de Chemin de Fer pour son chemin de fer;

2. Un emplacement contenant trois cents pieds de front sur le chemin public, par une profondeur de trois cents pieds, toutes mesures anglaises et borné en front par le chemin public, et de tous les autres côtés par le résidu de ladite terre—avec une maison et bâtisses en pierre sus-érigées. La ligne nord-est de l'emplacement présentement réservé se trouvant à une distance de cinquante pieds du côté nord-est de la maison de brique érigée sur l'emplacement présentement réservé.

3. Un emplacement tel que vendu par Louis Azarie Bousquet à Charles Gurd, le premier septembre mil neuf cent cinq, suivant acte enregistré sous le No 24513, d'une dimension de cinquante pieds de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur, borné au sud-est par la ligne de Chemin de Fer, et de tous les autres côtés par le résidu de ladite terre;

4. Un emplacement ayant appartenu ci-devant à Edward Barnard, contenant une largeur sur le chemin public d'environ un arpent par une profondeur d'environ deux arpents et demi, borné au sud-est par le chemin public et au sud-ouest par la ligne de division sud-ouest de la terre présentement vendue, du côté nord-est par l'emplacement réservé ci-après décrit et du côté nord-ouest par le résidu de ladite terre.

5. Un emplacement contenant une largeur d'environ deux arpents et demi par deux arpents et demi de profondeur, borné au sud-est par le chemin public; au sud-ouest par l'emplacement ci-dessus distrait au paragraphe 4 et du côté nord-est et du côté nord-ouest par le résidu de la dite terre.

Ce dernier emplacement appartenant ci-devant à la Cie des Sources de Varennes. Tous lesquels emplacements présentement distraits font partie dudit numéro officiel cinquante-cinq.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Varennes, le VINGT-DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 14 novembre 1933. 6507—46—2—o
[Première publication, le 18 novembre 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } DAME BERNADETTE
No C-122210. } BLONDIN, veuve
de Pierre Barrette, demanderesse; vs LOUIS
GERMAIN, défendeur.

Un immeuble portant les numéros civiques 8462 à 8466 de la rue DuBuisson, en la cité de Montréal et étant le numéro trois cent quatre-vingt-cinq de la subdivision du lot originaire numéro 397 (397-385) des plan et livre de renvoi

A farm situate in the parish of Varennes, fronting on the Saint Lawrence river, containing one hundred and sixty five arpents in area, more or less, and being known under number fifty five (55) of the official plan and book of reference of the parish of Varennes, in the county of Verchères, circumstances and dependencies, to be deducted from the said farm:

1. That portion thereof belonging to the Quebec, Montreal & Southern Railway Company, representing the Montreal and Sorel Railway Company, measuring in width fifty feet by a length of about ten hundred and ninety eight feet, English measure (1098), forming a total area of one arpent and one half, French measurement, as occupied by the said Railway Company for its line;

2. An emplacement measuring three hundred feet in front on the public road, by a depth of three hundred feet, all English measure and bounded in front by the public road, and on all the other sides by the residue of said farm—with a house and stone buildings thereon erected. The Northeastern line of the emplacement presently reserved being at a distance of fifty feet from the Northeast side of the brick house erected on the emplacement presently reserved.

3. An emplacement as sold by Louis Azarie Bousquet to Charles Gurd, on the first of September, nineteen hundred and five, according to deeds registered under No. 24513, measuring fifty feet in width by seventy five feet in depth, bounded on the Southeast by the railway line, and on all the other sides by the residue of said farm;

4. An emplacement heretofore belonging to Edward Barnard, measuring one arpent in width on the public road, by a depth of about two arpents and one half, bounded on the Southeast by the public road, and on the Southwest by the Southwestern division line of the farm presently sold, on the Northeast side by the reserved emplacement hereinafter described and on the Northwest side by the residue of said farm.

5. An emplacement measuring about two arpents and one half in width, by two arpents and one half in depth, bounded on the Southeast by the public road; on the Southwest by the hereinabove deducted emplacement in paragraph 4, and on the Northeast side and Northwest side by the residue of the said farm.

This last emplacement heretofore belonging to the Cie des Sources de Varennes.

All these emplacements presently deducted form part of said official number fifty five.

To be sold at the parochial church door of the parish of Varennes, on the TWENTY SECOND day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, November 14, 1933. 6508—46—2
[First publication, November 18th, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } DAME BERNADETTE
No. C-122210. } BLONDIN, widow
of Pierre Barrette, plaintiff; vs LOUIS GER-
MAIN, defendant.

An immovable bearing civic numbers 8462 to 8466 DuBuisson Street, in the City of Montreal, and being number three hundred and eighty five of the subdivision of original lot 397 (397-385) of the official plan and book of reference

officiels de la paroisse Longue-Pointe, comprenant: terrain et bâties et avec toutes les servitudes actives, passives, apparentes et occultes.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 24 octobre 1933. 6105—43-2-o
[Première publication, 28 octobre, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { **THE TRUST AND**
No E-124413. { **LOAN COMPANY**
OF CANADA, demanderesse; vs DAME LEA
MICHAUD, épouse judiciairement séparée de
biens de Jean M. Franc, et le dernier pour auto-
riser sa dite épouse aux fins des présentes, défen-
deresse; et JOHN ALFRED BIDDER MIL-
BOURNE, curateur au délaisement.

Un lot de terre situé dans le quartier Notre-Dame de Grâce, de la cité de Montréal, ayant front sur l'avenue Belgrave, connu et désigné sous le numéro quatre cent vingt-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante-dix (170-427) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins;

Avec un cottage en brique sus-érigé; et avec le droit de passage dans la ruelle bornant ledit lot, à sa profondeur, et dans la ruelle y communiquant.

Tel que le tout existe actuellement avec toutes les servitudes actives et passives attachées à la dite propriété, excepté la mitoyenneté du mur nord-ouest de ladite maison, le dit droit de mitoyenneté a été réservé par Wallace Havelock Robb, dans l'acte de vente consenti par lui à John Henry Hand, devant Mre John Fair, notaire, à Montréal, le Sième jour d'août 1918, enregistré à Hochelaga et Jacques-Cartier, sous le No 365025.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$650.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Curran, en date du 13 octobre 1933.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 24 octobre 1933. 6113—43-2
[Première publication, le 28 octobre 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { **THE UNITED THEO-**
No B-121453. { **LOGICAL COLLEGE**
OF CANADA, demanderesse; vs HARRY
MOORE LEMOINE, défendeur.

Ce certain emplacement ayant front sur l'avenue Wilson, dans le quartier Notre-Dame de Grâce, de la cité de Montréal, étant connu et désigné comme étant le lot numéro huit cent quatre-vingt-six, sur le plan de subdivision officiel du lot numéro cent soixante-quinze (175-886), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant trente pieds de largeur par quatre-vingt-quinze pieds de profondeur (30' x 95'), mesure anglaise et plus ou moins—avec la maison semi détachée à deux logements sus-érigée portant actuellement les numéros civiques 4325 et 4327 (autrefois Nos. 611 et 613) de ladite avenue Wilson, dont le mur

for the parish of Longue Pointe, comprising the land and buildings and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes.

To be sold at my office in the City of Montreal, on the TWENTY NINTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 24, 1933. 6106—43-2
[First publication, October 28th., 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { **THE TRUST AND**
No. E-124413. { **LOAN COMPANY**
OF CANADA, plaintiff; vs DAME LEA MI-
CHAUD, wife judicially separated as to property
of Jean M. Franc, and the latter to authorize his
said wife for the purposes hereof, defendant; and
JOHN ALFRED BIDDER MILBOURNE,
Curator to the surrender.

One lot of land situated in the Notre Dame de Grace Ward, of the city of Montreal, fronting on Belgrave Avenue, known and designated under number four hundred and twenty seven of the official subdivision of the original lot number one hundred and seventy (170-427), on the official plan and book of reference of the Municipality of the parish of Montreal, containing twenty five feet in width by eighty feet in depth, English measure and more or less;

With a solid brick cottage thereon erected; and with the right of way in the lane bounding the said lot to its depth, and in the lane communicating thereto.

As the whole now subsists, with all the active and passive servitudes attached to the said property, except the *mitoyenneté* in the North-West wall of the said house, said right of *mitoyenneté* was reserved by Wallace Havelock Robb in the Deed of Sale by him consented to John Henry Hand before Mre. John Fair, notary, at Montreal, the 8th of August, 1918, registered at Hochelaga and Jacques-Cartier, under No. 365025.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of NOVEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$650.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated October 13th, 1933.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 24th, 1933. 6114—43-2-o
[First publication, October 28th, 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { **THE UNITED THEOLO-**
No. B-121453. { **GICAL COLLEGE OF**
CANADA, plaintiff; vs HARRY MOORE LE-
MOINE, defendant.

That certain emplacement fronting on Wilson Avenue, in the Notre Dame de Grâce Ward of the city of Montreal, being known and designated as lot number eight hundred and eighty-six, upon the official subdivision plan of lot number one hundred and seventy five (No. 175-886), upon the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring thirty feet in width by ninety-five feet in depth (30' x 95') English measure and more or less—with the semi detached two flat house thereon erected now bearing civic Nos. 4325 and 4327 (formerly Nos. 611 and 613) of said Wilson Avenue, the North-west side wall whereof is

côté nord-ouest est mitoyen avec la propriété adjacente; et avec et sujet à un droit de passage en commun en faveur dudit emplacement et de ceux composés des lots numéros huit cent quatre-vingt-quatre et huit cent quatre-vingt-cinq, sur le plan de subdivision officiel dudit lot numéro cent soixante-quinze (175-884 et 175-885) sur cette certaine lisière de terre vacante et qui restera vacante de huit pieds de largeur par soixante-seize pieds de profondeur (8' x 76') de la dite avenue Wilson, mesure anglaise, telle lisière étant prise pour cinq pieds (5') de largeur de la partie extrême sud-est de la dite subdivision du lot numéro huit cent quatre-vingt-six (886) et pour le résidu trois pieds (3') de largeur de la partie extrême nord-ouest des dits lots de subdivision numéros huit cent quatre-vingt-quatre et huit cent quatre-vingt-cinq (175-884 et 175-885), et avec en plus le droit de vue sur la dite lisière de terre vacante en faveur dudit emplacement et de toutes bâtisses y érigées et à y être érigées.

Avec tous et aucun des droits, membres et appartenances y appartenant, sans exception ou réserve d'aucune sorte;

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$950.00 sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Curran, en date du vingt-quatrième jour d'octobre 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 24 octobre 1933.
[Première publication, 28 octobre, 1933]
6115-43-2

mitoyen with the adjoining property; and with and subject to a common right of passage in favour of the said emplacement and of those composed of lots numbers eight hundred and eighty-four and eight hundred and eighty-five, upon the official subdivision plan of said lot number one hundred and seventy-five (175-884 and 175-885) on that certain strip of vacant land, which shall remain vacant, of eight feet in width by seventy-six feet in depth (8' x 76') from said Wilson Avenue, English measure, such strip being taken for five feet (5') in width from the extreme South-east part of said subdivision lot number eight hundred and eighty six (886) and for the remaining three feet (3') in width from the extreme North-west part of said subdivision lots numbers eight hundred and eighty-four and eight hundred and eighty-five (175-884 and 175-885), and with moreover the right of view over said vacant strip of land in favour of said emplacement and of all buildings erected and to be erected thereon.

With all and every the rights, members and appurtenances thereunto belonging, without exception or reserve of any kind.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY-NINTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$950.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated October 24th., 1933.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, October 24th., 1933.
[First publication, October, 28th., 1933]
6116-43-2-o

PONTIAC

MANDAT DE FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Pontiac.

Canada, } CHARLES - KEN-
Province de Québec, } NETH GRAHAM,
District de Pontiac, } des cité et district de
No 4198. } Hull, province de Québec,
den andeur; vs PATRICK JOHN COONEY
du village de Quyon, district de Pontiac, garagiste,
défendeur.

Parcelle 1. Toute cette parcelle ou lisière de terre sise ou située dans le canton de Bristol, dans le comté de Pontiac, province de Québec, et connue et désignée d'après les plan et livre de renvoi officiels pour le dit Canton de Bristol, comme étant le lot numéro dix—"C" (10-C) dans le quatrième rang, dit canton de Bristol, contenant cinquante acres de terre, plus ou moins—avec ensemble tous les membres et appartenances y appartenant.

Parcelle 2. Toute cette parcelle ou lisière de terre sise et située dans le canton de Bristol, dans le comté de Pontiac, province de Québec, et connue et désignée d'après les plan et livre de renvoi officiels pour le dit canton de Bristol, comme étant le lot numéro onze—"B" (11-B) dans le quatrième rang du dit canton Bristol, contenant cent acres de terre, plus ou moins—avec ensemble tous les édifices sus-érigés et tous les membres et appartenances y appartenant.

Pour être vendues au Bureau d'enregistrement pour le comté de Pontiac, dans le village de Camp-

PONTIAC

WRIT OF FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Pontiac.

Canada, } CHARLES KEN-
Province of Quebec, } NETH GRAHAM,
District of Pontiac, } of the city and district of
No. 4198. } Hull, Province of Quebec,
plaintiff; vs PATRICK JOHN COONEY,
of the Village of Quyon, district of Pontiac, Garage
Operator, defendant.

Parcel 1. All that parcel or tract of land lying or situated in the township of Bristol, in the county of Pontiac, province of Quebec, and there known and designated according to the official plan and book of reference for the said township of Bristol, as lot number ten—"C" (10-C), in the fourth range, said township of Bristol, containing fifty acres of land, more or less—together with all members and appurtenances thereunto belonging.

Parcel 2. All that parcel or tract of land lying and situated in the township of Bristol, in the county of Pontiac, province of Quebec, and there known and designated according to the official plan and book of reference for the said township of Bristol, as lot number eleven—"B" (11-B), in the fourth range of said township of Bristol, containing one hundred acres of land, more or less—together with all buildings thereon erected and all members and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the registrar's office for the county of Pontiac, in the village of Campbell's

bell's Bay, Québec, le DIX-NEUVIEME jour de DECEMBRE 1933, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, DOMINIC SLOAN,
Campbell's Bay, Québec, le 10 novembre 1933.
[Première publication, le 18 novembre 1933]
6457-46-2

WRIT DE FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Pontiac.

Canada, } OMER MARCHAND,
Province de Québec, } commerçant, de
District de Pontiac, } Saint-Bruno-de-Guigues, dans le comté de
No 1804. }
Tériscamingue, et le district de Pontiac, dem-
mandeur; vs CLEOPHAS MORIN, cultivateur,
de Fugerville, dans les comté et district susdits,
défendeur.

Le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Laverlochère, comme étant le lot numéro cinquante-sept (57) dans le rang six (6) dudit canton Laverlochère, ledit lot contenant environ cent (100) acres plus ou moins en superficie—avec les bâties dessus érigées, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel-de-Fugerville, dans le comté de Tériscamingue et district de Pontiac, le DIX-NEUVIEME jour de DECEMBRE 1933, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, DOMINIC SLOAN,
Campbell's Bay, Québec, le 8 novembre 1933.
[Première publication, le 18 novembre 1933]
6459-46-2

WRIT DE FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Pontiac.

Canada, } DAME BEATRICE
Province de Québec, } PONSINET, épouse
District de Pontiac, } judiciairement séparée de
No 3857. } biens de Médéric-Dominique Deseillers, ménagère, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs MEDERIC DOMINIQUE DESEILLERS, menuisier, actuellement à Saint-Eugène de Guigues, dans le comté de Tériscamingue et le district de Pontiac, défendeur, et DONAT GOULET, avocat, de Ville Marie, dans le comté de Tériscamingue et le district de Pontiac, avocat distrayant.

Deux emplacements formant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Laverlochère comme étant le lot numéro sept-A (7-A), dans le rang (1) dudit canton Laverlochère, emplacements bornés comme suit:

a) Un lopin de terre de cinquante-huit (58) pieds de largeur par cent (100) pieds de profondeur, borné au nord par le terrain appartenant à Julien Lefebvre, à l'est par le terrain de Viateur Bellehumeur, au sud par le chemin public entre les lots six (6) et sept (7) du premier (1er) rang dudit canton Laverlochère et à l'ouest par le chemin de front entre les cantons Duhamel et Laverlochère;

b) Un lopin de terre de cinquante-huit (58) pieds de largeur par cent (100) pieds de profondeur, borné au nord par le terrain de Julien Lefebvre, à l'est par le terrain de Monsieur Mathieu, au sud par le chemin public et à l'ouest par l'autre emplacement de Médéric-Dominique Deseillers.

Bay, Quebec, on the NINETEENTH day of DECEMBER, 1933, at TEN of the clock in the forenoon.

DOMINIC SLOAN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Campbell's Bay, Quebec, November 10, 1933.
[First publication, November 18th, 1933]
6458-46-2-o

WRIT OF FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Pontiac.

Canada, } OMER MARCHAND,
Province of Quebec, } trader, of Saint Bru-
District of Pontiac, } no de Guigues, in the
No. 1804. } county of Teriscamingue and the district of Pontiac, plaintiff; vs CLEOPHAS MORIN, farmer, of Fugerville, in the county and district aforesaid, defendant.

The lot of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the township of Laverlochère as being lot number fifty seven (57) in range six (6) of the said township of Laverlochère, the said lot containing about one hundred (100) acres more or less in area—with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the parish church door of Notre Dame du Mont Carmel de Fugerville, in the county of Teriscamingue and district of Pontiac, on the NINETEENTH day of DECEMBER, 1933, at TEN of the clock in the forenoon.

DOMINIC SLOAN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Campbell's Bay, Quebec, November 8, 1933.
[First publication, November 18th, 1933]
6460-46-2o

WRIT DE FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—Pontiac.

Canada, } DAME BEATRICE
Province of Quebec, } PONSINET, wife
District of Pontiac, } judicially separate as
No. 3857. } to property of Médéric-Dominique Deseillers, housewife, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs MEDERIC DOMINIQUE DESEILLERS, joiner, actually at Saint-Eugène de Guigues, in the county of Teriscamingue and the district of Pontiac, defendant; and DONAT GOULET, advocate, of Ville Marie, in the county of Teriscamingue and the district of Pontiac, advocate distracting for costs.

Two emplacements forming part of the lot known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the township of Laverlochère as being lot number seven-A (7-A), in range one (1) of said township of Laverlochère, the said emplacement being bounded as follows:

a) A parcel of land of fifty eight (58) feet in width by one hundred (100) feet in depth, bounded on the North by the land belonging to Julien Lefebvre, on the East by the land of Viateur Bellehumeur, on the South by the public road between lots six (6) and seven (7) of the first (1st) range of the said township of Laverlochère, and on the West by the front road between the townships of Duhamel and Laverlochère;

b) A parcel of land of fifty eight (58) feet in width by one hundred (100) feet in depth, bounded on the North by the land of Julien Lefebvre, on the East by the land of Mr. Mathieu, on the South by the public road and on the West by the other emplacement of Mederic Dominique Deseillers.

Avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Placide de Béarn, dans le comté de Temiskamingue et district de Pontiac, province de Québec, le VINGT-HUITIEME jour de NOVEMBRE 1933, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, DOMINIC SLOAN.
Campbell's Bay, Québec, le 23 octobre 1933.
[Première publication, le 28 octobre 1933]
6103-43-2-o

With the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the parish church door of Saint Placide de Bearn, in the county of Temiskaming and district of Pontiac, province of Quebec, on the TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER, 1933, at TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's Office, DOMINIC SLOAN, Sheriff.
Campbells' Bay, Quebec, October 23, 1933.
[First publication, October 28th, 1933]
6104-43-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Cour du Recorder.

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC;
No 4330/31. } contre ARTHUR
BLOUIN, de la cité de Québec, dans notre district de Québec, à savoir:

La subdivision No 51 (cinquante et un) du lot No. 441 (quatre cent quarante et un) et la subdivision No 8 (huit) du lot No 441-A (quatre cent quarante et un-A) du cadastre officiel pour Saint-Roch-Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la deuxième rue, Limoilou—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Québec, le NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 2 novembre 1933. 6253-44-2-o
[Première publication, le 4 novembre 1933]
[Seconde publication, le 18 novembre 1933]

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC;
No. 4330/31. } against ARTHUR
BLOUIN, of the city of Quebec, in our district of Quebec, to wit:

Subdivision No. 51 (fifty one), of lot No. 441 (four hundred and forty one) and subdivision No. 8 (eight) of lot No. 441-A (four hundred and forty one-A) of the official cadastre for Saint Roch-Nord, now Jacques Cartier ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Second Street, Limoilou—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the NINTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN, Sheriff.
Sheriff's Office,
Quebec, November 2, 1933. 6254-44-2
[First publication, November 4th, 1933]
[Second publication, November 18th, 1933]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, } LA CAISSE POPU-
No 4020. } LAIRE, de Ri-
mouski; vs JOSAPHAT BOUILLON, savoir:

Le lot No vingt-huit au cadastre officiel de partie du Canton Neigette, rang 7 et paroisse de Saint Marcellin—avec bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Marcellin, le VINGTIEME jour de DECEMBRE 1933, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, 14 novembre 1933. 6523-46-2-o
[Première publication, le 18 novembre 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, } DAME MARIE -
No 4330. } ANNE ST-PIER-
RE, épouse de Adélar Beaulieu, Saint-Gabriel, dûment autorisée; vs ARTHUR DUPONT, fils, savoir:

Le lot No dix-B au cadastre officiel de partie du Canton Fleuriau, rang quatre et paroisse de Saint-Gabriel—avec bâtisses, à distraire le terrain de F. Paquet et sujet au droit du Dr. A. Leblanc et

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } LA CAISSE POPU-
No. 4020. } LAIRE, de Ri-
mouski; vs JOSAPHAT BOUILLON, to wit:

Lot No. twenty eight of the official cadastre of part of the Township of Neigette, range 7 and parish of Saint Marcellin—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Marcellin, on the TWENTIETH day of DECEMBER, 1933, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU, Sheriff.
Sheriff's Office,
Rimouski, November 14, 1933. 6524-46-2
[First publication, November 18th, 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } DAME MARIE
No 4330. } ANNE ST-PIER-
RE, wife of Adélar Beaulieu, Saint Gabriel, duly authorized; vs ARTHUR DUPONT, Jr., to wit:

Lot No. ten-B of the official cadastre for part of the township of Fleuriau, range four and parish of Saint Gabriel—with buildings, to be deducted the land of F. Paquet and subject to

de F. Blanchette, de retenir les terrains qu'ils occupent et d'y obtenir un titre en payant une rente foncière de \$6.00 et \$7.00 respectivement pour un terrain de 84 pieds de front sur 86 de profondeur du côté est et 106 du côté ouest dans le cas de F. Blanchette.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Gabriel, le VINGTIÈME jour de DÉCEMBRE 1933, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, 14 novembre 1933. 6525-46-2-o
[Première publication, le 18 novembre 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, { DEMOISELLE HÉ-
No 3804. } LÉNA D'ANJOU,
Rimouski; vs LOUIS LEPAGE, savoir:

1. Partie du lot deux cent quarante et un au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Germain-de-Rimouski, étant un terrain de 170 pieds de front est à ouest, sur 180 de profondeur, mesure anglaise, tel qu'enclos, bornée au nord au chemin public, à l'est à Frank Hins au sud et à l'ouest à Dame Vve Philippe Lepage—avec bâtisses sus construites.

2. Le lot No quinze au cadastre officiel du rang A du canton Macpès, de 150 acres en superficie, bornée à l'est à Narcisse Lepage, à l'ouest à Alphonse Lepage—avec bâtisses.

Le tout à charge des répartitions pour l'église, termes à échoir.

Pour être vendus au Bureau du shérif à Rimouski, le TRENTIÈME jour de NOVEMBRE 1933, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, le 24 octobre 1933. 6083-43-2-o
[Première publication, le 28 octobre 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, { J.-B. MICHAUD; vs
No 4342. } J. NAPOLEON
OUELLET, savoir:

Le lot No dix-huit au cadastre officiel du rang I du canton Pinault—avec bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Léon le Grand, le VINGT-HUITIÈME jour de NOVEMBRE 1933, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, 24 octobre 1933. 6085-43-2-o
[Première publication, 28 octobre, 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, { J.-B. MICHAUD; vs
No. 4387. } J. THOMAS RUEST,
savoir:

Le lot No cinq cent trente et un au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Marie de Sayabec, rang 3 ouest de la Seigneurie du lac Matapédia—avec bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église de Sainte-Marie de Sayabec, le VINGT-HUITIÈME jour de NOVEMBRE 1933, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, 24 octobre 1933. 6087-43-2-o
[Première publication, 28 octobre, 1933]

the right of Dr. A. Leblanc and F. Blanchette, to retain the said lots of land which they occupy and to obtain title therefor by paying a ground rent of \$6.00 and \$7.00 respectively for one lot of land 84 feet in front by 86 in depth, on the East side and 106 feet on the West side in the case of F. Blanchette.

To be sold at the church door of Saint Gabriel, on the TWENTIETH day of DECEMBER, 1933, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, CHS. D'ANJOU, Sheriff.
Rimouski, November 14, 1933. 6526-46-2
[First publication, November 18th, 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, { MISS HELENA
No. 3804. } D'ANJOU, Ri-
mouski; vs LOUIS LEPAGE, to wit:

1. Part of lot two hundred and forty one, on the official cadastre for the parish of Saint Germain de Rimouski, being a lot of land of 170 feet in front, East to West, by 180 in depth, English measure, as fenced in; bounded on the North by the public road, on the East by Frank Hins, on the South and West by Dame widow Philippe Lepage—with buildings thereon erected.

2. Lot number fifteen on the official cadastre for Range A of the township of Macpès, containing 150 acres in area, bounded on the East by Narcisse Lepage, on the West by Alphonse Lepage—with buildings.

The whole subject to the charge of future instalments of church apportionments.

To be sold at the Sheriff's Office, at Rimouski, on the THIRTIETH day of NOVEMBER, 1933, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CHS. D'ANJOU, Sheriff.
Rimouski, October 24th., 1933. 6084-43-2-o
[First publication, October 28th., 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, { J. B. MICHAUD; vs
No. 4342. } J. NAPOLEON OUEL-
LET, to wit:

Lot number eighteen of the official cadastre of range I of the township of Pinault—with buildings.

To be sold at the church door of Saint Léon le Grand, on the TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER, 1933, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, CHS. D'ANJOU, Sheriff.
Rimouski, October 24, 1933. 6086-43-2
[First publication, October 28th, 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, { J. B. MICHAUD; vs
No. 4387. } J. THOMAS RUEST,
to wit:

Lot number five hundred and thirty one of the official cadastre for the parish of Sainte Marie de Sayabec, range 3 West of the Seigniorie of Lake Matapédia—with buildings.

To be sold at the church door of Sainte Marie de Sayabec, on the TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER, 1933, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CHS. D'ANJOU, Sheriff.
Rimouski, October 24, 1933. 6088-43-2
[First publication, October 28th., 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, } J. JOSEPHAT ST-PIER-
No 4017. RE: vs LA CORPO-
RATION DU VILLAGE SAINDON, savoir:

Comme appartenant au demandeur:

Le lot No cinq cent onze au cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Marie de Sayabec, deuxième rang de la Seigneurie du Lac Matapédia—avec bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église de Sainte-Marie de Sayabec, le VINGT-HUITIEME jour de NOVEMBRE 1933, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi.

Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, 24 octobre 1933. 6091—43-2-o
[Première publication, 28 octobre, 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } JOSEPHAT ST-PIER-
No. 4017. RE: vs THE COR-
PORATION OF THE VILLAGE OF SAIN-
DON, to wit:

As belonging to the plaintiff;

Lot number five hundred and eleven of the official cadastre for the parish of Sainte Marie de Sayabec, second range of the Seigniorie of Lake Matapédia—with buildings.

To be sold at the church door of Sainte Marie de Sayabec, on the TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER, 1933, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CHS. D'ANJOU, Sheriff.
Rimouski, October 24, 1933. 6092—43-2
[First publication, October 28th., 1933]

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } LOUIS-D. HUDON,
District de Roberval, } de la cité de Québec,
No 8229. comptable, en sa qualité
de liquidateur dûment nommé à Tanguay, Limi-
tée, en liquidation, dûment autorisé aux fins des
présentes, demandeur; vs MARTIAL HUDON,
fils de Martial, d'Hébertville-Station, district de
Roberval, défendeur, à savoir:

Toute cette partie nord des lots numéros vingt, vingt et un et vingt-deux (Ptie Nos 20, 21, 22), pour le rang est, du chemin Kénogami, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Labarre, de huit arpents de front ou largeur, plus ou moins, sur environ trente-six arpents de profondeur, comprise dans les limites et bornes suivantes:—au nord au premier rang du dit canton, au sud à la partie sud des lots vingt, vingt et un et vingt-deux, c'est-à-dire au premier cran avoisinant le terrain de Joseph Paradis et à l'ouest à celui de Pierre Imbeault—avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame d'Hébertville, MARDI, le DIX-NEUVIEME jour de DÉCEMBRE prochain, (1933), à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Roberval, le 14 novembre 1933. GEO. LEVESQUE.
[Première publication, le 18 novembre 1933]
6489—46-2-o

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } LOUIS-D. HUDON,
District de Roberval, } de la cité et du dis-
No 8309. trict de Québec, comp-
table, en sa qualité de liquidateur dûment nommé
à Tanguay, Limitée, en liquidation, et dûment
autorisé aux fins des présentes, demandeur; vs
PHILIPPE HUDON, d'Hébertville-Station et
AUGUSTE HUDON, de Dolbeau, défendeurs;
et G. GUERARD, notaire, d'Hébertville-Station,
curateur au délaissement, à savoir:

Un certain terrain, sis et situé en le village de Hébertville-Station, mesurant cinquante pieds de largeur du nord au sud sur soixante et dix pieds de profondeur, de l'est à l'ouest—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépen-

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } LOUIS D. HUDON,
District of Roberval, } of the city of Que-
No. 8229. bec, accountant, in his
quality of duly appointed Liquidator to Tanguay,
Limitée, in Liquidation, duly authorized for the
purposes hereof, plaintiff; vs MARTIAL HU-
DON, son of Martial, of Hébertville-Station,
district of Roberval, defendant, to wit:

All that northern part of lots numbers twenty, twenty one and twenty two (Pt. 20, 21, 22) in range East of the Kenogami Road, on the official cadastral plan and book of reference for the township of Labarre, measuring eight arpents in front or width, more or less, by about thirty six arpents in depth, comprised within the following limits and boundaries:—on the North by the first range of said township, on the South, by the South part of lots twenty, twenty one and twenty two, namely by the first "Cran" adjoining the land of Joseph Paradis and on the West by that of Pierre Imbeault—with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame d'Hébertville, on TUESDAY, the NINETEENTH day of DECEMBER next, 1933, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, GEO. LEVESQUE, Sheriff.
Roberval, November 14th., 1933.
[First publication, November 18th., 1933]
6490—46-2

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } LOUIS D. HUDON,
District of Roberval, } accountant, of the
No. 8309. city and district of
Quebec, in his quality of duly appointed liquida-
tor to Tanguay, Limitée, in liquidation, and duly
authorized for the purposes hereof, plaintiff; vs
PHILIPPE HUDON, of Hébertville Station,
and AUGUSTE HUDON, of Dolbeau, defen-
dants; and G. GUERARD, notary, of Hébert-
ville-Station, curator to the surrender, to wit:

A certain lot of land being and situate in the village of Hébertville-Station, measuring fifty feet in width from North to South by seventy feet in depth from East to West—with the build-
ings thereon erected, circumstances and depen-

pendances, faisant partie du lot numéro sept-A (Ptie No 7-A), du cadastre officiel pour le deuxième rang ouest du canton de Labarre, borné en front vers l'est au chemin ou rue Alma, en arrière à la profondeur et des côtés nord et sud au terrain de MM. Philippe et Auguste Hudon.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Wilbrod (Hébertville-Station), MARDI, le DIX-NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE prochain (1933) à DIX heures et TRENTE minutes de l'avant-midi.

Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
 Roberval, 14 novembre 1933.
 [Première publication, 18 novembre, 1933]
 6491-46-2-o

FIERI FACIAS.
Court de Circuit.

Province de Québec, } **LA CORPORATION**
 District de Roberval, } **DES SYNDICS**
 No 3479. } **DE LA PAROISSE DE**
SAINT-JÉRÔME du Lac Saint-Jean, corporation légale ayant le siège de ses affaires dans le village de Métabetchouan, demanderesse; vs **DAME DORIA BOIVIN**, épouse séparée de biens de Joachim Tremblay, de Métabetchouan, et le dit **JOACHIM TREMBLAY**, pour autoriser son épouse, défenderesse, à savoir:

a) Un terrain ou emplacement situé dans le village de Saint-Jérôme, de figure irrégulière, contenant environ trente-trois perches en superficie, et borné en front vers le sud à la rue Saint-Jean, en arrière vers le nord à la rivière Kouspeganish, joignant par le côté est le terrain de André Néron ou représentants, et par le côté ouest au terrain ci-après en deuxième lieu décrit; lequel terrain fait partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro quarante-six-A (Ptie No 46-A), du premier rang du cadastre du canton Caron.

b) Un autre terrain contigu à celui ci-dessus décrit, de figure triangulaire, contenant environ dix perches en superficie et contenu dans les limites suivantes, savoir: Borné en front vers le sud à la rue Saint-Jean, vers l'est au terrain ci-dessus décrit et par le côté ouest partie au terrain ci-après en troisième lieu décrit et partie au terrain de Joseph Dufour. Lequel terrain fait partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro quarante-six-K (Ptie No 46-K), du premier rang du cadastre du canton Caron.

c) Un autre terrain contigu à celui ci-dessus en deuxième lieu décrit, mesurant quarante-huit pieds de front sur quatre-vingts pieds de profondeur, borné en front vers le sud à la rue Saint-Jean, en arrière vers le nord et par le côté ouest au terrain du dit Joseph Dufour et par le côté est au terrain ci-dessus en deuxième lieu décrit. Lequel terrain fait partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro quarante-six-K (Ptie No 46-K), du dit premier rang du cadastre du canton Caron.

d) Un certain terrain de forme irrégulière situé dans le village de Saint-Jérôme, mesurant en front vers le sud environ trente-huit pieds, sur une profondeur d'environ soixante-cinq pieds, faisant partie des lots de terre connus et désignés sous les numéros quarante-six-A et quarante-six-K (Ptie Nos 46-A et 46-K), du premier rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Caron, borné comme suit: vers le sud aux terrains ci-dessus décrits à environ quatre-vingt-

dencies forming part of lot number seven-A (Pt. 7-A) on the official cadastre for the second range West of township of Labarre, bounded in front, on the East by Alma Road or Street, in the rear in depth and on the North and South sides by the land of Messrs. Philippe and Auguste Hudon.

To be sold at the church door of the parish of Saint Wilbrod (Hébertville-Station) on TUESDAY, the NINETEENTH day of DECEMBER next, 1933, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, GEO. LEVESQUE, Sheriff.
 Roberval, November 14, 1933.
 [First publication, November 18th., 1933]
 6492-46-2

FIERI FACIAS.
Circuit Court.

Province of Quebec, } **THE CORPORATION**
 District of Roberval, } **OF THE TRUS-**
 No. 3479. } **TEES OF THE PARISH**
OF SAINT JEROME of Lake Saint John, a body politic and corporate having its head office in the village of Metabetchouan, plaintiff; vs **DAME DORIA BOIVIN**, wife separate as to property of Joachim Tremblay, of Metabetchouan, and the said **JOACHIM TREMBLAY**, to authorize his wife, defendant, to wit:

a) A lot of land or emplacement situate in the village of Saint Jerome, of irregular figure, containing about thirty three perches in area, and bounded in front towards the South by Saint Jean street, in rear towards the North by the Kouspeganish river, adjoining on the East side the land of André Neron or representatives, and on the West side the land hereinafter secondly described; the said lot of land forms part of the lot of land known and designated under number forty six-A (Pt. No 46-A), of the first range of the cadastre for the township of Caron.

b) Another lot of land contiguous to that hereinabove described, of triangular figure, containing about ten perches in area and contained within the following limits, to wit: Bounded in front towards the South by Saint Jean street, towards the East by the land hereinabove described and on the West side partly by the land hereinafter thirdly described and partly by the land of Joseph Dufour. The said lot of land forms part of the lot of land known and designated under number forty six-K (Pt. No. 46-K), of the first range of the cadastre for the township of Caron.

c) Another lot of land contiguous to that hereinabove secondly described, measuring forty eight feet in front by eighty feet in depth, bounded in front towards the South by Saint Jean street, in rear towards the North and on the West side by the land of the said Joseph Dufour and on the East side by the land hereinabove secondly described. The said lot of land forms part of the lot of land known and designated under number forty six-K (Pt. No. 46-K) of said first range of the cadastre for the township of Caron.

d) A certain lot of land of irregular figure situate in the village of Saint Jerome, measuring in front towards the South about thirty eight feet, by a depth of about sixty five feet, forming part of the lots of land known and designated under numbers forty six-A and forty six-K (Pt. Nos. 46-A and 46-K) of the first range, on the official cadastral plan and book of reference for the township of Caron, bounded as follows: towards the South by the lots of land herein-

cinq pieds de la rue Saint-Jean, vers l'ouest au terrain de Joseph Dufour, vers l'est encore aux terrains ci-dessus décrits, et vers le nord au terrain de Duke Price Power Company, Limited, à un contour de niveau établi au point 22.5 au-dessus de la marque 0 indiquée à l'échelle d'étiage au quai de Roberval.

Le tout avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Mais sauf à distraire des dits terrains ceux qui appartiennent à Duke Price Power Company, Limited.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jérôme (Métabetchouan), MARDI, le VINGT-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain (1933), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, le 24 octobre 1933.
[Première publication, le 28 octobre 1933]
6093—43—2-o

FIERI FACIAS.
Cour de Circuit.

Province de Québec, } LA CORPORATION
District de Roberval, } DES SYNDICS DE
No 3480. } LA PAROISSE DE
SAINT-JEROME du Lac Saint-Jean, corporation
légal ayant le siège de ses affaires dans le
village de Métabetchouan, demanderesse; vs
JOSEPH BOILLY, de la paroisse de Saint-Jérôme,
Métabetchouan, défendeur, à savoir:

Un terrain ou emplacement situé dans le village de Saint-Jérôme, mesurant environ trente perches en superficie, borné au front vers l'est à la route de l'église, en arrière vers l'ouest au terrain de Antoine Gauthier ou représentants, joignant au sud l'emplacement de Lucius Gagné représentant Jean-Baptiste Harvey, et au nord l'emplacement de Félix Garneau, lequel emplacement fait partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro un-R (Ptie No 1-r), du rang A, du cadastre du canton Métabetchouan—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jérôme (Métabetchouan) MARDI le VINGT-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain (1933) à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, 24 octobre 1933. 6095—43—2-o
[Première publication, le 28 octobre 1933]

FIERI FACIAS
Cour de Circuit.

Province de Québec, } LA CORPORATION
District de Roberval, } DES SYNDICS DE
No 3477. } LA PAROISSE DE
SAINT-JEROME du Lac Saint-Jean, corporation
légal ayant le siège de ses affaires dans le
village de Métabetchouan, demanderesse; vs
DAME GRACIAS GAUTHIER, épouse de
Ovide Simard, de Métabetchouan, et le dit
OVIDE SIMARD pour autoriser son épouse,
défenderesse, à savoir:

Un terrain ou emplacement de figure irrégulière, situé dans le village de Saint-Jérôme, mesurant du côté sud quatre-vingt-dix pieds, du côté nord cinquante-six pieds, et quatre-vingt-neuf pieds de profondeur, lequel emplacement fait partie du lot de terre connu et désigné sous le

above described at about eighty five feet from Saint Jean street, towards the West by the land of Joseph Dufour, towards the East again by the lots of land hereinabove described, and towards the North by the land of the Duke Price Power Company, Limited, at a level contour established at point 22.5 above the mark 0 indicated on the water-gauge on the wharf at Roberval.

The whole with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

But save to be deducted from the said lots of land, those belonging to the Duke Price Power Company, Limited.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jerome (Metabetchouan) on TUESDAY, the TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER next, 1933, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, October 24th., 1933.
[First publication, October 28th., 1933]
6094—43—2

FIERI FACIAS
Circuit Court.

Province of Quebec, } THE CORPORATION
District of Roberval, } OF THE TRUS-
No. 3480. } TEES OF THE PA-
RISH OF SAINT JEROME of Lake Saint John, a body politic and corporate having its head office in the village of Métabetchouan, plaintiff; vs JOSEPH BOILLY, of the parish of Saint Jérôme, Métabetchouan, defendant, to wit:

A lot of land or emplacement situate in the village of Saint Jérôme, containing about thirty perches in area, bounded in front on the East by the church road, in rear towards the West by the land of Antoine Gauthier or representatives, adjoining on the South the emplacement of Lucius Gagné representing Jean Baptiste Harvey, and on the North the emplacement of Felix Garneau, the said emplacement forms part of the lot of land known and designated under number one-R (Pt. No. 1-r) of range A, of the cadastre for the township of Métabetchouan—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jérôme (Métabetchouan) on TUESDAY the TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER next, 1933, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, October 24, 1933. 6096—43—2
[First publication, October 28th., 1933]

FIERI FACIAS
Circuit Court.

Province of Quebec, } THE CORPORATION
District of Roberval, } OF THE TRUS-
No. 3477. } TEES OF THE PA-
RISH OF SAINT JEROME of Lake Saint John, a body politic and corporate having its head office in the village of Métabetchouan, plaintiff; vs DAME GRACIAS GAUTHIER, wife of Ovide Simard, of Métabetchouan, and the said OVIDE SIMARD, to authorize his wife, defendant, to wit:

A lot of land or emplacement of irregular figure, situate in the village of Saint Jérôme, measuring on the South side ninety feet, on the North side fifty six feet, and eighty nine feet in depth, the said emplacement forms part of the lot of land known and designated under number

numéro quarante-six-A (Ptie No 46-A) du premier rang du cadastre du canton Caron—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances. Borné vers le sud au terrain des représentants légaux de André Néron, à quinze pieds plus au sud du prolongement d'une ligne parallèle et passant le long de la maison d'Oscar Noel, à l'est encore aux représentants légaux de André Néron, au nord à l'emplacement des représentants de feu Georges Perron et vers l'ouest à l'emplacement d'Oscar Noel.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jérôme (Métabetchouan) MARDI le VINGT-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain (1933), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, le 24 octobre 1933. 6097—43-2-o
[1^{re} publication, le 28 octobre, 1933]

FIERI FACIAS.

Cour de Magistrat.

Province de Québec, } LA CORPORATION
District de Roberval, } DES SYNDICS DE
No 5095. } LA PAROISSE DE
SAINT-JÉRÔME du Lac-Saint-Jean, corporation
légale ayant le siège de ses affaires dans le
village de Métabetchouan, demanderesse; vs
ROLLAND JULIEN, de Métabetchouan, défendeur,
à savoir:

Un terrain ou emplacement situé dans la paroisse de Saint-Jérôme, de la contenance d'environ trente-trois perches en superficie, connu et désigné sous le numéro deux-A (No 2-A), du rang A, du cadastre du canton Métabetchouan—avec bâties dessus construites et dépendances. Borné en front vers le sud au chemin public, en arrière vers le nord au terrain de Arthur Mathieu à l'endroit où se trouvait l'ancienne clôture qui est encore visible, joignant à l'est à la terre de David Brassard, et à l'ouest au chemin ou route du dit Arthur Mathieu, séparant l'emplacement ci-dessus décrit de celui de Georges Fortin.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jérôme (Métabetchouan) MARDI, le VINGT-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain (1933), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, 24 octobre 1933. 6099—43-2-o
[1^{re} publication, le 28 octobre 1933]

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit.

Province de Québec, } LA CORPORATION
District de Roberval, } DES SYNDICS DE
No 3481. } LA PAROISSE DE
SAINT-JÉRÔME du Lac-Saint-Jean, corporation
légale ayant le siège de ses affaires dans le
village de Métabetchouan, demanderesse; vs
ARTHUR NOEL et PHILIPPE NOEL, tous
deux de Métabetchouan, défendeurs, à savoir:

Un terrain ou emplacement situé dans le village de Saint-Jérôme, mesurant cinquante-six pieds de front sur cent soixante-dix pieds de profondeur, le tout environ, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro un-R (Ptie No 1-R), du rang A, du cadastre du canton Métabetchouan—avec bâties dessus construites circonstances et dépendances; borné en front vers le sud à la rue Saint-Antoine, au nord au terrain de Jos. Gaudreault ou représentants, joignant

forty six-A (Pt. No. 46-A) of the first range of the cadastre for the township of Caron—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Bounded towards the South by the land of the legal representatives of André Néron, at fifteen feet further South from the prolongation of a parallel line passing along the house of Oscar Noel, on the East again by the legal representatives of André Néron, on the North by the emplacement of the representatives of the late Georges Perron and towards the West by the emplacement of Oscar Noel.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jérôme (Métabetchouan) on TUESDAY the TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER next, 1933, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Roberval, October 24, 1933. 6098—43-2
[First publication, October 28th., 1933]

FIERI FACIAS.

Magistrate's Court.

Province of Quebec, } THE CORPORATION
District of Roberval, } OF THE TRUSTEES OF THE PARISH OF SAINT JEROME of Lake Saint John, a body politic and corporate having its head office in the village of Metabetchouan, plaintiff; vs ROLLAND JULIEN, of Metabetchouan, defendant, to wit:

A lot of land or emplacement situate in the parish of Saint Jerome, containing about thirty three perches in area, known and designated under number two-A (No. 2-A) of range A, of the cadastre for the township of Metabetchouan—with the buildings thereon erected and dependencies. Bounded in front towards the South by the public road, in rear towards the North by the land of Arthur Mathieu at the place where the old fence was and which is still visible, adjoining on the East the land of David Brassard, and on the West the road or by-road of the said Arthur Mathieu, separating the hereinabove described emplacement from that of Georges Fortin.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jerome, (Metabetchouan), on TUESDAY the TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER next, 1933, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Roberval, October 24, 1933. 6100—43-2
[First publication, October 28th, 1933]

FIERI FACIAS.

Circuit Court.

Province of Quebec, } THE CORPORATION
District of Roberval, } OF THE TRUSTEES OF THE PARISH OF SAINT JEROME of Lake Saint John, a body politic and corporate having its head office in the village of Metabetchouan, plaintiff; vs ARTHUR NOEL and PHILIPPE NOEL, both of Metabetchouan, defendants, to wit:

A lot of land or emplacement situate in the village of Saint Jerome, measuring fifty six feet in front by one hundred and seventy feet in depth the whole thereabouts, forming part of the lot of land known and designated under number one-R (Pt. No. 1-R) of range A, of the cadastre for the township of Metabetchouan—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; bounded in front towards the South by Saint Antoine Street, on the North by the land of Jos.

à l'ouest à la terre appartenant à Cléophas Mathieu ou représentants et à l'est à l'emplacement de Elzéar Plourde ou représentants.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jérôme (Metabetchouan), MARDI, le VINGT-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain (1933), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, 24 octobre 1933. 6101-43-2-o
[Première publication, le 28 octobre 1933]

Gaudreault or representatives, adjoining on the West the land belonging to Cléophas Mathieu or representatives and on the East the emplacement of Elzéar Plourde or representatives.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jerome, (Metabetchouan), on TUESDAY, the TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER next, 1933, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, October 24, 1933. 6102-43-2
[First publication, October 28th, 1933]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Saint-François.

No 521. { WILBUR HENRY FULLER,
marchand, et ERNEST MILDLETON ARMITAGE, agent d'assurance, tous deux de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, en leur qualité d'exécuteur testamentaire en vertu du dernier testament de feu William Henry Fuller, de son vivant marchand, du même endroit, demandeurs; contre FRED PARKIN, du canton d'Ascot, dans le district de Saint-François, défendeur.

Saisie comme appartenant audit défendeur:

Les lots cadastraux connus et désignés sur le plan officiel et dans le livre de renvoi pour le canton d'Ascot comme étant les lots treize-A, treize-B, treize-C, treize-D et treize-E (13-a, 13-b, 13-c, 13-d et 13-e) dans le dixième (10) rang du canton d'Ascot, lesdits lots comprenant avant la subdivision le lot treize, dans ledit dixième rang du canton d'Ascot—avec les circonstances et dépendances dessus y érigées.

Pour être vendu suivant ordonnance de la Cour, en bloc, à mon bureau, au Palais de Justice, en la cité de Sherbrooke, JEUDI, le VINGT ET UNIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-P.-C. LEMIEUX.
Sherbrooke, ce 10 novembre 1933.
[Première publication, 18 novembre, 1933]
6461-46-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

No 586. { ANDRÉ - HENRI LASSALLE, rentier de Sainte-Edwidge, district de Saint-François, demandeur; contre MARIE JOYAL, de Coaticook, district de Saint-François, défenderesse:

Saisie comme appartenant à la dite défenderesse:

Un morceau de terre formant partie du lot numéro dix-sept-onze (17-11) dans le dixième (10) rang du canton de Barford, borné comme suit: commençant sur le côté sud d'une nouvelle rue connue sous le nom de Prospect Avenue, à un point se trouvant à cent soixante et dix-sept pieds à l'est du côté est de la rue Saint-Jacques, et de là vers le sud en ligne parallèle avec la dite rue Saint-Jacques à cent quatre-vingt-onze pieds au terrain de feu Jos.-P. Durant; de là, vers l'est en suivant la ligne nord du terrain de feu Jos.-P. Durant, cent trente-deux pieds; de là, vers le nord à cent quatre-vingt-onze pieds au côté sud de la dite Prospect Avenue; de là, vers l'ouest en suivant le côté sud de ladite Prospect Avenue,

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 521. { WILBUR HENRY FULLER,
merchant, and ERNEST MILDLETON ARMITAGE, insurance agent, both of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, in their qualities as testamentary executors under the last will and testament of the late William Henry Fuller, in his lifetime trader, of the same place, plaintiffs *es-qualité*; against FRED PARKIN, of the township of Ascot, in the district of Saint Francis, defendant:

Seized as belonging to the said defendant.

The cadastral lots numbers thirteen-A, thirteen-B, thirteen-C, thirteen-D, and thirteen-E (13-a, 13-b, 13-c, 13-d and 13-e) in the tenth (10) range of the township of Ascot, said lots comprising before subdivision, lot thirteen, in the said tenth range of said township of Ascot—together with the buildings and improvements thereon erected.

To be sold pursuant to an Order of the Court, *en bloc*, at my office, in the Court House, in the city of Sherbrooke, on THURSDAY, the TWENTY FIRST day of the month of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. P. C. LEMIEUX,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, November 10, 1933.
[First publication, November 18th., 1933]
6462-46-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 586. { ANDRÉ HENRI LASSALLE, annuitant of Sainte Edwidge, district of Saint Francis, plaintiff; against MARIE JOYAL, of Coaticook, district of Saint Francis, defendant:

Seized as belonging to the said defendant:

A certain track of land forming part of lot number seventeen-eleven (17-11) in the tenth (10) range of the township of Barford, bounded as follows: Commencing on the South side of a projected street of the name of Prospect Avenue to a point being at one hundred and seventy-seven feet East on the East side of Saint Jacques; thence Southerly in direct line with the said Saint Jacques street a distance of one hundred and ninety one feet to the land of the late Jos. P. Durant; thence, Easterly following the North line of the said land of Jos. P. Durant one hundred and thirty two feet; thence Northerly one hundred and ninety one feet on the South side of said Prospect street; thence Westerly following

cent trente-deux pieds au point de départ—avec bâtisses dessus y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edmond-de-Coaticook, MARDI, le DIX-NEUVIÈME, jour du mois de DÉCEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
J.-P.-C. LEMIEUX.
Sherbrooke, le 15 novembre 1933.
[Première publication, le 18 novembre 1933]
6509—46-2-o

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
No. 486. } DAME AZUBAH ALDRICH,
épouse commune en biens de
William Morrison, cultivateur de Barnston, district
de Saint-François, demanderesse; contre
WILLIAM MORRISON, cultivateur de Barnston,
district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur.
Ce certain morceau de terrain situé dans le
canton de Barnston, étant le lot cadastral numé-
ro dix-B (10b) dans le cinquième (5) rang
dudit canton—avec les bâtisses dessus construites,
comportant une certaine source d'eau située
sur le lot numéro dix-D, dans le dit cinquième
rang; le dit terrain étant supposé contenir soixante
et cinq (65) acres plus ou moins;

Un autre morceau de terrain dans le dit canton
de Barnston, connu sur le plan cadastral
comme étant les lots numéros dix-A (10a) dans
le cinquième rang, et onze-B (11b) dans le quatrième
rang, de la contenance ensemble soixante et un
(61) acres plus ou moins—avec les bâtisses
dessus y érigées. La dite propriété ayant été
acquise de S.-P. Hilliker par acte de vente devant
J.-C. Gendreau, le 8 septembre 1915 et enregistré
à Coaticook dans le registre B, vol. 26 numé-
ro 8092;

La propriété suivante située et étant dans le dit
canton de Barnston, et connue et désignée sur le
plan et livre de renseignements pour le dit canton,
comme le lot cadastral numéro dix-D (10d) dans
le cinquième rang—avec ensemble les bâtisses,
circonstances et dépendances.

Pour être vendu suivant ordonnance de la
dite Cour Supérieure, au Bureau d'enregistrement
de la division de Coaticook, à Coaticook,
JEUDI le TRENTIÈME jour du mois de NOVEMBRE
prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
J.-P.-C. LEMIEUX.
Sherbrooke, ce 24 octobre 1933.
[Première publication, 28 octobre, 1933]
6077—43-2-o

FIERI FACIAS SUR DELAISSEMENT

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
No 542. } L'ABBÉ ARTHUR BONIN, prêtre
curé, de Mégantic district de
Saint-François, demandeur; contre DAME MALVINA
COUTURE, veuve et légataire universelle
de feu Alphonse Charron, en son vivant
rentier de Coaticook, et ALPHONSE COUTURE
aussi de Coaticook, agissant avec la dite
Dame Malvina Couture, comme exécuteur dudit
feu Alphonse Charron, défendeurs:

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs
sur le curateur Henri Gérin, agent de la ville de
Coaticook, district de Saint-François, curateur
au délaissement:

The South side of said Prospect street one hundred
and thirty two feet to the place of commence-
ment—together with all the buildings and im-
provements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of
Saint Edmond de Coaticook, on TUESDAY,
the NINETEENTH day of the month of DE-
CEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, J. P. C. LEMIEUX,
Sheriff.
Sherbrooke, November 15th., 1933.
[First publication, November 18th., 1933]
6510—46-2-o

Superior Court.—District of Saint Francis.
No. 486. } DAME AZUBAH ALDRICH,
wife common as to property of
William Morrison, farmer of Barnston, district
of Saint Francis, plaintiff; against WILLIAM
MORRISON, farmer of Barnston said district,
defendant.

Seized as belonging to the said defendant.
A certain track or piece of land situated and
being in the township of Barnston, being the
cadastral lot number ten-B (10b) in the fifth (5)
range thereof—with the buildings and improve-
ments thereon made and erected; with a certain
spring of water situated on lot number ten-D
in the said fifth range; the said land supposed
to contain sixty five (65) acres more or less:

Another piece of land in said township of
Barnston, known as being the cadastral lots
numbers ten-A (10a) in the fifth range and ele-
ven-B (11b) in the fourth (4) range, containing
together sixty one (61) acres of land, more or less
—with the buildings thereon erected; it being
the same property that acquired from S. P.
Hilliker, by deed before J. B. Gendreau, the 8th
of September 1915 and registered at Coaticook,
in Reg. B vol 36, number 8092;

The following real property situate and being
in the said township of Barnston and known
and designated upon the official plan and book
of reference for the said township as the cadastral
lot number ten-D (10d) in the fifth range,—to-
gether with all the betterments building and im-
provements thereon erected and made.

To be sold pursuant to an Order of the said
Superior Court at the Registry Office of the Regis-
tration Division of Coaticook, at Coaticook,
on THURSDAY, the THIRTIETH day of
the month of NOVEMBER next, at TEN
o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J. P. C. LEMIEUX,
Sheriff.
Sherbrooke, October 24, 1933.
[First publication, October 28th., 1933]
6078—43-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS ON SURRENDER

Superior Court.—District of Saint Francis.
No. 542. } REVEREND ARTHUR BONIN,
parish priest of Mégantic, dis-
trict of Saint Francis, plaintiff; against DAME
MALVINA COUTURE, widow and universal
legatee of the late Alphonse Charron, in his life-
time annuitant of the town of Coaticook, and
ALPHONSE COUTURE also of Coaticook,
acting with the said Dame Malvina Couture,
as executor of the late Alphonse Charron, de-
fendants:

Seized as belonging to the said defendants, on
the Curator, Henri Gérin, agent of the town of
Coaticook, district of Saint Francis, Curator to
the Surrender:

Ce certain terrain étant le lot de cadastre numéro neuf-B (9-b) dans le quatrième rang (4) du canton de Clifton, contenant cent acres de terre en superficie—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu suivant ordonnance de la dite Cour Supérieure pour le dit district, au Bureau d'Enregistrement de la division de Coaticook, à Coaticook, SAMEDI le DEUXIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-P.-C. LEMIEUX.
Sherbrooke, ce 20 octobre 1933.
Première publication, 28 octobre, 1933]
6079—43-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du Magistrat, à Coaticook, district de Saint-François.

No 787. } DOMINA TRUDEAU, cultivateur, de Coaticook, dans le district de Saint-François; contre J.-ARTHUR BOUTIN, de Johnville, dans le district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

Ce certain terrain étant partie du lot vingt-huit-1 (28-1), dans le deuxième rang du canton de Eaton, décrite comme suit: bornée à l'ouest par le chemin public, au sud par la rivière, à l'est par le terrain appartenant à Dame Isa Côté, au nord par le chemin privé appartenant à Dame Isa Côté; avec en plus le droit de se servir de l'eau d'une source, et lequel droit est décrit dans l'acte de vente enregistré le 29 septembre 1920, sous le No 38016.

Sauf et excepté du terrain ci-dessus décrit, les parties suivantes, savoir:

(a) Partie d'icelui vendue à Dame Marie Champagne, épouse de Ph. Girardin, par acte de vente enregistré sous le numéro 38017, rég. B, Vol. 46;

(b) Partie d'icelui vendue à Phineas Coates, par acte de vente enregistré sous le No 39468, rég. B, Vol. 47 et amplement décrit audit acte;

(c) Partie d'icelui vendue à Madame L. Charbonneau, épouse de Henri Baril, par acte enregistré sous le No 40359, rég. B, Vol. 47;

(d) Partie d'icelui vendue à E. Lyonnais par acte enregistré sous le No 40458 rég. B, Vol. 47, et plus amplement décrit audit acte;

(e) Sauf et excepté aussi du dit lot vingt-huit-1 (28-1), ci-dessus mentionné, la partie suivante qui a été vendue par Dame Emilie T. Doyon à Camille Adam, le 4 juillet 1933; par acte passé devant témoins et enregistré le 4 juillet 1933, sous le No 48147, rég. B, Vol. 51: Un morceau de terre faisant partie dudit lot vingt-huit-1 (28-1), rang deux dudit canton de Eaton décrit comme suit: à partir du terrain de Camille Adam, de là jusqu'au coin nord du terrain de Adrien Côté; de là tourner à droite en allant jusqu'au terrain de Lisa Côté; et de là tournant encore à droite jusqu'à la rivière.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise de la paroisse Notre-Dame de la Paix de Johnville, SAMEDI, le DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-P.-C. LEMIEUX.
Sherbrooke, ce 20 octobre 1933. 6081—43-2-o
[Première publication, le 28 octobre 1933]

That certain lot of land known and designated on the Official cadastral plan and book of reference of the township of Clifton, as lot number nine-B (9-b) in the fourth (4) range, containing one hundred acres of land in superficies—with the buildings thereon erected and made.

To be sold, according to a judgment of said Superior Court, for said district, at the Registry's Office of the registration division of Coaticook, at the town of Coaticook, on SATURDAY, the SECOND day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. P. C. LEMIEUX,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, October the 20th, 1933.
[First publication, October 28th., 1933]
6080—43-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Magistrate's Court for the district of Saint-François, sitting at Coaticook.

No. 787. } DOMINA TRUDEAU, of the town of Coaticook, said district, farmer, plaintiff; against J. A. BOUTIN, of the village of Johnville, said district, defendant:

Seized as belonging to the said defendant:

That part of lot of land bearing number twenty-eight-one (28-1) in the second range of the township of Eaton, described as follows: bounded on the West by the public road, on the South by the river, on the East by the land owned by Dame Isa Côté; on the North by the private road belonging to said Dame Isa Côté, together with the right to take water from a certain spring, the said water rights being mentioned in a deed of sale registered on the 29th of September, 1920, under number 38016—save and except from the land above described the following parts, to wit:

(a) Part of said lot sold to Dame Marie Champagne, wife of Ph. Girardin, by deed of sale registered under number 38017, Reg. B, Vol. 46;

(b) Part of said land sold to Phineas Coates by deed of sale registered under number 39468, Reg. B, Vol. 47, and fully described in said act of sale;

(c) Part of said land sold to Dame L. Charbonneau, wife of Henri Baril, by deed of sale registered under number 40359, Reg. B, Vol. 47;

(d) Part of said land sold to E. Lyonnais by deed of sale registered under number 40458, Reg. B, vol. 47, and fully described in said deed of sale;

(e) Save and except also from said lot number twenty-eight-one above described, the following part which was sold by Dame Emilie T. Doyon to Camille Adam, on the 4th of July, 1933, by deed of sale passed before witnesses and registered on the 4th of July, 1933, under number 48147, Reg. B, Vol. 51: A certain track of land forming part of said lot 28-1, range 2, of said township of Eaton and described as follows: Starting from the land of Camille Adam, to the North corner of the land of Adrien Côté; thence turning at right angle going as far as the land of Isa Côté; thence again turning at right angle as far as the river.

The whole with the buildings, circumstances and dependencies thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame de la Paix de Johnville, on SATURDAY, the SECOND day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. P. C. LEMIEUX,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, October 20, 1933. 6082—43-2-o
[First publication, October 28th, 1933]

SAINT-HYACINTHE

SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
 Saint-Hyacinthe, à savoir: } **MARIE GARNY,**
 No 1844. } demanderesse;
 contre **ALBERT LANCTOT,** défendeur.

1. Une terre sise et située en la paroisse de L'Ange-Gardien, sur le rang Casimir, connue et désignée sous le lot numéro deux cent soixante-six (266) du cadastre officiel de la dite paroisse—sans bâtisse.

2. Une autre terre sise et située en la paroisse de L'Ange-Gardien, sur le rang Casimir, connue et désignée sous le lot numéro trois cent soixante-sept (367) du cadastre officiel de cette paroisse—avec les bâtisses y érigées; à distraire cependant de cette terre une lisière de terre d'un arpent de largeur sur la longueur qu'il peut y avoir entre la descente et la terre d'Albert Mercure et décrite comme suit: Prenant son front à la descente, vers l'ouest, bornée en profondeur au lot numéro deux cent soixante-sept appartenant à Albert Mercure, d'un côté, vers le nord, au cordon des terres du village de Canrobert, et de l'autre côté au résidu du lot numéro 266—sans bâtisse.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de L'Ange-Gardien, MERCREDI, le VINGTIÈME jour de DÉCEMBRE prochain, (1933), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, **JOS.-L. CORMIER,**
 Saint-Hyacinthe, le 15 novembre 1933.
 [Première publication, le 18 novembre 1933]
 6511—46-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour de Circuit pour le comté de Rouville.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: } **LA MUNICIPALITÉ,**
 No 1065. } de la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, corporation légalement constituée, ayant son siège social en la ville de Marieville, demanderesse; contre **ACHILLE GLADU,** défendeur.

(a) Une terre sise et située en la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, sur le rang du Ruisseau Barré, mesurant environ quatre-vingts arpents en superficie, composée des lots numéros deux cent soixante-cinq-A (265-A), deux cent soixante-quatorze (274) et d'une partie du lot numéro deux cent soixante-cinq (p. 265) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec les constructions y érigées; la dite partie du lot numéro 265 est bornée à l'ouest par le Ruisseau Lagesse, à l'est par le numéro 264, au sud par le numéro 265-A du dit plan officiel, et au nord par le reste du numéro 265 appartenant à Ovila Barsalou;

(b) Un terrain sis et situé en la dite paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, sur le même rang, formant partie du lot numéro trois cent trente-neuf (p. 339) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, et borné à l'ouest par le chemin du rang du Ruisseau Barré, à l'est par le Ruisseau Lagesse, au nord par une autre partie du dit numéro 339 située entre ledit chemin et le dit Ruisseau et appartenant à Adélard Gladu ou représentants, et au sud par la partie du numéro 338-A située entre le dit chemin et le dit Ruisseau et appartenant au dit Achille Gladu (ci-après décrite).

(c) Une terre située en la dite paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, sur le rang du Ruisseau

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.
 Saint Hyacinthe, to wit: } **MARY GARNY,**
 No. 1844. } plaintiff;
 against **ALBERT LANCTOT,** defendant.

1. A land situate in the parish of L'Ange Gardien, on Casimir range, known and designated under lot number two hundred and sixty six (266) on the official cadastre of said parish—without building.

2. Another land situate in the parish of L'Ange Gardien, on Casimir range, known and designated under lot number three hundred and sixty seven (367) on the official cadastre of said parish—with the buildings thereon erected; nevertheless to withdraw from that land a strip of land containing one arpent in width by the depth from the going down and the Albert Mercure's land described as follows: Bounding in front toward the West by the getting down; bounded in depth to lot No. 267 belonging to Albert Mercure, on one side toward the North by the edge of the lands of the Village of Canrobert, and on the other side by the residue of lot No. 266—without building.

To be sold at the parochial church door of L'Ange Gardien, WEDNESDAY, on the TWENTIETH day of DECEMBER next, (1933), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, **JOS. L. CORMIER,**
 Saint Hyacinthe, November 15th., 1933. Sheriff.
 [First publication, November 18th., 1933]
 6512—46-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Circuit Court for the County of Rouville.—District of Saint Hyacinthe.

Saint Hyacinthe, to wit: } **THE MUNICIPALITY**
 No. 1065. } of the parish of Sainte Marie de Monnoir, a body politic and corporate having its head office in the town of Marieville, plaintiff; against **ACHILLE GLADU,** defendant.

(a) A land situate in the parish of Sainte Marie de Monnoir, on the Ruisseau Barré range, containing about eighty arpents in superficies, composed of lots numbers two hundred and sixty five-A (265-A), two hundred and seventy four (274) and a part of lot number two hundred and sixty five (p. 265), on the official plan and book of reference of the said parish—with the constructions thereon erected; the said part of lot No. 265 bounded at the West side by the Ruisseau Lagesse, at the East by the No. 264, at the South by the No. 265-A on the said official plan, and at the North by the residue of No. 265 belonging to Ovila Barsalou;

(b) A piece of ground situate in the parish of Sainte Marie de Monnoir, on the same range, being a part of lot number three hundred and thirty nine (p. 339), on the official plan and book of reference of the said parish, and bounded at the West by the road of the Ruisseau Barré range, at the East by the Ruisseau Lagesse, at the North by the other part of the said No. 339 situate between the said road and the Ruisseau, belonging to Adélard Gladu or representatives, at the South by the part of No. 338-A situate between the said road and the Ruisseau and belonging to the said Achille Gladu (hereafter described);

(c) A land situate in the parish of Sainte Marie de Monnoir, on the West side of the Ruisseau

Saint-Louis, côté ouest, mesurant trois arpents de largeur sur vingt arpents de longueur, plus ou moins, connue et désignée sous le lot numéro deux cent soixante-six (266) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec la maison et autres bâties y érigées;

(d) Une terre sise et située en la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, sur le rang du Ruisseau Saint-Louis, mesurant trente-cinq arpents en superficie, plus ou moins, désignée sous le lot numéro deux cent soixante-quinze (275) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec une grange y érigée;

(e) Un terrain sis et situé en la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, mesurant environ un arpent en superficie, formant partie du lot numéro trois cent trente-huit-A (P. 338-A) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, et borné au nord par le numéro 339, au sud par le terrain ci-après décrit, à l'est par le Ruisseau Barré, à l'ouest par le chemin du rang du Ruisseau Barré;

(f) Un terrain sis et situé en la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, mesurant environ un arpent en superficie, formant partie du lot numéro trois cent trente-huit (p. 338) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, et borné au nord par le terrain ci-dessus décrit au paragraphe e, au sud par le numéro 337, à l'est par le dit Ruisseau, à l'ouest par le dit chemin.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, MARDI, le DIX-NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain (1933), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, ce 14 novembre 1933.
[Première publication, le 18 novembre 1933]
6493—46-2-o

seau Saint Louis range, containing three arpents in width by twenty arpents in depth, more or less, known and designated under lot number two hundred and sixty six (266), on the official plan and book of reference of the said parish—with a house and other buildings thereon erected;

(d) A land situate in the parish of Sainte Marie de Monnoir, on the Ruisseau Saint Louis range, containing thirty five arpents in superficies, more or less, designated under lot number two hundred and seventy five (275), on the official plan and book of reference of the said parish—with a barn thereon erected;

(e) A piece of ground situate in the parish of Sainte Marie de Monnoir, containing about one arpent in superficies, being a part of lot number three hundred and thirty eight-A (P. 338-A), on the official plan and book of reference of the said parish, and bounded at the North by the No. 339, at the South by the part of lot hereafter described, at the East by the Ruisseau Barré, at the West by the road of the Ruisseau Barré range;

(f) A piece of ground situate in the parish of Sainte Marie de Monnoir, containing about one arpent in superficies, being a part of lot number three hundred and thirty eight (p. 338), on the official plan and book of reference of the said parish, and bounded at the North by the part of lot 338-A hereabove described at the paragraph e, at the South by the No. 337, at the East by the said Ruisseau, at the West by the said road.

To be sold at the parochial church door of Sainte Marie de Monnoir, TUESDAY, on the NINETEENTH day of DECEMBER next, (1933), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, November 14th, 1933.
[First publication, November 18th, 1933]
6494—46-2-o

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

No 2427.

{ CHARLES - JÉRÉMIE
COULOMBE, docteur
en médecine, de la paroisse de Saint-Justin, district des Trois-Rivières, demandeur; vs ADÉLARD LAURENT, du même lieu, défendeur.

1. Le lot numéro soixante-deux (62) du cadastre officiel du comté de Maskinongé, pour la paroisse de Saint-Justin—avec une grange dessus érigée.

2. Le lot numéro soixante-quatre (64) du cadastre officiel du comté de Maskinongé, pour la paroisse de Saint-Justin.

3. Le lot numéro cent cinquante-deux (152) du cadastre officiel du comté de Maskinongé, pour la paroisse de Saint-Justin—sans bâtisse.

4. Une terre à bois faisant partie du lot numéro cent vingt et un (121) du cadastre officiel du comté de Maskinongé, pour la paroisse de Saint-Justin, étant la partie nord-est du dit lot, contenant un arpent de largeur sur la profondeur du dit lot, contenant vingt arpents en superficie—sans bâtisse.

5. Une terre située en la dite paroisse de Saint-Justin, dans la concession du Grand-Trompe-Souris, connue et désignée sous le numéro soixante-trois (63) du cadastre officiel d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour la paroisse de

TROIS RIVIERES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Trois Rivières.

No. 2427.

{ CHARLES JEREMIE
COULOMBE, Doctor
of Medicine, of the parish of Saint Justin, district of Trois Rivières, plaintiff; vs ADELARD LAURENT, of the same place, defendant.

1. Lot number sixty two (62) on the official cadastre of the county of Maskinongé for the parish of Saint Justin—with a barn thereon erected.

2. Lot number sixty four (64) on the official cadastre of the county of Maskinongé for the parish of Saint Justin.

3. Lot number one hundred and fifty two (152) on the official cadastre of the county of Maskinongé for the parish of Saint Justin—without buildings.

4. A wooded lot of land forming part of lot number one hundred and twenty one (121) on the official cadastre of the county of Maskinongé for the parish of Saint Justin, being the North-east part of said lot, measuring one arpent in width by the depth of the said lot, containing twenty arpents in area—without buildings.

5. A farm situate in the said parish of Saint Justin, in the "Concession du Grand-Trompe-Souris", known and designated under number sixty three (63) on the official cadastre of the county of Maskinongé for the parish of Saint

Saint-Justin—avec une maison et autres bâties dessus construites, contenant quatre arpents de front sur vingt arpents et cinq perches de profondeur.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Justin, le DIX-NEUVIEME jour de DÉCEMBRE, mil neuf cent trente-trois, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Trois-Rivières, le 8 novembre 1933. L.-P. MERCIER.
[Première publication, le 18 novembre 1933]
6463—46—2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

No 1980. } LA COMMISSION DU PRET
} AGRICOLE CANADIEN, corporation existant en vertu d'une loi fédérale et ayant, en vertu de cette loi, son siège social en la cité de Québec, pour la province de Québec, demanderesse; vs EDMOND GIRARD, de Yamachiche, comté de Saint-Maurice, défendeur.

1. Une terre située en la paroisse d'Yamachiche, à la concession des terres de travers, contenant environ un arpent de largeur par trente arpents de profondeur, plus ou moins, connue et désignée comme faisant partie du lot numéro six cent un (601) du cadastre officiel de la dite paroisse, bornée au sud-est par le chemin des terres de travers, au nord-ouest et du côté nord-est par les terres de la concession de la Grande Rivière et du côté sud-ouest par la terre de Dame Vve Victor Gauthier.

2. Les lots numéros six cent douze (612) moins la partie d'icelui appartenant à Ozias Richard, six cent treize (613) et six cent quatorze (614) moins la partie d'icelui appartenant à Désiré Villemure, du cadastre de la paroisse d'Yamachiche, étant situés dans la dite concession des terres de travers, en bois debout.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne d'Yamachiche, le VINGT-NEUVIEME jour de NOVEMBRE, mil neuf cent trente-trois, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Trois-Rivières, le 25 octobre, 1933. L.-P. MERCIER.
[Première publication, 28 octobre, 1933]
6137—43—2-o

Justin—with a house and other buildings thereon erected, measuring four arpents in front by twenty arpents and five perches in depth.

To be sold at the church door of the parish of Saint Justin, on the NINETEENTH day of DECEMBER, nineteen hundred and thirty three at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. MERCIER,
Trois Rivières, November 8th., 1933. Sheriff.
[First publication, November 18th., 1933]
6464—46—2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Trois-Rivières.

No. 1980. } THE CANADIAN FARM LOAN
} BOARD, a corporation existing in virtue of a Federal Act and having, pursuant to the said Act, its head office in the city of Quebec, for the Province of Quebec, plaintiff; vs EDMOND GIRARD, of Yamachiche, county of Saint Maurice, defendant.

1. A farm situate in the parish of Yamachiche, in the "concession des terres de travers", measuring about one arpent in width by thirty arpents in depth, more or less, known and designated as forming part of lot number six hundred and one (601) of the official cadastre for the said parish, bounded on the Southeast by the road of the "terres de travers", on the Northwest and Northeast sides by the lands of the Grande Rivière concession and on the Southwest side by the farm of Dame Widow Victor Gauthier.

2. Lots numbers six hundred and twelve (612) less that part thereof belonging to Ozias Richard, six hundred and thirteen (613) and six hundred fourteen (614) less that part thereof belonging to Désiré Villemure, of the cadastre for the parish of Yamachiche, being situate in the said "concession des terres de travers", in standing timber.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Anne de Yamachiche, on the TWENTY NINTH day of NOVEMBER, nineteen hundred and thirty three, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. MERCIER,
Trois-Rivières, October 25, 1933. Sheriff.
[First publication, October 28th., 1933]
6138—43—2

Index de la Gazette officielle de Québec, No 46

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Gagnon vs Mercier.....	4341
" Lafontaine vs Farmer.....	4328
" Morin vs Grégoire.....	4328
" Vasiliadou vs Vassalis.....	4328

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—

Poulin vs Fortin.....	4341
-----------------------	------

ANNONCEURS:—AVIS AUX:—

ARRÊTÉS-EN-CONSEIL:—

Concernant la défense de chasser le castor dans certaines parties de la Province..	4342
Concernant L'Union Catholique des Cultivateurs, Inc.....	4327

Index of the Quebec Official Gazette, No. 46

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Gagnon vs Mercier.....	4341
" Lafontaine vs Farmer.....	4328
" Morin vs Grégoire.....	4328
" Vasiliadou vs Vassalis.....	4328

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:—

Poulin vs Fortin.....	4341
-----------------------	------

ADVERTISERS:—NOTICE TO:—

ORDERS-IN-COUNCIL:—

Respecting the prohibition to hunt beaver in certain parts of the Province...	4342
Respecting L'Union Catholique des Cultivateurs, Inc.....	4327

AVIS DIVERS:—

Murray Bay Paper Co., Ltd. 4329

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—

Bills privés. 4327

BUREAUX-CHEFS:—

Petroleum Income Distributors, Inc. 4329

T. Carli-Petrucci, Limitée. 4329

CHARTES—ABANDON DE:—

Caughnawaga Quarry, Limited. 4330

La Renardière Lizotte, Ltée. 4331

Roberge & Drolet, Limitée. 4331

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES AFFAIRES:—

Lamont, Corliss & Company. 4341

Madawaska Company. 4329

DEMANDE A LA LÉGISLATURE:—

Association des Optométristes et Opticiens de la province de Québec. 4324

DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION, DE LA CHASSE ET DES PÊCHERIES:—

Chemin Chapleau. 4334

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Municipalité scolaire de la cité de Lachine 4342

Municipalité scolaire de Saint-Sébastien. 4341

DÉPUTÉ ÉLU:—

Gaudet, Alexandre. 4326

LETTRES PATENTES:—

Chateau Inn, Limitée. 4304

Club Mégantic, Limitée. 4305

Le Jeune Commerce des Trois-Rivières, Inc. 4306

L'Union des Propriétaires, Inc.—The

Landlords' Union, Inc. 4307

M. Fenster, Inc. 4320

Northeastern Fisheries of Canada, Ltd.—

Les Pêcheries Nord-Est du Canada,

Ltée. 4308

Northern Securities, Limited. 4313

Petroleum Income Distributors, Inc. 4317

Terroux Realities, Limited. 4321

Verdun Hockey Club, Inc. 4320

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Universal Collection and Adjustment Co., Ltd. 4324

MINUTES DE NOTAIRES:—

Turenne, Joseph-Pierre-Adrien. 4330

NOMINATIONS:—

Diverses. 4335

Thouin, Amédée. 4342

ORDRE DE COUR:—

Laporte, Hudon, Hébert, Ltée vs Gervais 4330

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Murray Bay Paper Co., Ltd. 4329

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:—

Private Bills. 4327

CHIEF-OFFICES:—

Petroleum Income Distributors, Inc. 4329

T. Carli-Petrucci, Limitée. 4329

CHARTERS—SURRENDER OF:—

Caughnawaga Quarry, Limited. 4330

La Renardière Lizotte, Ltée. 4331

Roberge & Drolet, Limitée. 4331

COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS:—

Lamont, Corliss & Company. 4341

Madawaska Company. 4329

APPLICATION TO PARLIAMENT:—

Association of Optometrists and Opticians of the Province of Quebec. 4324

DEPARTMENT OF COLONIZATION, GAME AND FISHERIES:—

Chapleau Road. 4334

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

School municipality of the city of Lachine 4342

School municipality of Saint Sebastien. 4341

MEMBER ELECTED:—

Gaudet, Alexandre. 4326

LETTERS PATENT:—

Chateau Inn, Limitée. 4304

Club Mégantic, Limitée. 4305

Le Jeune Commerce des Trois-Rivières, Inc. 4306

L'Union des Propriétaires, Inc.—The

Landlords' Union, Inc. 4307

M. Fenster, Inc. 4320

Northeastern Fisheries of Canada, Ltd.—

Les Pêcheries Nord-Est du Canada,

Ltée. 4308

Northern Securities, Limited. 4313

Petroleum Income Distributors, Inc. 4317

Terroux Realities, Limited. 4321

Verdun Hockey Club, Inc. 4320

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Universal Collection and Adjustment Co., Ltd. 4324

NOTARIAL MINUTES:—

Turenne, Joseph-Pierre-Adrien. 4330

APPOINTMENTS:—

Miscellaneous. 4335

Thouin, Amédée. 4342

RULE OF COURT:—

Laporte, Hudon, Hébert, Ltée vs Gervais 4330

PROCLAMATIONS:—

Cadastre du canton de Dorion	4325
Cadastre du canton de Massé	4336
Convocation des Chambres pour la dé- che des affaires	4325
Village de Gatineau	4337

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Brière, Arthur	4331
Brière, Arthur	4332
Morin, Honorius	4333
Prolac, Limited	4338
Quality Trimming Cord & Tassel Co.	4332
Schleich, Dame E. V.	4340

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ABITIBI:—

Bicks <i>et al</i> vs Mabell Mines, Ltd.	4343
---	------

ARTHABASKA:—

Demers vs Martel <i>et al</i>	4344
-------------------------------------	------

BEAUCE:—

Deveault vs Badeau	4344
Lacourcière vs Champagne	4344
Poulin vs Tardif	4345

BEAUHARNOIS:—

Bergeron vs Sauvé	4346
Commissaires d'écoles du canton de God- manchester vs Kiernan <i>et al</i>	4345
Dandurand <i>et al</i> vs Benoit	4346

BEDFORD:—

La Caisse Populaire de Waterloo vs Lan- gevin	4346
--	------

IBERVILLE:—

Merizzi vs Picard	4347
Robert vs Chabot	4347

JOLIETTE:—

La Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Lin vs Latendresse ..	4348
Renaud vs Lafond	4348

MONTMAGNY:—

Bélangier vs Fortin	4348
Godbout vs Asselin	4349

MONTREAL:—

Blondin vs Germain	4354
Cité d'Outremont vs Drouin	4353
Chartrand vs Chartrand <i>et vir</i>	4349
Commissaires d'écoles de Saint-Léon-de- Westmount vs Redmond	4350
Dumouchel <i>et vir</i> vs Mageau	4350
Gauvin <i>et al</i> vs Messier	4351
Larose <i>et al</i> vs The Mount Royal Brick Co., Ltd. <i>et al</i>	4353
Mendelssohn vs Taylor <i>et al</i>	4351
People's Thrift & Investment Co. vs Lenoir <i>et vir</i>	4352
The Commercial Loan Co., Ltd. vs Price.	4352

PROCLAMATIONS:—

Cadastre of the township of Dorion	4325
Cadastre of the township of Massé	4336
Legislature convoked for dispatch of business	4325
Village of Gatineau	4337

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Brière, Arthur	4331
Brière, Arthur	4332
Morin, Honorius	4333
Prolac, Limited	4338
Quality Trimming Cord & Tassel Co.	4332
Schleich, Dame E. V.	4340

SHERIFFS' SALES:—

ABITIBI:—

Bicks <i>et al</i> vs Mabell Mines, Ltd.	4343
---	------

ARTHABASKA:—

Demers vs Martel <i>et al</i>	4344
-------------------------------------	------

BEAUCE:—

Deveault vs Badeau	4344
Lacourcière vs Champagne	4344
Poulin vs Tardif	4345

BEAUHARNOIS:—

Bergeron vs Sauvé	4346
School Commissioners of the township of Godmanchester vs Kiernan <i>et al</i>	4345
Dandurand <i>et al</i> vs Benoit	4346

BEDFORD:—

La Caisse Populaire de Waterloo vs Lan- gevin	4346
--	------

IBERVILLE:—

Merizzi vs Picard	4347
Robert vs Chabot	4347

JOLIETTE:—

La Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Lin vs Latendresse ..	4348
Renaud vs Lafond	4348

MONTMAGNY:—

Bélangier vs Fortin	4348
Godbout vs Asselin	4349

MONTREAL:—

Blondin vs Germain	4354
City of Outremont vs Drouin	4353
Chartrand vs Chartrand <i>et vir</i>	4349
School Commissioners of Saint Leon de Westmount vs Redmond	4350
Dumouchel <i>et vir</i> vs Mageau	4350
Gauvin <i>et al</i> vs Messier	4351
Larose <i>et al</i> vs The Mount Royal Brick Co., Ltd. <i>et al</i>	4353
Mendelssohn vs Taylor <i>et al</i>	4351
People's Thrift & Investment Co. vs Lenoir <i>et vir</i>	4352
The Commercial Loan Co., Ltd. vs Price.	4352

The Prudential Ins. Co. of America vs Amiot.....	4352	The Prudential Ins. Co. of America vs Amiot.....	4352
The Trust and Loan Co. of Canada vs Michaud <i>et vir</i>	4355	The Trust and Loan Co. of Canada vs Michaud <i>et vir</i>	4355
The United Theological College of Canada vs Lemoine.....	4355	The United Theological College of Canada vs Lemoine.....	4355
PONTIAC:—		PONTIAC:—	
Graham vs Cooney.....	4356	Graham vs Cooney.....	4356
Marchand vs Morin.....	4357	Marchand vs Morin.....	4357
Ponsinet vs Deseillers.....	4357	Ponsinet vs Deseillers.....	4357
QUÉBEC:—		QUEBEC:—	
Cité de Québec vs Blouin.....	4358	City of Quebec vs Blouin.....	4358
RIMOUSKI:—		RIMOUSKI:—	
D'Anjou vs Lepage.....	4359	D'Anjou vs Lepage.....	4359
La Caisse Populaire de Rimouski vs Bouillon.....	4358	La Caisse Populaire de Rimouski vs Bouillon.....	4358
Michaud vs Ouellet.....	4359	Michaud vs Ouellet.....	4359
Michaud vs Ruest.....	4359	Michaud vs Ruest.....	4359
St-Pierre <i>et vir</i> vs Dupont.....	4358	St-Pierre <i>et vir</i> vs Dupont.....	4358
St-Pierre vs Village de Saindon.....	4360	St. Pierre vs Village of Saindon.....	4360
ROBERVAL:—		ROBERVAL:—	
Hudon vs Hudon.....	4360	Hudon vs Hudon.....	4360
Hudon vs Hudon <i>et al.</i>	4360	Hudon vs Hudon <i>et al.</i>	4360
Syndics de la paroisse de Saint-Jérôme vs Boivin <i>et vir</i>	4361	Trustees of the parish of Saint Jerome vs Boivin <i>et vir</i>	4361
Syndics de la paroisse de Saint-Jérôme vs Boily.....	4362	Trustees of the parish of Saint Jerome vs Boily.....	4362
Syndics de la paroisse de Saint-Jérôme vs Gauthier <i>et vir</i>	4362	Trustees of the parish of Saint Jerome vs Gauthier <i>et vir</i>	4362
Syndics de la paroisse de Saint-Jérôme vs Julien.....	4363	Trustees of the parish of Saint Jerome vs Julien.....	4363
Syndics de la paroisse de Saint-Jérôme vs Noel <i>et al.</i>	4363	Trustees of the parish of Saint Jerome vs Noel <i>et al.</i>	4363
SAINT-FRANÇOIS:—		SAINT FRANCIS:—	
Aldrich vs Morrison.....	4365	Aldrich vs Morrison.....	4365
Bonin vs Couture <i>et al.</i>	4365	Bonin vs Couture <i>et al.</i>	4365
Fuller <i>et al</i> vs Parkin.....	4364	Fuller <i>et al</i> vs Parkin.....	4364
Lasalle vs Joyal.....	4364	Lasalle vs Joyal.....	4364
Trudeau vs Boutin.....	4366	Trudeau vs Boutin.....	4366
SAINT-HYACINTHE:—		SAINT HYACINTHE:—	
Garny vs Lanctôt.....	4367	Garny vs Lanctôt.....	4367
Paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir vs Gladu.....	4367	Parish of Sainte Marie de Monnoir vs Gladu.....	4367
TROIS-RIVIÈRES:—		TROIS RIVIERES:—	
Coulombe vs Laurent.....	4368	Coulombe vs Laurent.....	4368
La Commission du Prêt Agricole Canadien vs Girard.....	4369	The Canadian Farm Loan Board vs Girard.....	4369